



■ « Friends », cinquième saison
■ Prison : l'évasion par Internet



■ CUBA Quarante ans de Castro

FIDEL CASTRO a célébré, vendredi 1^{er} janvier, le quarantième anniversaire de la révolution qui l'a porté au pouvoir. Il a, une fois de plus, dénoncé « la globalisation néolibérale » au moment où son régime tente de ranimer la flamme révolutionnaire dans un pays touché par la chute vertigineuse de la production. Un journaliste cubain indépendant, Raul Rivero, décrit, pour *Le Monde*, la vie quotidienne à Cuba autour d'une amère plaisanterie : « *Quels sont les deux problèmes que les Cubains doivent affronter ? Le premier est : manger. Le second est : quoi manger ?* »

Lire page 2 et l'enquête de Raul Rivero pages 8 et 9

Espace : les rêves industriels de l'an 2000

● Mars, nouvelle frontière de la conquête spatiale ● L'assemblage de la station orbitale internationale sera terminé en 2004 ● 400 satellites assureront, en 2002, la couverture complète de la planète par le téléphone portable ● Ariane-5 entre en service commercial cette année

LA CONQUÊTE SPATIALE annonce en beauté le prochain millénaire. Les satellites de communication en orbite basse, qui s'apprentent à mettre tous les points du monde à portée de téléphone portable, seront désormais regroupés en « constellations ». La première d'entre elles, Iridium (66 satellites) est entrée en service commercial en novembre 1998, et plusieurs autres suivront. En cinq ans, près de 400 satellites devraient ainsi être mis en orbite.

Moins pratique, mais plus exaltant, l'assemblage des premiers éléments de la station spatiale internationale (ISS) a commencé il y a quelques semaines. Ce projet pharaonique, mené par seize pays, qui nécessitera plus de 45 vols spatiaux a pour objet la mise en œuvre, d'ici à 2004, d'un lieu de vie et d'expériences en orbite sans précédent. L'ISS devrait préparer, affirment les plus optimistes, la prochaine grande étape de l'odyssée de l'espace : le voyage vers Mars.

La sonde Mars Polar Lander de-



vaît être lancée dimanche 3 janvier depuis Cap Canaveral (Floride). La France compte désormais prendre part à cette chronique martienne : le Centre national d'études spa-

tiales devrait participer, pour une mise de fonds de 2,5 milliards de francs (381 millions d'euros), à un prélèvement d'échantillons martiens prévu en 2008. La mission se-

ra lancée par une fusée Ariane-5, bonne pour le service commercial dès cette année.

Lire page 13

Euro : premiers pas

■ Mobilisation générale dans les banques pour le basculement des marchés

■ La dette de la France a été convertie en euros

■ Retard prévu pour les cartes bancaires

■ Le grand commerce met en place le double étiquetage des prix

Lire pages 3 et 11

■ Charles Pasqua fait bande à part

Membre fondateur du RPR, M. Pasqua a annoncé, vendredi 1^{er} janvier, qu'il conduirait une liste dissidente aux élections européennes de juin. p. 20

■ Lionel Jospin à l'offensive

1999 devrait être pour le premier ministre l'année d'un changement de stratégie, avec une présence médiatique accrue et un durcissement de la cohabitation. p. 6

■ Al Gore candidat à la Maison Blanche

Le vice-président américain s'est officiellement déclaré candidat, vendredi 1^{er} janvier, à l'investiture démocrate pour la présidentielle de 2000. p. 3

■ Chine - Etats-Unis : commerce et sécurité

Selon une commission de la Chambre des représentants américaine, certains transferts de technologies vers la Chine nuisent à la « sécurité » des Etats-Unis. p. 4 et notre éditorial p. 10

■ A Nantes, un réveillon techno

Nantes a commencé l'année avec son festival Fin de siècle, qui a attiré un très nombreux public. p. 18

■ Au « Grand Jury »

Alain Richard, ministre de la défense, sera l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI », dimanche 3 janvier à 18 h 30.

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0146 - 103 - 7,50 F



Picasso, un produit qu'il faut parfois consommer avec modération

LES ACHETEURS de la Citroën Xsara Picasso pourront bientôt glisser dans leur boîte à gants un Cognac Hennessy Picasso, un briquet ST Dupont Picasso et peut-être d'autres produits labellisés du nom du peintre. Pressé par sa maison mère - le groupe LVMH - de redresser ses ventes à tout prix, Hennessy lance en effet une bouteille sur laquelle sera reproduite une toile de l'artiste, *Café à Royan*, peinte en 1940 pendant un séjour dans les Charentes.

Les briquets de luxe, eux, sont ornés d'une tête de fauve gravée, « un dessin spécialement réalisé pour un briquet original en 1962 », précise Olivier Widmaier-Picasso, un des petits-fils du peintre. M. Widmaier a lui-même négocié avec Citroën et Hennessy pour le compte de la Picasso Administration, la société de gestion des droits de l'Indivision Picasso, organisation qui regroupe les intérêts des cinq héritiers de l'artiste et que préside son fils Claude.

Après avoir longtemps guerroyé contre les nombreux contrefacteurs de leur patronyme, la famille « officielle » a donc cédé à son tour aux sirènes du *merchandising*. La véritable

raison de ce mercantilisme tardif est moins le besoin d'argent que le souci de limiter les dégâts, en attendant que le nom tombe dans le domaine public en 2023 (2043 pour la France). « On recense à ce jour 1 043 marques Picasso déposées dans le monde », explique M. Widmaier. Onze dépôts ont été faits par l'Indivision et près de 300 par Paloma Picasso, qui avait, la première, vendu son nom pour une ligne de parfums. Les sept cents autres marques sont réputées illégales.

Claude Picasso a vainement tenté d'empêcher l'Américaine Marilyn Goldberg et sa société Museum Masters International (MMI) d'exploiter les droits vendus par Marina Picasso (une des ayants droit) sur les toiles que lui avait léguées son père Paul, fils aîné du peintre, pour les dupliquer un peu sur n'importe quoi. L'Indivision s'est finalement résolue à traiter avec MMI, devenu en quelque sorte son licencié. Les héritiers sont ainsi passés « du terrain du Copyright à celui du droit des marques », souligne M. Widmaier. L'Indivision est contrainte d'exploiter elle-même la « marque » Picasso pour certains produits afin de pouvoir empêcher d'autres de le faire.

Les choix faits par la famille sont parfois contradictoires. Dans la restauration, par exemple, Claude Picasso s'efforce de faire fermer depuis longtemps le Café Picasso de Guadalajara, au Mexique. Mais il a autorisé l'ouverture, en octobre, d'un restaurant Picasso de luxe dans un casino de Las Vegas. Il est vrai que son propriétaire, le promoteur Steve Wyn, a décoré l'endroit avec quelques toiles de sa collection personnelle... qui compte quelques authentiques Picasso.

Picasso n'est pas le premier à passer à la postérité commerciale. Une petite société française de cosmétiques, Cofinluxe, avait racheté, en 1982, à Salvador Dali, de son vivant, le droit de baptiser un parfum de son nom. La même firme vient de signer avec MMI un contrat de licence pour exploiter de la même façon le nom d'Andy Warhol. Le peintre américain, qui se plaisait à détourner les marques pour en faire des œuvres d'art, aurait sûrement goûté l'ironie d'être à son tour transformé en produit. Une forme d'immortalité que n'aurait pas renié le pape du pop art.

Pascal Galinier

Lire page 7

A société malade, banlieue moribonde

« BANLIEUE », « violence » et parfois « urgence ». Ces mots, constamment accolés, réapparaissent en force à chaque fois qu'il est question, dans l'actualité, de chauffeurs de bus agressés, de véhicules incendiés - à Strasbourg ces derniers jours -, de tirs de fusil à pompe échangés et d'innocents rançonnés - à Toulouse il y a quelques semaines. Ces poussées de fièvre, qui se traduisent souvent par des drames, ne sont malheureusement pas nouvelles : elles conduisent néanmoins à s'interroger sur la pertinence de certaines formules passe-partout comme les « quartiers sensibles », « les quartiers difficiles » ou le « mal des banlieues ».

Simple d'emploi, ces mots traduisent mal la réalité qu'ils sont censés refléter. Ils en font oublier les racines. Utilisés à profusion, ces formules-clichés mettent en effet l'accent sur des territoires - le quartier, la banlieue, la ville, etc. - comme si les phénomènes que ces appellations désignent communément quand elles sont employées - violence, toxicomanie, délinquance, etc. - trouvaient leur origine première dans la géographie. C'est un peu comme si l'on accusait les plaines de la

Marne de la boucherie des tranchées de 14-18 ou comme si on attribuait à la commune belge de Waterloo la responsabilité de la défaite de Napoléon I^{er} !

Il ne s'agit pas de nier que les cités qui ont poussé en périphérie des villes, dans les années 60 ou plus tard, pour répondre à la crise du logement ne sont pas devenues - si tant est qu'elle ne l'aient pas toujours été - des aberrations. Il ne convient pas de décerner des labels de cadre de vie plaisant aux barres ou aux tours qui empilent les individus comme des sardines, de trouver des vertus aux constructions dont les noms mêmes - « 4 000 logements », « 3 000 logements » - sonnent comme un cauchemar urbain. Il est hors de propos de faire l'autruche en trouvant que l'architecture et l'urbanisme comptent pour peu de chose dans la vie des hommes. Il est simplement question de mesurer combien l'approche des problèmes, par un prisme essentiellement territorial, est courte.

Dominique Sanchez

Lire la suite page 10 et nos informations page 20

La pasionaria de Bach



ROSALYN TURECK

LA PIANISTE et musicologue américaine Rosalyn Tureck, qui vit en Angleterre, fait son entrée, à quatre-vingt-quatre ans, dans le répertoire discographique de Deutsche Grammophon. Son interprétation des *Variations Goldberg* de Bach va faire connaître au grand public une artiste, modèle pour Glenn Gould, qui a consacré sa vie à explorer le génie polyphonique du musicien allemand.

Lire page 17

International	2	Météorologie	14
France	6	Jeux	14
Société	7	Carnet	15
Horizons	8	Abonnements	16
Entreprises	11	Culture	17
Placements-Marchés	12	Guide culturel	18
Aujourd'hui	13	Radio-Télévision	19

CUBA Fidel Castro a célébré, vendredi 1^{er} janvier, le quarantième anniversaire de la révolution cubaine. Dans la ville de Santiago de Cuba, où il avait adressé

son premier discours à ses compatriotes, le 1^{er} janvier 1959 après la fuite du dictateur Fulgencio Batista, il a une nouvelle fois dénoncé les dangers de la « globalisation

néolibérale qui met en péril la survie de l'espèce humaine ». ● RAUL CASTRO, le frère cadet du Lider maximo, ministre des forces armées, apparaît de plus en plus

comme son successeur le plus probable, alors que l'importance de l'armée dans les affaires économiques n'a cessé d'augmenter. ● L'EURO, présenté comme un

contrepois au dollar, a été salué avec enthousiasme par le régime en proie à la plus grave crise économique de son histoire. (Lire aussi notre enquête pages 8 et 9.)

Fidel Castro fête simplement les 40 ans de son arrivée au pouvoir

Les autorités de La Havane tentent laborieusement de ranimer la flamme révolutionnaire dans un pays touché par la chute vertigineuse de la production et où l'introduction d'une série de réformes économiques a mis à mal l'utopie d'une société égalitaire

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant régional
« Ce n'est pas l'avenir de la révolution qui nous préoccupe, mais celui de l'humanité » : quarante ans après l'entrée triomphale des barbudos de « l'armée rebelle » à Santiago de Cuba, Fidel Castro a fêté dans cette ville du sud-est de l'île, vendredi 1^{er} janvier, la pérennité d'une révolution dont il demeure le chef. Deux mille personnes, dont quelques centaines d'invités parmi lesquels l'écrivain portugais Jose Saramago, Prix Nobel de littérature 1998, ont assisté à la cérémonie, alors qu'aucune manifestation civile ou militaire n'avait été prévue.

Cassandra aux accents parfois apocalyptiques, le Lider maximo a une fois de plus dénoncé dans son discours les dangers de la « globalisation néo-libérale qui met en péril la survie de l'espèce humaine ». Il y a quelques mois, devant les étudiants de l'université autonome de Saint-Domingue, il avait craint « la plus grande catastrophe de l'histoire en matière de construction d'un régime économique et social que constitue la tentative d'introduire le capitalisme en Russie », en prédisant que « la désintégration de la Russie, un pays possédant plus de 20 000 armes nucléaires, où les responsables des fusées stratégiques de Sibirie centrale ne sont pas payés depuis cinq mois, constituerait une catastrophe mondiale aux conséquences imprévisibles ».

« La globalisation néo-libérale agresse nos identités nationales et impose une monoculture universelle », dénonce Fidel Castro, qui cite les dernières statistiques de l'Unesco sur l'omniprésence des films et des programmes de télévision nord-américains, et s'inquiète de voir les Chinois consommer des McDonald's et du Coca-Cola. Lors d'un récent colloque économique à La Havane, le chef de la révolution cubaine a déploré que de nombreux enfants mexicains ne

connaissent pas le père de leur patrie « alors qu'ils connaissent Mickey Mouse ». Ces propos critiques ont provoqué des frictions diplomatiques avec le Mexique, le seul pays latino-américain qui a toujours soutenu Cuba, au point que Fidel Castro a publié dans le quotidien officiel *Granma* un long message d'excuses pour expliquer qu'il n'avait jamais eu l'intention d'offenser le Mexique, et encore moins les enfants mexicains.

DEUX VICTOIRES

Pour le moins contrasté, le bilan de quarante ans de révolution cubaine n'aide pourtant guère dans la recherche d'un modèle alternatif. La plus grande victoire des jeunes guérilleros romantiques qui ont renversé Fulgencio Batista en 1959 est d'avoir résisté durant quatre décennies aux assauts du puissant voisin nord-américain et à l'effondrement du grand frère soviétique. Malgré les dizaines de tentatives d'attentat contre le chef de la révolution cubaine, le débarquement de la baie des Cochons, organisé par la

CIA en 1961, la crise des missiles d'octobre 1962, et le « double embargo » imposé par les Etats-Unis et la disparition de l'URSS, Fidel Castro a défié neuf présidents américains et continue de brandir le drapeau du socialisme à 90 milles des côtes de Floride.

« Nous défendons notre souveraineté, l'indépendance du pays et les conquêtes du socialisme », répète Fidel Castro depuis le début de la « période spéciale » décrétée par les autorités castristes après la disparition des subsides du camp socialiste. Réuni le 18 décembre 1998, le plénum du Comité central du PCC a souligné que la lutte engagée le 1^{er} janvier 1959 se poursuivait « dans des conditions beaucoup plus complexes et dangereuses ». Le régime de parti unique, l'absence d'élections libres, l'étroit contrôle des moyens de communication et la répression des dissidents garantissent ce « consensus » du peuple, dont Fidel Castro est la clé de voûte. Le culte des héros de la révolution, à commencer par celui de Che Guevara, dont les restes ont été

inhumés en grande pompe en octobre 1997 à Santa Clara, et les campagnes de « pureté idéologique » menées par les organes de presse officiels tentent de ranimer une flamme révolutionnaire menacée surtout dans la jeunesse par l'érosion des valeurs morales et les sirènes de la société de consommation.

RÉFORMES DOULOUREUSES

Face à la chute vertigineuse de la production (-38% entre 1991 et 1994) qui a suivi la disparition de l'URSS, les autorités castristes ont introduit une série de réformes économiques qui ont mis à mal le rêve d'une société égalitaire. La libre circulation du dollar, le développement à marche forcée du tourisme, devenu le moteur de l'économie, la multiplication des sociétés mixtes, à capitaux étrangers, la réouverture des marchés paysans ou la légalisation des petits restaurants et des métiers artisanaux ont creusé le fossé entre les salariés en pesos mal alimentés et les privilégiés qui grâce aux dol-

lars ont accès aux « boutiques de récupération de devises » où l'on trouve tout ou presque, au prix fort.

La prostitution, que la révolution se vantait d'avoir éliminée, est revenue en force avec les touristes et même la presse officielle se fait l'écho de la montée de la délinquance, de l'apparition de la drogue, de la multiplication des affaires de corruption ou des vols dans les entreprises d'Etat. Signe de la désaffection d'une fraction importante de la population, les *balseros* continuent de braver les requins, les tempêtes et les garde-côtes américains pour tenter de gagner la Floride et quelque 430 000 Cubains ont tenté leur chance en 1998 au *bombo*, la loterie organisée par les autorités américaines pour la délivrance de 20 000 visas.

Les deux grandes conquêtes de la révolution, la santé et l'éducation, ont été préservées tant bien que mal. L'île continue d'afficher des indices de mortalité infantile et d'espérance de vie comparables à ceux du premier monde, et peut se permettre d'exporter ses médecins en Afrique du Sud ou en Amérique centrale. Elle a maintenu son avance dans le secteur de la biotechnologie. Mais, faute de médicaments et d'équipements, la qualité des soins a baissé depuis dix ans et nombre de médecins préfèrent s'employer comme chauffeurs de taxi ou dans les hôtels, où les pourboires en devises sont très largement supérieurs à leurs salaires.

Cuba peut aussi se vanter d'être l'un des seuls pays d'Amérique latine à avoir éliminé l'analphabétisme. Le niveau moyen de connaissances de la population cubaine reste nettement plus élevé que celui des pays voisins, mais cet avantage risque d'être en partie gommé par le manque d'ordinateurs et les restrictions à l'usage de l'Internet.

Jean-Michel Caroit

« Pense pareil, rêve pareil »

EN TRÉBUCHANT à plusieurs reprises sur les mots, Fidel Castro a lu vendredi 1^{er} janvier à Santiago de Cuba (sud-est de l'île) un texte dont la relative brièveté (une centaine de minutes) a surpris nombre d'observateurs, habitués à ses discours improvisés et souvent interminables. Le discours a été retransmis en direct par les deux chaînes de télévision d'Etat et la quasi-totalité des stations de radio.

« Celui qui s'exprime depuis cette tribune n'est pas exactement le même homme que ce jour-là : c'est seulement quelqu'un de beaucoup moins jeune, qui s'appelle pareil, qui est habillé pareil, qui pense pareil, qui rêve pareil », a-t-il lancé sous les applaudissements des quelque deux mille personnes massées sur la place de la ville. Le chef de l'Etat cubain a fustigé les « théologues » qui ont fait du marché une religion « sectaire et intégriste ». Après un prologue historique sur les quarante ans écoulés depuis sa première adresse au

peuple cubain à Santiago de Cuba, Fidel Castro a consacré plus de la moitié de son discours à la critique de la mondialisation néolibérale.

Prendant des accents prophétiques, le Lider maximo a prêté une imminente crise économique mondiale provoquée par les spéculations, le sacage de l'environnement, les récessions et des « guerres sanglantes ». « Les solutions ne viendront pas de la bonne volonté de ceux qui s'approprient le monde et l'exploitent », a-t-il averti en annonçant la « chute inévitable de l'ordre économique mondial actuel ». Fidel Castro a exhorté ses compatriotes à tenir bon et à « lutter pour l'humanité » et a lancé un appel à la dignité et à la fraternité – « sans lesquelles il ne peut y avoir de liberté » et qu'il a, en revanche, jugées « absolument incompatibles avec les lois du marché ». Le discours s'est conclu sur le cri habituel : « La Patrie ou la mort, le socialisme ou la mort !... Nous vaincrons ! » – (AFP)

Le frère cadet Raul Castro, ministre des armées, apparaît comme le plus probable successeur

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant régional
Principale force de la révolution cubaine, Fidel Castro en est aussi la grande faiblesse. Sur l'île et dans la diaspora, amis et ennemis s'accordent sur un point : les deux grands facteurs de transformation potentiels sont la disparition du Lider maximo et un changement de la politique hostile des Etats-Unis. A soixante-douze ans, le chef cubain apparaît en forme, malgré les rumeurs sur son état de santé. « Personnellement, je ne suis pas intéressé par le pouvoir et je n'envisage pas de l'assumer », affirmait-il dans son premier discours après la victoire de « l'armée rebelle », en 1959 à Santiago. En octobre 1998, il déclarait à un groupe de directeurs de journaux américains en visite à La Havane qu'il n'avait nullement l'intention de prendre sa retraite : « Pensez-vous qu'on a le droit de se retirer au milieu de cette lutte. Tant que j'aurai l'énergie suffisante pour être utile, je serai ici. »

A plusieurs reprises en 1998, Fi-

del Castro a évoqué avec sérénité sa disparition. « Les hommes meurent mais le peuple est immortel », a-t-il proclamé, se disant convaincu que les « lois de la biologie n'entraîneraient pas de retour en arrière à Cuba ». Depuis plusieurs mois, son frère cadet Raul, le ministre des forces armées, est apparu plus fréquemment sur le devant de la scène et a été chargé d'importantes missions à l'étranger. Ce successeur le plus probable de Fidel Castro contrôle une armée qui semble avoir surmonté la crise révélée en 1989 par l'exécution pour corruption et trafic de drogue du général Arnaldo Ochoa.

NOUVELLE GÉNÉRATION

Si le potentiel militaire de cette armée s'est nettement affaibli, son rôle dans l'économie n'a cessé d'augmenter. Une évolution qui pourrait, selon certains observateurs, accélérer l'extension du capitalisme d'Etat si Raul succède à son frère. Une nouvelle génération a été installée aux postes clés de l'ap-

pareil d'Etat et du parti, comme le vice-président Carlos Lage, qui pilote les réformes économiques, le président de l'Assemblée nationale, Ricardo Alarcon, qui a longtemps vécu à New York, où il représentait Cuba aux Nations unies, ou le jeune ministre des relations extérieures Roberto Robaina.

Les *dialogueros*, les partisans du dialogue avec les autorités castristes, ont gagné du terrain face aux défenseurs de la confrontation. L'atomisation des organisations dissidentes soumise à une répression modulée au gré des circonstances et le quadrillage de la population rendent difficiles tout mouvement de protestation d'envergure. Plus de trois cents opposants politiques, dont les quatre di-

rigeants Felix Bonne, René Gomez Manzano, Vladimiro Roca et Marta Beatriz Roque, sont toujours emprisonnés. Pourtant Elizardo Sanchez, l'un des principaux porte-parole de l'opposition interne continue de parier sur le dialogue avec le pouvoir pour engager un processus de réformes démocratiques graduelles.

La visite du pape, en janvier 1998, a renforcé les tenants d'une transition graduelle et pacifique, basée sur une réconciliation nationale incluant la diaspora. Tout en se défendant d'intervenir sur le terrain politique, l'Eglise catholique est désormais un interlocuteur important. Le voyage de Jean Paul II a inauguré une série de succès pour la diplomatie cubaine et manifesté

l'isolement de la politique de confrontation de Washington. Répondant à l'appel du pape qui avait réclamé « que le monde s'ouvre à Cuba et Cuba au monde » et attirés par les bonnes affaires, responsables politiques et chefs d'entreprise se sont succédé à La Havane tout au long de l'année 1998. Le gouvernement conservateur espagnol s'est rallié au camp des *dialogueros*. En visite à La Havane, où il a confirmé que le roi Juan Carlos se rendrait à Cuba au printemps, le ministre des affaires étrangères, Abel Matutes, a suggéré à Fidel Castro de s'inspirer du modèle de transition démocratique espagnol après la mort de Franco.

J.-M. Ca.

L'Eglise et l'Etat ont salué la naissance de l'euro

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant régional

Cuba est le pays latino-américain qui a salué avec le plus d'enthousiasme la naissance de l'euro, présenté comme un contrepois au dollar qui atténuerait les conséquences de l'embargo imposé par les Etats-Unis. Dans un article intitulé « Bienvenue l'euro », l'hebdomadaire *Juventud Rebelde* a annoncé que Cuba serait le premier pays de la région à remplacer le dollar par l'euro pour ses transactions commerciales. « La Banque centrale de Cuba prévoit de rendre obligatoire l'usage de l'euro dès le 1^{er} juillet 1999 pour les opérations libellées dans la monnaie des onze pays. » A partir de janvier 2000, les entreprises cubaines devront utiliser l'euro pour leurs échanges commerciaux avec la Chine, le Vietnam et la Corée du Nord.

« Il vaut mieux un monde où le pouvoir monétaire est partagé plutôt qu'un monde où une seule puissance peut imposer sa volonté aux autres pays », a résumé le ministre-gouverneur de la Banque centrale, Francisco Soberon, lors

d'une Conférence internationale sur l'euro organisée en novembre à La Havane. Selon les experts cubains, « la consolidation prévisible de l'euro comme monnaie de réserve permettra à Cuba de minimiser les effets de l'interdiction d'utiliser le dollar dans ses transactions internationales ». L'usage de l'euro aura l'avantage de réduire les coûts des opérations de change. Notamment avec les pays européens qui assurent 44 % des échanges commerciaux de l'île et fournissent plus de la moitié des touristes. Pour *Granma*, le quotidien du Parti communiste cubain, l'euro est un facteur de « tranquillité et de stabilité (...) face aux symptômes de plus en plus nombreux d'une crise mondiale globalisée (...). C'est un défi à l'hégémonie économique et financière des Etats-Unis ».

OMNIPRÉSENCE DU DOLLAR

L'Eglise catholique, par la voix de son chef, le cardinal Jaime Ortega, a aussi donné sa bénédiction à l'euro. En raison de l'embargo nord-américain, Cuba n'a pas accès aux cré-

dits bonifiés du Fonds monétaire international ou de la Banque mondiale et doit emprunter « à des conditions parfois usuraires ». La monnaie européenne devrait faciliter l'accès de Cuba au marché international des capitaux, espère l'archevêque de La Havane.

L'omniprésence du dollar dans l'île s'est convertie en un facteur d'embarras pour les autorités castristes. Jusqu'en 1993, la détention de billets verts était illégale à Cuba. Depuis son autorisation dans le cadre des réformes qui ont suivi l'effondrement du camp socialiste, la rapide « dollarisation » de l'économie cubaine a réduit le peso, la monnaie nationale, à la portion congrue. L'accès au dollar, grâce aux envois de fonds de la diaspora, aux pourboires laissés par les touristes ou aux « stimulants » versés par les entreprises, est aujourd'hui la principale aspiration de la population et l'unique manière d'améliorer le maigre ordinaire de la *libreta*, le carnet de rationnement.

J.-M. Ca.

POLO RALPH LAUREN

SOLDES

COLLECTIONS AUTOMNE / HIVER 1998

HOMMES, FEMMES, ENFANTS, ACCESSOIRES

2, PLACE DE LA MADELEINE - PARIS VIII^e - TEL.: 01.44.77.53.50

Al Gore se déclare officiellement candidat à la succession de Bill Clinton à la Maison Blanche

Le vice-président démocrate est d'ores et déjà assuré de pouvoir financer sa campagne

A plus d'un an du coup d'envoi de la course à l'investiture du Parti démocrate pour l'élection présidentielle de novembre 2000, le vice-pré-

sident américain, Al Gore, a voulu montrer, en annonçant sa candidature, qu'il était le candidat naturel de son camp à la magistrature suprême.

Dans le camp républicain, John McCain, sénateur de l'Arizona, est sur les rangs, mais il est devancé dans les sondages par George W. Bush.

WASHINGTON

de notre correspondant

Premier de tous les présidents, Al Gore a fait officiellement acte de candidature à l'élection de l'an 2000 le jour même du Nouvel An. Le vice-président, qui fait du ski en famille dans l'Utah alors que le président joue au golf en Caroline du Sud, a notifié ses intentions à la Commission électorale fédérale (FEC). Il peut donc commencer à collecter ouvertement des fonds, qui détermineront le montant de l'aide fédérale qu'il recevra, recruter une équipe, se doter d'un quartier général de campagne et d'un site sur la Toile : c'est www.gore-2000.com. Pins et tee-shirts sont déjà prêts avec comme slogans « Gore 2000, Continuer la tradition ! » ou « A leadership qui a fait ses preuves ! »

Ce n'était qu'une formalité. Tout le monde savait depuis des années qu'Al Gore était le successeur désigné de Bill Clinton, auquel il a témoigné une fidélité à toute

épreuve, et encore plus lors de la crise de l'impeachment, durant laquelle le vice-président aura été en permanence en première ligne. Le vote à la Chambre en décembre et le décès de son père, Albert Senior, ont peut-être retardé l'annonce, mais la surprise aurait été qu'il ne se présente pas. Aux autres candidats démocrates maintenant, en particulier l'ex-champion de basket-ball Bill Bradley, très apprécié des libéraux du parti, de relever le gant. L'ancien sénateur du New Jersey s'est déjà lancé à la recherche de fonds pour démarrer une campagne. Il en faut beaucoup : on parle de 25 millions de dollars (21,25 millions d'euros), soit près de 70 000 dollars (60 000 euros) par jour pendant un an.

Ce ne sera en tout cas pas un problème pour Al Gore, qui devrait collecter sans peine 35 millions de dollars (environ 30 millions d'euros). Il avait montré ses talents lors des élections de 1996, au point d'avoir été accusé de violer la législation en

vigueur en obtenant des dons de moines bouddhistes ayant fait vœu de pauvreté. En décidant de ne pas ouvrir d'enquête, l'attorney general, Janet Reno, lui a ôté une épine du pied au bon moment. M. Gore a aussi montré ces derniers mois son habileté à faire desserrer les cordons de leur bourse à nombre de donateurs et a su en faire bénéficier les candidats démocrates aux législatives de novembre 1998.

MODIFIER SON IMAGE

Car le vice-président, en plus de ses tâches honorifiques et de l'intérêt présidentiel qu'il exerce quand Bill Clinton est à l'étranger, est tout le temps en voyage. A bord de son avion officiel, il sillonne les Etats-Unis, se posant dans les Etats-clés des primaires, comme l'Iowa ou la Californie. Il y parle de ses thèmes favoris que sont l'environnement et l'informatique, mais s'efforce aussi de modifier une image qui ne déchaîne pas l'enthousiasme. Certes il pense compter sur la popularité de

la politique économique de Bill Clinton. Mais il apparaît froid, compassé, « de bois », et n'a guère appris de son mentor les secrets d'un sourire, d'un regard et d'une poignée de main enjôleurs.

Or il aura besoin de tous ces talents pour faire face au défi Bush. En effet, le fils de l'ancien président et actuel gouverneur du Texas, George W. Bush, dépasse Al Gore dans tous les sondages. Personnalité nouvelle, pas marquée par l'opprobre qui caractérise actuellement dans l'opinion tout politicien en poste à Washington, George Bush Junior vit actuellement une lune de miel médiatique. Il a reconnu à l'avance avoir fait des fredaines et bu plus que de coutume dans un passé qu'il veut oublier. Il est suffisamment conservateur pour plaire à la droite républicaine, assez pragmatique et ouvert pour s'attirer les suffrages de démocrates locaux. Il représente enfin ces hommes politiques issus des Etats et qui accordent plus d'importance aux réalisations concrètes qu'aux oukases idéologiques.

Le fils Bush n'est pas encore officiellement candidat. Il a même indiqué que la manie actuelle de passer au peigne fin la vie privée des candidats et de leur famille le mettait mal à l'aise. Mais, si les sondages restent bons, il devrait sortir du bois. Ne serait-ce que pour contrer ses rivaux potentiels, comme l'ex-président Dan Quayle et le sénateur John McCain – tous deux d'Arizona, mais on ne peut plus opposés – ; le magnat de la presse Steve Forbes ; l'ex-gouverneur du Tennessee Lamar Alexander ; ou le sénateur ultra-conservateur du Missouri, John Ashcroft. La liste est longue, mais les mois qui viennent devraient déjà permettre un sévère écrémage. Restera aux survivants à convaincre les électeurs des primaires de choisir celui qui portera les couleurs des républicains face à Al Gore.

P. de B.

Patrice de Beer

PROFIL

UN BAPTISTE DU SUD

On dit traditionnellement qu'un vice-président est à « un battement de cœur » de la présidence. Pour Albert Gore, c'est plutôt à un vote qu'il s'en trouve depuis que le locataire de la Maison Blanche est menacé de destitution. Né le 31 mars 1948 à Washington, il s'est engagé pour servir au Vietnam avant de suivre la voie tracée par son père dans le Tennessee, dont il a été tour à tour représentant (1976-1984) puis sénateur (1984-1992) avant d'être choisi par Bill Clinton, un baptiste du Sud comme lui, à la vice-présidence. Homme de famille auquel on ne connaît guère d'aventures, il est marié à Tipper, une photographe de presse dont il a quatre enfants : Karenna, Kristin, Sarah et Al-

bert III. Il s'est depuis lors plongé dans ses domaines de prédilection : l'environnement (il a écrit un livre) ; les autoroutes de l'information, un terme qu'il dit avoir inventé en 1981 ; les technologies de pointe ; la cure d'amaigrissement d'une administration qu'il veut plus performante et moins pesante. Il s'est frotté à la politique étrangère, le point faible majeur des hommes politiques américains. Il est ainsi apparu, à l'opposé de Bill Clinton, calme, simple, plutôt triste même, comme un bon père de famille sans histoires. Et si Tipper a su se faire un nom dans les affaires sociales et l'humanitaire, c'est sans créer le même appel d'air médiatique que Hillary.

Reste à Al Gore à ajouter à son image de travailleur sérieux et compassé une touche de couleur. Il s'y efforce, ajoutant une plaisanterie par-ci, par-là à ses discours ; ce

n'est pas sans peine, et cela se voit. En même temps, il doit se démarquer de sa réputation d'écologiste anti-business, financement électoral oblige. Ainsi a-t-il affirmé en novembre à des hommes d'affaires que la croissance devait aller de pair avec la défense de l'environnement. Y parviendra-t-il sans s'aliéner les suffrages des « Verts » ? L'attrait de la nouveauté que représente George W. Bush le dessert pour le moment. Mais c'est surtout sur les succès engrangés aux côtés de Bill Clinton dans les domaines économiques et sociaux – prioritaires pour les Américains – qu'il compte pour remonter la pente. « La réussite économique de Clinton sans l'inconduite de Bill » pourrait, s'il l'osait, être son slogan de campagne.

La France met en garde Belgrade pour son rôle au Kosovo

LE MINISTRE FRANÇAIS de la défense, Alain Richard, a évoqué le risque d'une guerre civile au Kosovo et souligné le rôle « délicat » de la force d'extraction déployée en Macédoine, dont il a visité, vendredi 1^{er} janvier, le quartier général à Kumanovo, au nord de Skopje.

Cette force compte 1 800 soldats européens et canadiens, dont 850 Français. La France est la « nation pilote » de cette opération contrôlée par l'OTAN.

Soulignant les « dangers » de cette mission au Kosovo, qui consiste à protéger les 2 000 « vérificateurs » du cessez-le-feu, détachés par l'Organisation de sécurité et de coopération en Europe (OSCE), M. Richard a estimé que « les Européens souhaitent prendre leurs responsabilités face aux difficultés qui existent encore sur ce continent ». « Et je crois, a-t-il ajouté, que nous devons accepter ces risques. »

« Il faut bien voir d'où l'on part, c'est un risque de guerre civile, celui d'une explosion avec des dommages humanitaires irréparables », selon le

ministre. « On part d'une situation de crise difficile à maîtriser, et l'on progresse pas à pas pour avoir un meilleur contrôle des tensions sur le terrain au Kosovo », a-t-il ajouté avant d'indiquer que « dans les quinze jours qui viennent, la force d'extraction sera en pleine capacité ». Il a averti que « toute menace sur la vie des vérificateurs serait une remise en cause du règlement de paix », établi en octobre 1998 entre l'émissaire américain Richard Holbrooke et le président yougoslave, Slobodan Milosevic, après que l'OTAN eut menacé Belgrade de frappes aériennes.

« KARADZIC MIEUX PROTÉGÉ »

En cas d'aggravation de la situation au Kosovo, le ministre a averti les autorités de Belgrade qu'elles devront affronter « de nouvelles pressions militaires » de l'OTAN, la communauté occidentale ayant « la base juridique et les moyens militaires » nécessaires pour influencer sur le pouvoir yougoslave. « Cette pression existe toujours », a-t-il rappelé.

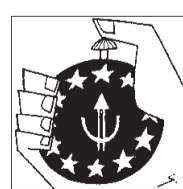
A Mostar, où il avait, quelques heures auparavant, rendu visite aux 1 900 soldats français de la SFOR en Bosnie, M. Richard a été interrogé sur des propos de l'épouse de Radovan Karadzic, selon laquelle son mari « se cache bien » et sera difficile à capturer.

Les forces françaises, a dit le ministre de la défense, coopèrent avec leurs alliés « pour mettre en commun les renseignements qui permettront de prendre le contrôle de cette personne, comme cela a été déjà le cas pour plusieurs dizaines d'accusés de crimes de guerre » appréhendés et présentés au Tribunal pénal international (TPI) de La Haye. M. Karadzic, a-t-il admis, « est mieux organisé, mieux protégé ».

Rappelant que les règles d'intervention choisies par l'OTAN pour cette mission étaient de ne pas exposer la vie de trop de soldats alliés, M. Richard a précisé : « On choisira les circonstances les plus favorables, comme ce fut le cas pour la plupart des autres arrestations faites sans victimes. » – (AFP)

Le passage à l'euro s'effectue sans gros problème

SAMEDI 2 JANVIER, au troisième jour du week-end de basculement à l'euro, les communiqués rassurants se sont succédés. Les hommes politiques ont,



de nouveau, insisté sur l'importance de l'enjeu. Paradoxalement, l'hommage le plus appuyé est venu du Danemark, un pays qui a refusé de faire parti de l'Euroland. Le premier ministre, Poul Nyrup Rasmussen, a prononcé, à titre personnel, l'adhésion de son pays à l'euro et déclaré, le 1^{er} janvier : « Je sais très bien que c'est une importante décision de renoncer à la monnaie nationale. D'un autre côté, les inconvénients de rester à l'extérieur peuvent être si grands qu'ils affecteront le développement de nos affaires et l'emploi. »

Le chancelier allemand, Gerhard Schröder, a insisté sur le caractère

historique de l'événement. « Si l'après-guerre a pris fin il y a neuf ans avec la chute du mur de Berlin, alors notre avenir commence au 1^{er} janvier 1999 » a-t-il indiqué. Pour sa part, Massimo D'Alema, le président du conseil italien, a déclaré que l'euro est « un pilier qui change la face du monde. L'Euro (...) doit être au service d'une politique de l'emploi et du développement ».

Pour les milliers d'informaticiens engagés dans les opérations de basculement, l'euro est, pour l'instant, un haut fait technique. Samedi, devait se terminer le fastidieux travail de conversion en euros des stocks de produits financiers. A Francfort, au siège de la Banque centrale européenne (BCE), 150 personnes sont mobilisées pour répondre aux questions de toutes les banques de la zone euro. Pour l'instant, ces dernières ne semblent pas rencontrer de graves difficultés.

Les Bourses des pays du sud de l'Europe ont même une légère avance sur leur planning. Celle de

Milan, qui a mobilisé 300 personnes pour ce week-end, annonçait que « les opérations de conversion des banques de données en euros sont en avance de quelques heures sur l'ordre de marche que nous avions fixé ». Même tonalité à Madrid où les basculements des marchés d'actions et d'options ont été réalisés. A Paris, la dette de l'Etat, de la Cades (dette de la Sécurité sociale) et des pays in, soit 4 286,05 milliards de francs, ont été converties en euros et représentent désormais 653,404 milliards d'euros. Les grandes banques de la place respectent leur plan de marche sans problèmes insurmontables.

Le seul bémol dans ce concert de louanges est venu de Londres. David Clementi, le gouverneur adjoint de la Banque d'Angleterre, a déclaré : « Il serait surprenant que tout se passe complètement sans problème étant donné le grand nombre de systèmes informatiques qui doivent être modifiés. » « Nous pourrions décou-

vrir dans la semaine des opérations qui ont échoué ou des paiements qui ont été envoyés à la mauvaise banque » a-t-il poursuivi, en assurant toutefois « qu'il existe des procédures pour traiter cela et que la City était bien préparée ». La Grande-Bretagne a beau être un pays out, la City est en première ligne : c'est le plus important centre financier du Vieux Continent et elle demeure la porte d'accès privilégiée à l'euro pour la majorité des banques du reste du monde.

Samedi, si les opérations de conversion des stocks s'étaient bien déroulées, un véritable test attendait les banquiers. Les Bourses devaient effectuer les premiers test de flux, en simulant une préouverture des marchés pour tester la capacité des établissements financiers à envoyer des ordres en euros, à les négocier et à les traiter dans leurs systèmes informatiques.

Enguérard Renault (avec AFP)
Lire aussi page 11

Luanda accuse l'Unita d'avoir abattu un avion de l'ONU

LUANDA. Un responsable militaire angolais a affirmé à la radio, vendredi 1^{er} janvier, que l'avion des Nations unies qui s'est écrasé le 26 décembre a été abattu par l'Unita de Jonas Savimbi. Selon l'officier Manuel Jota, les rebelles détiendraient en otages les survivants près du lieu de l'accident, à Huambo, à 500 kilomètres au sud-est de la capitale, Luanda. L'avion de l'ONU, un Hercules C-130, comptait 14 passagers à son bord. Il s'est écrasé dans une zone de combats entre les autorités angolaises et l'Unita. Les rebelles n'ont pas réagi à cette mise en cause. Auparavant, ils avaient indiqué ne pas être impliqués dans l'accident de cet avion et avaient ajouté ne pas disposer d'informations à propos d'éventuels survivants. Un envoyé spécial des Nations unies doit arriver en Angola cette semaine pour lancer les recherches. Il doit obtenir au préalable le feu vert de l'Unita pour pouvoir parvenir sur les lieux de l'accident. – (AP)

L'Irak demande le départ des Américains et des Britanniques présents sur son sol

BAGDAD. L'Irak a fait savoir aux Nations unies qu'il souhaitait le départ des ressortissants américains et britanniques travaillant sur son territoire dans le cadre du programme « Pétrole contre nourriture » à la suite des raids aériens effectués par leurs pays, ont rapporté des diplomates. Cette décision pourrait affecter le programme qui permet à l'Irak de vendre des quantités limitées de pétrole pour acheter des vivres, des médicaments ainsi que d'autres fournitures sous la supervision de l'ONU. L'Irak n'a pas formulé son souhait par écrit, mais des responsables du ministère des affaires étrangères ont fait cette demande verbalement aux autorités de l'ONU présentes à Bagdad. Ces dernières se sont refusées à tout commentaire. Les effectifs incriminés pourraient concerner une trentaine de personnes. – (Reuters)

DÉPÊCHES

■ **AFRIQUE DU SUD : une bombe placée dans une voiture a explosé** vendredi soir 1^{er} janvier près du Waterfront, un des rendez-vous touristiques les plus fréquentés du Cap, faisant un blessé léger. La police va dépêcher une équipe d'experts de Pretoria pour étudier le système explosif et voir s'il ressemble à ceux utilisés lors de précédents attentats perpétrés contre le restaurant de la chaîne américaine Planet Hollywood et contre les commissariats de deux banlieues du Cap. Ces attentats n'ont jamais été revendiqués. – (AFP)

■ **ALGÉRIE : au moins douze membres des forces de sécurité ont été tués**, mercredi soir 30 et jeudi soir 31 décembre, dans deux attentats attribués à des islamistes armés à Oran, à l'ouest, et à Draa el Mizane, en Kabylie, ont rapporté, samedi 2 janvier, Le Quotidien d'Oran et le journal Liberté. – (AFP)

■ **BRÉSIL : le président Fernando Henrique Cardoso, réélu en octobre**, a prêté serment vendredi 1^{er} janvier et annoncé que la priorité de son nouveau gouvernement sera la lutte contre le chômage et les inégalités sociales. « Nous devons construire une société plus égalitaire », a affirmé M. Cardoso dans un discours prononcé au Congrès à Brasília, peu après avoir prêté serment lors d'une cérémonie placée sous le signe de l'austérité. – (AFP)

■ **INDE/PAKISTAN : deux personnes ont été tuées et trois autres blessées**, vendredi 1^{er} janvier, par des tirs de mortier au sud de Muzaffarabad, capitale de la région du Cachemire contrôlée par le Pakistan, selon des sources officielles pakistanaises. Selon ces sources, les tirs provenaient du Cachemire indien et les troupes pakistanaises ont riposté, stoppant les tirs adverses. Les échanges de tirs sont fréquents entre les deux pays, qui se disputent la région himalayenne du Cachemire, à population majoritairement musulmane, et se sont déjà livrés deux guerres pour cette raison depuis leur indépendance, en 1947. – (AFP)

■ **SUISSE : Ruth Dreifuss, 58 ans, francophone, socialiste, ancienne syndicaliste, féministe et juive**, est devenue officiellement, vendredi 1^{er} janvier, la première femme à accéder à la présidence de la Confédération helvétique, pour un an. Ministre de l'intérieur – un ministère essentiellement social, les affaires de sécurité intérieure et de police étant confiées à un autre département – depuis 1993, Ruth Dreifuss gardera son ministère pendant son année de présidence, dont l'importance est surtout symbolique. Elle avait été élue par les deux Chambres du Parlement suisse le 9 décembre, au terme d'un scrutin sans surprise. – (AFP)

CORRESPONDANCE

Une lettre de l'ambassade du Mexique

Après la publication, le 24 décembre, d'un article intitulé « A Knightsbridge, l'argent des autocrates n'a pas d'odeur », nous avons reçu de l'ambassade du Mexique le courrier suivant :

Depuis la visite d'Etat qu'il a effectuée du 13 au 16 octobre, le président Zedillo n'est nullement retourné en Grande-Bretagne. Il est donc impossible qu'il se soit associé à « la fièvre acheteuse (...) à l'époque des fêtes » et il est insoutenable de le faire séjourner à Londres « à l'heure où le général Pinochet est en résidence surveillée ». Il

est par ailleurs déconcertant d'établir un amalgame entre « les sbires de M. Pinochet » et le président du Mexique, élu démocratiquement à l'issue d'un scrutin dont la transparence a fait l'unanimité. (...)

Notez pour conclure que les autorités mexicaines, loin de s'adonner au « shopping » en cette fin d'année, se consacraient à éclaircir les assassinats survenus l'an dernier au Chiapas, comme en témoigne la parution, le 19 décembre, d'un Livre blanc sur Acteal.

LA VOGUE

PRESENTE SES MEILLEURS VOEUX
A SES FIDELES CLIENTS
ET LES CONVIE A SES

SOLDES HOMMES

LES SAMEDI 2, DIMANCHE 3,
LUNDI 4 JANVIER 1999
DE 10h à 19h

PRET-A-PORTER - CHEMISERIE - SPORTWEAR

38, Bd des Italiens - 75009 PARIS
et Centre Commercial VÉLIZY 2

Hun Sen n'a pas donné de garantie d'immunité aux Khmers rouges

Il estime que « le régime génocidaire doit être sévèrement puni »

Après avoir déclaré ne « pas voir ce qu'un procès [des khmers rouges] pourrait réaliser » et chaleureusement reçu deux dirigeants khmers rouges, le premier mi-

nistre cambodgien a assuré, vendredi 1^{er} janvier, être favorable « à une enquête sur le régime génocidaire de Pol Pot, qui doit être sévèrement puni ».

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

« Je n'ai donné aucune garantie, à personne, d'échapper à la justice », a déclaré le premier ministre cambodgien, vendredi 1^{er} janvier, à propos des deux dirigeants khmers rouges qui se sont ralliés à son gouvernement le 25 décembre. « Je n'ai pas changé de discours, je suis parmi ceux qui soutiennent l'enquête sur le régime génocidaire de Pol Pot, qui doit être sévèrement puni », a dit Hun Sen. « Pour autant que je sache, seuls les procureurs ont le droit d'accuser telle ou telle personne », a-t-il ajouté à l'intention de ceux qui lui reprochent d'avoir accueilli Khieu Samphan et Nuon Chea, les plus proches collaborateurs de Pol Pot.

Dans une longue mise au point, le premier ministre cambodgien a également montré du doigt, mais sans la nommer, la Thaïlande. « Notre pays voisin, qui a toujours démenti que les dirigeants khmers rouges étaient sur son territoire, les a hébergés, du plus haut rang au moins élevé », a affirmé Hun Sen. Ces voisins « nous ont dit qu'ils donneraient ces dirigeants si nous acceptions leur retour au sein de la communauté nationale », a-t-il dit. En d'autres termes, au lieu de les livrer à la justice internationale, Bangkok aurait demandé à Phnom-Penh de reprendre les dirigeants khmers rouges. Nuon Chea, Khieu Samphan et leurs parents « se sont rendus par voie terrestre d'un pays à Païlin », a-t-il précisé, Païlin étant le chef-lieu d'une zone khmère rouge semi-autonome et frontalière de la Thaïlande.

Dans sa réponse, samedi matin, Bangkok a semblé vouloir calmer le jeu. « Il est exact que, dans le passé, beaucoup de parties ont été impliquées avec les Khmers rouges, lesquels pouvaient alors légitimement se prévaloir d'une guerre de libération nationale », a déclaré à l'AFP le porte-parole du ministère thaïlandais des affaires étrangères. « Aussi, tous soupçons et déductions se fondent sur un passé qui ne prévaut plus », a-t-il ajouté. « Le Cambodge a une longue côte et des routes qui datent de l'époque de la guerre du Vietnam, des routes qui franchissent plusieurs frontières », a-t-il expliqué, laissant entendre que ce qui se passait sur la fron-

tière commune était, sinon incontrôlable, du moins incontrôlé.

A la mi-décembre, soit dix jours avant le réapparition de Nuon Chea et de Khieu Samphan, la Thaïlande avait été l'un des trois pays à s'opposer avec succès, lors d'un sommet à Hanoï, à l'admission immédiate du Cambodge au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Ceci explique peut-être cela.

CONSENSUS

Quoi qu'il en soit, Hun Sen est donc favorable à la traduction en justice, sans autre précision, des responsables de la mort de près de deux millions de Cambodgiens entre 1975 et 1978. Norodom Sihanouk avait déjà dit, mercredi, qu'un « tribunal international » avait « parfaitement le droit de se saisir de cette affaire de génocide au Cambodge, puisqu'il s'agit de crimes contre l'humanité ». Le prince Ranariddh, président de l'Assemblée nationale, en a fait autant vendredi en déclarant que « le gouvernement devrait former une Cour ». « S'il y a soutien de la communauté internationale, ce sera mieux », a ajouté le fils du roi Sihanouk.

Ce consensus des autorités cambodgiennes ne fait pas l'affaire de Khieu Samphan et de Nuon Chea dont des assistants ont protesté vendredi, avant même le communiqué de Hun Sen. « S'ils font pression en faveur d'un tribunal international, nous déterrerons le passé et le présent », a menacé Long Norin. « Vous pouvez avoir la paix ou un procès, pas les deux », a déclaré un proche de Khieu Samphan.

Un autre Khmer rouge, Im Sopheap, a rejeté brutalement les questions sur le refus de Sihanouk de toute grâce royale en faveur de Khieu Samphan et de Nuon Chea. Même Ieng Sary, ancien numéro trois du régime khmer rouge, n'est pas à l'abri puisque le pardon dont il a bénéficié en 1996 ne prévient pas son éventuelle traduction devant un tribunal international.

Les préparatifs d'un procès devraient donc reprendre leur long et lent cheminement avec le dépôt, ce mois-ci, d'un rapport d'enquête auprès de Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU. Il faudra des mois sinon des années pour qu'une telle procédure puisse aboutir. Mais la tempête provo-

quée par le retour au bercail de Khieu Samphan et de Nuon Chea souligne déjà la complexité et les enjeux du processus.

Sihanouk, qui a perdu quatorze enfants et petits-enfants de 1975 à 1979 avant de prarrainer, de 1982 à 1990, un gouvernement comprenant des Khmers rouges et reconnu par l'ONU, a jugé mercredi, à propos des Thaïlandais, que « personne n'ignore ce qu'ils ont fait en faveur des Khmers rouges des décennies durant ».

La Chine et les Etats-Unis devraient être également éclaboussés par la boue remuée par tout procès, puisque Pékin a soutenu ouvertement Pol Pot et que Washington a fait preuve d'une neutralité au moins bienveillante à l'égard des Khmers rouges de 1979 à 1989, quand un corps expéditionnaire vietnamien occupait le Cambodge. Hun Sen a également beau jeu de rappeler que, lors de la négociation de l'accord international de paix, signé à Paris en octobre 1991, il avait été l'un des seuls à réclamer, en vain, que le « génocide » khmer rouge soit mentionné dans le texte.

Jean-Claude Pomonti

Pékin aurait acquis des technologies menaçant des intérêts américains

Une commission du Congrès met en cause les procédures d'exportation de l'administration américaine depuis vingt ans

UNE CONTROVERSE sino-américaine récurrente vient de prendre une nouvelle tournure, qui pourrait avoir des conséquences sérieuses. Une commission spécialement mise sur pied à la Chambre des représentants pour enquêter sur les contrats militaires et commerciaux conclus avec la Chine a rassemblé les preuves de ce que certains transferts de technologie opérés dans ce cadre au profit de Pékin ont nui aux intérêts des Etats-Unis en matière de « sécurité nationale » au cours des vingt dernières années.

On ne connaît que les grandes lignes du rapport de la commission, un document de 700 pages dont une partie restera secrète. Mais les propos du président de cet organe, le représentant Christopher Cox, républicain de Californie, lèvent un lièvre de taille : il y a eu, a-t-il dit le 31 décembre à la presse, « atteinte à la sécurité nationale » non pas seulement dans quelques cas déjà à l'étude dans la technologie spatiale, mais « au-delà », dans des transferts touchant missiles, satellites et autres « technologies militairement significatives ». Ces suspicions résultaient d'« efforts sérieux et soutenus de la République populaire de Chine » pour acquérir ces technolo-

gies en dépit des barrières juridiques.

Un autre membre de la commission, le représentant Norman Dicks, démocrate de l'Etat de Washington, a déclaré que « certains de ces transferts ont été nuisibles, et ce n'est pas là le seul problème [...] découvert ». « Ce sont de graves problèmes qui doivent être traités par le gouvernement et le Congrès », a-t-il ajouté.

La commission avait été mise sur pied après l'ouverture d'enquêtes publiques concernant deux opérations spatiales avortées mettant en cause les firmes américaines fabriquant des satellites de communications Hughes Electronics Corp. et Loral Space & Communications Ltd. La première perdit un satellite chargé à bord d'une fusée chinoise qui explosa en janvier 1996 ; la seconde en perdit un dans une explosion similaire le mois suivant, qui, en outre, tua deux cents villageois chinois. L'enquête visait à déterminer si les deux firmes avaient risqué de contribuer indirectement aux programmes militaires chinois.

Dans le passé, plusieurs rapports parlementaires interrogeant la Maison Blanche ont été dressés sur cette question, mais il s'agissait de

manœuvres politiques essentielles républicaines. La nouveauté du rapport réside d'une part dans la composition de la commission, qui comprend cinq républicains et quatre démocrates ; et dans ce que l'effort de clarification ne porte pas seulement sur les affaires conclues avec la Chine sous la présidence Clinton mais sur les deux dernières décennies, depuis qu'a été scellée la normalisation diplomatique sino-américaine, le 1^{er} janvier 1979. Durant cette période, deux démocrates et deux républicains ont habité la Maison Blanche.

RATTRAPER LE RETARD

Est dès lors en cause non pas une présidence politiquement marquée, mais bien la structure du système de contrôle des exportations technologiques américaines vers un pays communiste qui n'a jamais été soumis aux règles qui régissaient les ventes de matériel sensible au bloc soviétique dans le cadre du défunt Cocom (contrôle des exportations des technologies sensibles). Or la période 1979-1998 correspond à l'ouverture d'une Chine arriérée sur l'univers technologique moderne afin de rattraper le retard qui l'a privée de son rang de puissance à

Périlleuse ruée vers l'« or bleu » au large des côtes de la Mauritanie

Les céphalopodes sont la vraie richesse des eaux mauritaniennes

NOUADHIBOU

de notre envoyé spécial

On ne possède pas impunément les zones réputées les plus poissonneuses du continent africain. A

REPORTAGE

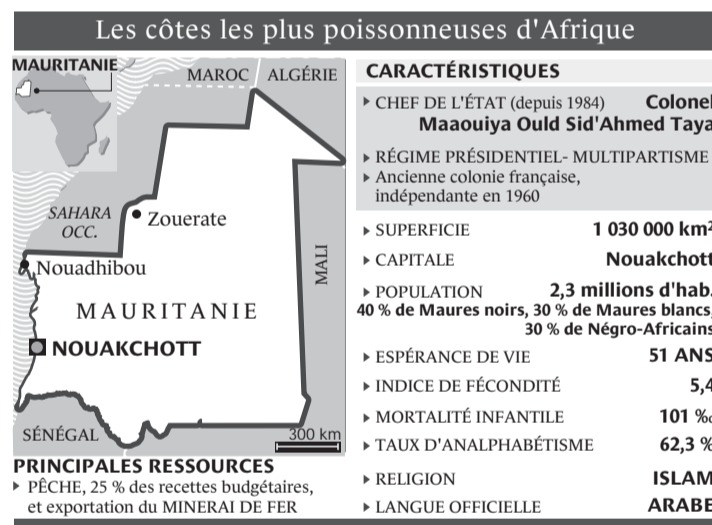
Les adolescents dorment les uns contre les autres sous une bâche

Nouadhibou, sur la côte nord de la Mauritanie, c'est la ruée vers l'« or bleu ». Et, comme jadis au Far West, tous les coups sont permis.

La vraie richesse des eaux mauritaniennes – et la principale source de devises pour l'Etat –, ce sont ces céphalopodes et, plus particulièrement, les milliers de tonnes de poulpes exportés jusqu'en Asie. Grâce à ces mollusques aux allures de produit de luxe, la Mauritanie, pays pauvre parmi les pauvres, s'offre le privilège d'une balance commerciale excédentaire à l'égard du Japon.

On commence jeune dans la carrière de pêcheurs de poulpes. Les fines embarcations qui, de nuit, partent poser au large des guirlandes de pots lestés de ciment où viendront s'enfermer les mollusques, embarquent des gosses de sept ou huit ans. Ils sont là pour écoper l'eau des chaloupes. En comparaison, les autres marins font presque figure d'adultes. Ils ont dix-sept ou dix-huit ans, d'après les papiers d'identité qu'ils conservent autour du cou enfermés dans du plastique. Mais les documents sont des duplicata douteux, les visages plus juvéniles qu'ils ne devraient...

La vie est rude sur ces barques qui partent en caravane pour moissonner la mer une ou deux semaines durant. Sur chaque bateau embarquent six ou sept personnes. A bord, il n'y a pas de cabine. Les adolescents dorment serrés les uns contre les autres sous une bâche. Chaque jour, une embarcation retourne à Nouadhibou avec quelques dizaines de kilos de poulpes à bord. La nuit, l'un d'entre eux monte la garde. « Les gros chalutiers ne nous voient pas. Ils n'hésitent pas à nous foncer dessus. Chaque mois il y a des gens à nous qui sont tués », accuse un pêcheur mauritanien. Car la richesse des eaux mauritaniennes attire beaucoup de monde. Des Sénégalais désargentés, venus en voisins, et qui embarquent comme marins. Et



tout une armada de chalutiers venus de Chine, des Pays-Bas, d'Ukraine, de Russie, d'Espagne ou des Etats-Unis...

En principe, la pêche aux céphalopodes est réservée aux seuls bateaux mauritaniens. Mais ce monopole est battu en brèche. D'abord par les navires venus de l'Union européenne (UE). A la suite d'un accord conclu en 1996 entre Bruxelles et Nouakchott, vingt-cinq navires de l'Union sont autorisés à pêcher des céphalopodes.

En 2001, à l'expiration de l'accord de pêche (assorti de compensations financières pour la Mauritanie), ils seront cinquante. « C'est beaucoup trop. Les stocks de céphalopodes n'ont pas le temps de se reconstituer », se plaint, Diop Mika, le numéro deux du Centre national de recherche océanographique et de pêche (CNROP). Du coup, pour tenter d'enrayer le déclin, le ministère des pêches et de l'économie maritime, a-t-il décrété fin août (à l'instar du Maroc confronté à un problème identique) « un arrêt biologique » de deux mois.

Le chiffre des captures donnent raison aux responsables mauritaniens : de 35 000 tonnes en 1992, les prises chutent depuis. En 1997, elles étaient revenues à 20 000 tonnes alors qu'entre-temps l'effort de pêche a fortement augmenté. « L'environnement, les changements de température de l'eau ont peut-être une part de responsabilité. Ils n'expliquent pas tout », ajoute le du Centre.

Les chalutiers de l'Union européenne ne sont pas les seuls en cause. Les centaines de bateaux qui opèrent dans les eaux mauritaniennes ne sont autorisés à capturer que des poissons de surface

(sardines, maquereaux...) ou à pratiquer une pêche spécialisée (merlu, crevette, langouste, ect). A chaque type de pêche correspond une licence bien précise.

« FAUSSE PÊCHE »

Dans les faits, ces distinctions ne valent guère. Lorsque 1 tonne de poulpe vaut vingt fois le prix de 1 tonne de maquereaux, la tentation est grande de tourner la loi. « Les bateaux pratiquent ce qu'on appelle "la fausse pêche". Ils détiennent une licence pour la sardine, mais s'empressent de pêcher le thon, plus rémunérateur », accuse le CNROP.

Les méthodes de pêche sont également montrées du doigt. « Des bateaux travaillent avec des filets de la taille de six terrains de football. On ne les relève plus. Le poisson est directement aspiré dans le navire... », explique M. Diop. Enfin, il y a « les pirates », ces chalutiers prédateurs de toutes nationalités qui la nuit pénètrent dans la réserve du banc d'Arguin, gigantesque réserve naturelle au sud de Nouadhibou, pour piller ses richesses.

Les autorités mauritaniennes n'ont guère les moyens de faire respecter la réglementation. Avec deux navires de surveillance – non armés – et un avion loué à l'armée, quand la direction de la surveillance maritime dispose de peu d'argent, le combat est perdu d'avance. D'autant que, selon certains opposants politiques, le pouvoir joue contre son camp en octroyant des licences de pêche à ses « amis » alors qu'il faudrait en réduire le nombre.

Jean-Pierre Tuquoi

part entière. C'est ce qui explique l'irritation de Pékin depuis l'annonce des conclusions de la commission de la Chambre basse américaine. Il s'agit, a dit le porte-parole du ministère des affaires étrangères, « d'une distorsion malveillante de l'usage pacifique de la technologie spatiale par la Chine ». L'affaire « a nui à la bonne réputation internationale de la fusée Longue Marche ainsi qu'à son fabricant et à son exploitant [chinois] », a-t-il ajouté, laissant planer la menace de poursuites en justice.

Pour Pékin, cette mise en cause ne se limite nullement aux déboires de la présidence Clinton finissante, mais, perspective bien plus grave, risque d'affecter le flux de technologie américaine bien après l'an 2000. Un resserrement des contrôles américains dans ce domaine pourrait contraindre les Européens à se montrer plus regardants sur la fourniture d'équipements sensibles (en informatique, en communications, etc.) dont il est avéré que Pékin souhaite s'équiper autant pour leurs aspects militaires que pour leur usage civil.

Francis Deron
Lire aussi
notre éditorial p. 10

“GRAND JURY”
RTL-Le Monde-LCI

ALAIN
RICHARD

ANIMÉ PAR
OLIVIER MAZEROLLE

AVEC
PATRICK JARREAU (LE MONDE)
ET
ANITA HAUSSER (LCI)

DIMANCHE
18 H 30

RTL

MATIGNON Face à l'offensive et au crédit politique retrouvés de Jacques Chirac, le premier ministre inaugure une nouvelle stratégie. Les premiers mois de 1999 de-

vraient être pour lui l'occasion de multiplier les interventions afin de tenter de convaincre l'opinion de la capacité réformatrice de son équipe. ● LE GOUVERNEMENT

continue de bénéficier de la confiance des Français. Après dix-huit mois à Matignon, la cote personnelle de Lionel Jospin comme celle de ses principaux ministres ré-

sistent à l'usure du pouvoir. L'ensemble de la gauche conserve également un socle d'opinion plutôt favorable, à quelques mois des élections européennes. ● CONSEIL-

LER GÉNÉRAL du canton de Cintegabelle depuis dix ans, M. Jospin demeure fidèle à ce territoire de Haute-Garonne qui l'avait réélu de justesse en 1992.

Lionel Jospin est décidé à passer à l'offensive en 1999

Pour ressouder sa majorité « plurielle » et contrer le retour sur la scène politique de Jacques Chirac, le premier ministre s'apprête à intervenir davantage dans le débat public. Il entend défendre son image réformatrice, affaiblie par de récents cafouillages gouvernementaux

GRISÉ peut-être par sa forte popularité, Lionel Jospin a longtemps paru négliger la capacité d'intervention de Jacques Chirac. « Sur les grands choix, déclarait ainsi le premier ministre, le 16 octobre 1998 devant le conseil national du PS, c'est nous qui fixons les impulsions. Le président de la République ne peut pas vraiment prendre de distance. »

Aujourd'hui, ce genre de phrase et la vague condescendance dont elle témoigne n'ont plus cours à l'hôtel Matignon. Durant ces dernières semaines, M. Jospin et les siens ont noté l'habileté avec laquelle l'hôte de l'Élysée a su imposer sa loi à toute l'opposition, et notamment à Philippe Séguin. Ils ont aussi redécouvert le poids et la force de la prééminence présidentielle, altérée un temps par l'échec de la dissolution, mais restaurée désormais, comme en témoignent le veto mis à la réforme du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) ou l'impact du discours de Rennes sur la modernisation de la vie publique (*Le Monde* daté 6-7 décembre 1998). Enfin, la tonalité des vœux du 31 décembre, implicitement critique à l'égard du gouvernement, achève de convaincre les uns et les autres de l'allant retrouvé de Jacques Chirac.

Pour y faire face, M. Jospin est décidé à modifier sa stratégie. Jusqu'ici, il fut un premier ministre relativement discret, mesurant parcimonieusement ses interventions dans les médias, réservant la plupart de ses annonces et de ses réponses à l'Assemblée nationale. Ce temps est révolu. Le mois de janvier devrait servir de banc d'essai à une communication nouvelle où, davantage que par le passé, le chef de gouvernement devrait se retrouver en première ligne. Ainsi, outre la présentation des vœux à la presse, le 12, et une explication de sa politique économique devant des chefs d'entreprise, lors du *Forum de l'Expansion*, le 21, il devrait participer à

un journal de vingt heures sur une chaîne de télévision nationale. D'autres prises de parole sont envisagées.

En s'engageant de la sorte, le premier ministre inaugure, sans le dire, une nouvelle phase de son action politique. Par sa personnalisation même, elle annonce un climat politique plus rude, où la multiplication des échanges verbaux entre le président et son chef de gouvernement risque d'altérer le climat de la cohabitation. Sur le fond, l'argumentaire de M. Jospin devrait s'articuler autour de trois thèmes. Convaincre d'abord que l'équipe gouvernementale se consacre en priorité à la première exigence des Français : la réduction du chômage. Ainsi, la préparation de la seconde loi sur les 35 heures ou le développement du plan emploi-jeunes constitueront

les grands chantiers de l'année qui s'ouvre (*lire ci-contre*). L'opportunité de revenir à l'autorisation administrative de licenciement pourrait également nourrir de nombreux débats entre le Parti socialiste et le gouvernement.

PROCÈS D'IMMOBILISME

Outre l'accent mis sur la lutte en faveur de l'emploi, M. Jospin devrait saisir chaque occasion pour dresser la liste des réformes réalisées ou engagées. Ceci lui permettra d'atteindre son deuxième objectif : répondre au procès récurrent d'immobilisme que nourrit contre lui l'opposition, mais aussi parfois ses propres alliés de la gauche « plurielle ». Et d'aller ainsi tout naturellement vers le troisième : démontrer que, depuis la dissolution malheureuse de l'Assemblée natio-

nale, le président demeure cantonné à l'incantation verbale, alors que le gouvernement, lui, travaille. Le premier ministre a déjà rôdé l'argument, le 15 décembre, sur RTL : « J'ai trouvé qu'il y avait dans ce discours [de Rennes, prononcé par Jacques Chirac le 4 décembre] beaucoup d'emprunts au discours et à la pratique gouvernementale. Et justement, j'ai dit discours et pratique, et le problème, c'est que le gouvernement agit parce qu'il est en position d'agir. » Le premier secrétaire du PS, François Hollande, l'a repris en qualifiant M. Chirac de « commentateur » de la vie politique, après ses vœux du 31 décembre (*Le Monde* du 2 janvier).

Pour être pleinement convaincant, M. Jospin devra résoudre quelques problèmes délicats. En effet, il peine depuis plusieurs mois à

traduire concrètement la volonté réformatrice qu'il martèle dans ses discours. Le projet, par exemple, de « d'assurance-maladie universelle », attendu par toute la gauche, réclame d'importants financements. Faute de les avoir encore dégagés, nul ne sait si ce texte sera effectivement présenté au Parlement ce printemps, comme cela a d'abord été annoncé. La loi sur le cumul des mandats offre une autre illustration des blocages que rencontre le gouvernement. Le refus affiché des parlementaires de l'opposition et celui, plus dissimulé, de ceux de la majorité d'interdire le couple député-maire ou sénateur-maire empêchent le premier ministre de mener à bien une réforme pourtant populaire dans l'opinion publique. Enfin, les hésitations sur le projet de loi concernant l'audiovisuel contribuent à fragiliser la position de M. Jospin. Retiré le 1^{er} décembre, à quelques jours de sa présentation à l'Assemblée nationale, ce texte fait l'objet de rudes débats dans les couloirs gouvernementaux. Catherine Trautmann plaide en faveur d'une présentation rapide d'une nouvelle version, alors que d'autres membres de l'équipe réclament son abandon. M. Jospin devrait trancher ce débat dans les tous prochains jours.

AGACEMENT CROISSANT

Le premier ministre doit gérer ces difficultés à un moment où ses relations avec les autres responsables de la majorité se dégradent, sous l'effet notamment des prochaines élections européennes. M. Jospin témoigne d'un agacement croissant devant l'attitude de Dominique Voynet, la ministre de l'environnement, accusée d'exprimer publiquement ses désaccords sur la politique d'immigration ou le nucléaire. Quant à Robert Hue, secrétaire national du PCF, toujours chahuté par sa base militante, il continue de réclamer « une plus nette inflexion à

gauche de la politique financière et sociale ». Dans ce contexte, le retour de Jean-Pierre Chevènement, lundi 4 janvier, constitue un renfort apprécié.

Face à ces embûches, M. Jospin possède un atout essentiel : son excellente image personnelle auprès

Le gouvernement attendu sur les dossiers sociaux

Le gouvernement de Lionel Jospin est attendu en 1999 sur trois sujets : le développement des emplois-jeunes dans les secteurs public et privé vient en tête des priorités pour 39 % des Français, suivi de la mise en place des 35 heures (23 %) et de la réforme du système des retraites (23 %), d'après une enquête de l'IFOP pour l'Express (31 décembre-6 janvier), réalisée les 17 et 18 décembre 1998 auprès d'un échantillon représentatif de la population âgée de dix-huit ans et plus, selon la méthode des quotas. L'interdiction du cumul des mandats (15 %), l'accompagnement du passage à l'euro (14 %) et la réforme de la justice (13 %) figurent aussi parmi les projets que les Français souhaitent voir avancer. Le chômage reste, bien sûr, en tête des préoccupations des Français. Si le pessimisme recule, l'étude de l'IFOP montre que 69 % des personnes interrogées ne croient pas qu'il diminuera en 1999 (contre 80 % en décembre 1997).

de l'opinion (*lire ci-contre*). C'est ce capital qu'il entend désormais faire fructifier. Une évolution stratégique qui ressemble à s'y méprendre à un échauffement avant le grand combat.

Jean-Michel Apathie

Cinq atouts dans l'opinion

Même si « l'effet Mondial » de l'été s'est résorbé, le premier ministre dispose de bons points d'appui dans l'opinion publique.

● **Une cote personnelle forte.** Lionel Jospin bénéficie de la confiance de plus de la moitié des Français (49 % pour l'IFOP, 53 % pour CSA, 55 % pour BVA, 61 % pour Ipsos, 63 % pour la Sofres et 68 % pour Louis-Harris). Cette popularité reste exceptionnelle pour un premier ministre en exercice. Après dix-huit mois de présence à l'hôtel Matignon, seuls Jacques Chaban-Delmas au début des années 70 et Edouard Balladur entre 1993 et 1995 avaient fait mieux, selon le baromètre de l'IFOP.

● **Un gouvernement populaire.** L'équipe constituée en juin 1997 réside, pour l'heure, à l'usure du pouvoir. Outre le chef du gouvernement lui-même (65 %),

plus de la moitié des Français (52 %) souhaitent voir Martine Aubry jouer un rôle important dans l'avenir ; cette attente est partagée par 48 % des personnes sondées s'agissant d'Elisabeth Guigou, 44 % pour Ségolène Royal, 43 % pour Dominique Strauss-Kahn et 42 % pour Dominique Voynet, selon le baromètre de la Sofres de janvier. Ces ministres devancent le président du RPR, Philippe Séguin (39 %), et surtout les autres leaders de l'opposition (26 % pour Alain Madelin, 24 % pour François Bayrou).

● **Le PS majoritaire dans l'opinion.** L'enquête régulière de la Sofres sur l'image comparée de la gauche et de la droite démontre que, fin 1998, la gauche bénéficie d'un niveau de confiance sans équivalent depuis le début des années 80 (44 %, soit 21 points de plus que la droite). Quant au Parti socialiste, il est la seule des grandes formations politiques à susciter la confiance d'une majorité de Français (61 % en juin 1997, 58 % en

janvier 1999, selon la Sofres), tandis que les Verts se situent à 50 % en moyenne depuis dix-huit mois. Avec 36 % de confiance, le PCF fait aussi bien que le RPR (37 %) et devance l'UDF (32 %).

● **Un socle électoral préservé.** La gauche de gouvernement (PS, PCF, Verts, Radicaux de gauche et Mouvement des citoyens) avait remporté les législatives de 1997 avec 42,25 % des voix au premier tour. Dans l'état actuel de l'opinion, ce capital ne paraît pas entamé. Selon les trois dernières enquêtes réalisées, en décembre, sur les intentions de vote pour les européennes de juin 1999, les listes du PCF, du PS et des Verts recueilleraient, à elles trois, 41,5 % des voix selon CSA, 43 % pour BVA et 44 % pour Louis-Harris.

● **Un bilan convaincant.** Selon la dernière enquête d'Ipsos, en décembre, près des deux tiers des Français (64 %) portent un jugement positif sur le bilan actuel de Lionel Jospin, contre 33 % qui ont un jugement négatif.

Les leçons de démocratie directe dispensées au conseiller général de Cintegabelle

TOULOUSE de notre correspondant régional « Si, à cette époque, le résultat avait été inversé, j'aurais arrêté la politique, car j'aurais ressenti cela

REPORTAGE

M. Jospin aime arpenter son fief pour « saisir un état d'esprit, une tonalité »

comme un désaveu personnel. » Lionel Jospin admet sans difficultés que sa réélection comme conseiller général, en avril 1992, par cinquante-deux voix d'avance seulement, a constitué un tournant. Cinquante-deux voix ! Une part du destin de celui qui allait devenir premier ministre s'est donc jouée dans un mouchoir ce dimanche-là, à Cintegabelle, chef-lieu d'un canton rural de 4 500 habitants, aux paysages désespérément voués à l'uniformité des champs de maïs, parsemé de villages qui ne brillent pas par leur pittoresque, traversé par une route nationale trop étroite où s'entremêlent camions et automobiles entre Toulouse et l'Espagne.

Le 13 décembre 1988, Lionel Jospin est élu pour la première fois conseiller général de Cintegabelle, en remplacement du conseiller socialiste sortant, Jacques Pic, le boulanger du village, soudainement décédé. Il devient ainsi le 53^e conseiller général de la Haute-Garonne, un département, hormis la ville de Toulouse, quasi exclusivement dédié au Parti socialiste. L'événement, confirmé une première fois de justesse en 1992, puis très largement en mars 1998, paraît minuscule à l'échelle de la politique nationale.

A l'écart des caméras, l'épisode a néanmoins façonné l'individu. Lio-

nel Jospin, homme de la ville et dirigeant politique national, se félicite d'être depuis dix ans conseiller général « de base » d'un modeste canton rural, le seul mandat électif qu'il a gardé : « La petite taille d'un canton provoque un effet de démocratie directe extrêmement positif pour un responsable politique national », analyse-t-il aujourd'hui. Ce que Pierre Izard, le président (PS) du conseil général de Haute-Garonne, traduit dans une formule plus enjouée : « Il vient plus par plaisir que par devoir, et je crois qu'il part mieux qu'il arrive. »

Ici, on l'appelle « Lionel », et le tutoiement est de rigueur. Le courant de sympathie est palpable. La « cohorte des gens » avec qui le premier ministre dit se sentir bien, « dans un rapport personnel et humain », déborde les frontières de la tribu rapprochée où règnent Pa-

trick Lemasle, son suppléant de la 7^e circonscription, et François Delplat, son chargé de mission local. Les habitants s'adressent à lui sans cérémonie, l'interpellent parfois, sur les retraites agricoles ou les sans-papiers. Il écoute, questionne, plaisante, sans familiarité excessive. Une proximité qui, à l'évidence, lui convient. « Il faut le voir prendre le volant de sa voiture quand il arrive à l'aéroport de Blagnac, raconte François Delplat. C'est comme s'il respirait à nouveau. »

« PAS DE PASSE-DROIT ! »

Une fois tous les quinze jours environ, le vendredi, commence « la tournée » des sept communes du canton. Rencontres avec les maires et la population au gré d'un périple qui s'apparente à une balade campagnarde, discussions im-

provisées dans les rues, étude des dossiers à la permanence de Cintegabelle – une grande pièce au rez-de-chaussée où travaillent deux jeunes collaborateurs et un minuscule bureau personnel à l'étage –, entretiens en tête à tête. « Ces contacts ne sont pas directement politiques. Mais ils me permettent de saisir un état d'esprit, une tonalité, explique M. Jospin. Je vois des gens simples, je fais des choses simples. Ça m'est nécessaire. Et ça me détend. »

Le décalage d'image est flagrant. Dans ces vieilles terres du « socialisme cassoulet » – « Je vote pour toi si tu me donnes quelque chose », ainsi que le définit un vieil adhérent de la section PS de Cintegabelle –, un conseiller général est souvent d'abord un homme d'entregent, flirtant avec le clientélisme. Le premier ministre, lui, ne

tape sur le ventre de personne et ne promet rien. « Il étudie le dossier, mais il ne s'entremet pas et refuse d'user de son pouvoir », dit Christian Brunet, le maire (PS) de Cintegabelle.

Ce ne sont pourtant pas les sollicitations qui manquent. Lettres et demandes de rendez-vous affluent à la permanence. Qui pour un emploi-jeune, qui pour une subvention, qui pour une décoration... « La consigne est claire, explique Patrick Lemasle. Pas de passe-droit ! Pas d'approche personnelle. Renvoi systématique aux instances compétentes de toute question qui ne concerne pas le conseiller général du canton. » C'est ainsi que nombre de dossiers adressés à Lionel Jospin à Cintegabelle repartent à Matignon, aux bons soins du gouvernement de M. Jospin... « Je garde une attitude républicaine

d'« élu de base », insiste le premier ministre. « C'est toi le président [du conseil général], ce n'est pas moi », s'entend dire souvent Pierre Izard.

La méthode Jospin, matinée de morale républicaine, n'a pas apporté grand-chose d'autre au canton qu'une notoriété médiatique qui fait converger les porteurs de pancartes sur Cintegabelle. Aucune implantation industrielle, aucune infrastructure de prestige ou délocalisation n'est venue contribuer au développement économique. « C'est pas comme Juppé à Bordeaux ou Chirac en Corrèze », remarque Hubert Mesplé, le maire de Gaillac-Toulza, sympathisant du RPR, qui n'en loue pas moins « l'intégrité » de son conseiller général.

« IMMERSION DANS LA RÉALITÉ »

Certes, le premier ministre fait consciencieusement son travail d'« élu ». Il soutient les projets des maires. Il dépose des vœux aux séances du conseil général. Il chasse les subventions. « C'est un bon porte-parole », estime en chœur les maires. « C'est vrai que des gens pensent que le canton n'a pas changé », reconnaît Christian Brunet. « Il ne faut pas rêver, nous sommes un petit canton, les entrepreneurs vont à Toulouse », ajoute le maire de Cintegabelle.

En tout cas, « l'immersion dans la réalité » dont le premier ministre se réjouit l'aura peut-être un peu plus éclairé sur les ingratitude de la politique. En 1992, Lionel Jospin avait réussi un joli coup : la prime blé dur que touchaient les agriculteurs de l'Aude voisine était enfin étendue, grâce à lui, à ceux de sa circonscription de Haute-Garonne. Un an après, ces électeurs concouraient à sa défaite aux élections législatives.

Un parachutage laborieux dans les terres du « socialisme cassoulet »

TOULOUSE

de notre correspondant

« J'ai appris l'arrivée de Lionel Jospin en Haute-Garonne sur mon bateau, en écoutant la radio », se souvient Alain Bénétou, secrétaire de la fédération départementale du Parti socialiste de Haute-Garonne. Cet ancien rocardien, qui s'apprête aujourd'hui à passer la main, rappelle que le Parti socialiste local traversait alors une terrible tempête.

Au lendemain des élections régionales et législatives de 1986, qui avaient vu le jeune maire centriste de Toulouse, Dominique Baudis (UDF), s'emparer de la région Midi-Pyrénées, les journaux ne bruisaient que de cette incroyable négociation entre des responsables socialistes locaux et les premiers élus du Front national. Lionel Jospin, qui était aux commandes du PS, décidait alors de venir lui-même faire le ménage dans cette fédération, qui fleurait encore le mollétisme d'avant le congrès d'Épinay.

Délaissant Paris et le 18^e arrondissement, où il venait pourtant d'être réélu, le premier secrétaire du PS annonçait, le 17 juillet 1986, qu'il se présenterait en Haute-Garonne à la faveur de l'annulation des élections législatives, provoquées par un transfuge du PS local. Sur ces terres réputées de gauche, même « cassoulet », le parachutage se révéla laborieux. Titulaire de son seul mandat de conseiller général de Cintegabelle, après son échec aux élections législatives de 1993, il se replie à la présidence du comité départemental d'expansion économique, dans un bâtiment annexe du conseil général.

« AMBITIONS NATIONALES »

Il apprend à ses dépens que les caciques socialistes du département tiennent toujours la fédération qu'il s'était fixé de rénover. Le clivage est flagrant en janvier 1995, quand l'ensemble de l'appareil du parti appelle ouvertement à lui préférer Henri Emmanuelli, dans la course à l'investiture pour

l'élection présidentielle. Mais la base des militants le sauve, en lui apportant contre toute attente la majorité des suffrages. Depuis, l'ancien ministre de l'éducation nationale est enfin reconnu comme le plus illustre des militants du département. On lui pardonne même de n'avoir pas pris la tête de la croisade annoncée pour reprendre le Capitole, cette mairie de Toulouse que les socialistes estiment n'avoir perdue que par un accident de l'histoire, quand Pierre Baudis, le père du maire actuel, avait « trahi » son ancien allié de la SFIO, Louis Bazerque en 1971. Il aura fallu que Lionel Jospin affiche enfin ses ambitions nationales pour que le malentendu commence à se dissiper : l'ancien premier secrétaire n'était pas venu pour mener un combat local contre la droite, comme Alain Savary avant lui dans les années 70, mais pour faire le ménage à gauche et préparer son propre destin.

Stéphane Thépot

Jean-Paul Besset

LOISIRS Phénomène récent, la magie pratiquée comme un loisir séduit un nombre croissant de Français. Plusieurs milliers d'amateurs de tous âges font aujourd'hui la fortune des

boutiques spécialisées, qui se multiplient dans les grandes villes. ● L'ART MAGIQUE, popularisé par les émissions de télévision et les grands spectacles d'illusionnistes célèbres, a

désormais ses fidèles et ses musées, à Paris, au cap d'Agde et à Blois, où la Maison de la magie, inaugurée par Jack Lang, a déjà accueilli 100 000 visiteurs. ● LES MAGICIENS profession-

nels redoutent une concurrence déloyale. « Les amateurs sont souvent enclins à arrondir leurs fins de mois en travaillant sans être déclarés », déplore Jack Barlet, délégué du Syn-

dicat français des artistes-interprètes. ● À BESANÇON, Denis Costille se bat, sous le pseudonyme de Balsamo, pour préserver l'éthique et les secrets de sa profession.

Les Français sont de plus en plus nombreux à pratiquer la magie en amateurs

Cet engouement pour la prestidigitation pratiquée comme un loisir se traduit par la multiplication des cercles et des congrès. Il inquiète les rares magiciens professionnels qui vivent de leur art et redoutent une concurrence déloyale de ces nouveaux intermittents de l'illusionnisme

AUX VISITEURS égarés à la recherche d'un cadeau original, Guy Lore propose bien quelques « bricoles », comme le portefeuille explosif ou les jetons qui changent de couleurs. Mais les accessoires permettant de « décapiter, transformer, faire apparaître ou disparaître » la partenaire de son choix, le « marchand de trucs » ne les réserve qu'aux vrais magiciens. « Je pose toujours quelques questions pour savoir à qui j'ai affaire, prévient le propriétaire de la boutique Paris Magic. Ici, je n'ai rien à vendre aux clients qui viennent chercher des tours sans connaître les principes de base de notre profession. »

Loin de « débiter » les grands secrets de la lévitation ou de la transmission de pensée, la diffusion de livres spécialisés, de CD-ROM ou de cassettes vidéos expliquant les rudiments de la prestidigitation aux néophytes a permis le développement récent d'un nouveau type de loisir.

« Pratiquer l'art magique est avant tout une détente, une relaxation, explique Gérard Majax. C'est une passion qui procure du bonheur et de l'évasion. »

Comme Paul Joseph, un fanatique des tours de corde qui a attendu la retraite pour s'acheter sa première baguette magique, plusieurs milliers d'amateurs de tous les âges font aujourd'hui la fortune des boutiques spécialisées qui se multiplient dans les grandes villes. « La première fois que j'ai vu Majax présenter les anneaux chinois, je n'en ai pas dormi de la nuit, se rappelle Paul Joseph. Et au petit matin, j'ai fini par trouver le truc. »

PHÉNOMÈNE MÉDIATIQUE

Plus récemment, le phénomène médiatique David Copperfield a lui aussi contribué à faire naître des vocations. « De plus en plus de jeunes s'intéressent à la magie, constate Guy Lore. Ils avaient dix ans quand ils ont découvert Garcimore ou Gilles Arthur à la télévision. Aujourd'hui, ils en ont vingt, et ils continuent à venir acheter des trucs tous les ans. » La multiplication des cercles d'amateurs, comme les congrès très fréquentés de l'Association française des artistes prestidigitateurs, témoignent de cet engouement. L'art magique a désormais ses fidèles et ses musées, à Paris, au Cap-d'Agde et à Blois, où la Maison de la magie inaugurée cette année par Jack Lang a déjà accueilli 100 000 visiteurs.

Cette « ouverture de la profession vers le grand public », dont se réjouit Steve Gotson, le directeur de La Revue de la prestidigitation, ne fait pourtant pas l'unanimité dans le petit monde des magiciens professionnels. « Des fossyeurs organisés, soucieux de creuser plus vite, vont jusqu'à organiser des ateliers,



déversant des pans entiers du précieux patrimoine magique à d'innocents bambins qui ne leur ont rien demandé, et qui ont atterri là parce que le judo était complet », accuse Le Crapaud, une revue clandestine diffusée parmi les professionnels.

« Les petits trucs de physique amusante ne menacent pas la survie

des magiciens, réplique Gérard Majax, accusé par ses détracteurs anonymes de divulguer les secrets du métier. Ils donnent le goût de la magie aux jeunes, qui doivent ensuite travailler fort pour progresser. »

L'accroissement spectaculaire du nombre d'amateurs, que Georges Proust estime à un million dans le

monde, pose surtout le problème de la concurrence déloyale. « Les amateurs sont souvent enclins à arrondir leurs fins de mois en travaillant sans être déclarés, avec la complicité des personnes qui les engagent, accuse le magicien Jack Barlet, délégué du Syndicat français des artistes-interprètes, qui milite pour une reconnaissance statutaire des magiciens. Les amateurs, qui travaillent souvent pour le plaisir de l'art, ne doivent répondre qu'à une seule règle déontologique : respecter le pain du professionnel. »

LAPINS DANS LES POCHE

Découpeurs de femmes, forcés en mal d'évasion ou pickpockets aux poches remplies de lapins, les magiciens professionnels ne sont guère plus de deux cent cinquante à pouvoir vivre en France de leurs secrets. Après la disparition des petites salles de cabaret, détrônées par la télévision, seule une poignée d'entre eux se produisent encore sur scène. « On ne voit pratiquement plus de magiciens dans les théâtres, regrette Georges Proust, créateur de l'Académie de magie et du Musée de la curiosité à Paris. En 1930, un magicien pouvait rester quatre ans dans la capitale en changeant régulièrement de salle. Au-

jourd'hui, un jeune n'a plus de lieu pour débiter. »

Quant aux cirques, « il n'y a jamais eu beaucoup de magiciens sous les chapiteaux, et il y en a de moins en moins », constate Guy Lore. Privés du grand public, 80 % des pro-

ment restreint le marché du travail. « Les magiciens réalisent une grande partie de leurs cachets avec les comités d'entreprises, au moment des fêtes de fin d'année, explique Steve Gotson. Mais depuis quatre ou cinq ans, la demande n'arrête pas de

Polémique sur une émission « scélérate »

L'émission s'appelle « Breaking the Magician's Code ». En trois épisodes de quarante-cinq minutes, elle révèle aux téléspectateurs les secrets des plus grands tours de la prestidigitation. En France, un collectif des magiciens s'est créé voici quelques mois pour s'opposer à la diffusion de cette émission « scélérate », achetée par France 3 à la chaîne américaine Fox (Le Monde « Télévision-Radio-Multimédia » daté 11-12 octobre).

En quelques minutes, c'est tout le patrimoine d'un art millénaire qui se retrouverait réduit à néant, estime Georges Proust, directeur de l'Académie de magie. « Aujourd'hui, les magiciens ont besoin du tremplin de la télévision, explique-t-il, pas d'une émission voyeuriste uniquement programmée pour faire de l'Audimat. Ce coup médiatique est indigne d'une société d'Etat dont le but est le développement de la culture. » Pour l'instant, la situation est gelée. « Chacun campe sur ses positions », explique la direction de France 3, qui s'est seulement engagée à ne pas diffuser « sauvagement » le programme de la Fox.

professionnels travaillent désormais au coup par coup, pour les associations, les collectivités locales ou les entreprises. Mais là encore, les difficultés économiques qui affectent le secteur privé ont considérable-

baissé. » Les tarifs, qui varient en fonction de la notoriété de l'artiste, de l'importance de sa mise en scène ou du nombre de ses partenaires, peuvent en effet atteindre plusieurs milliers de francs.

Pour ne pas disparaître, les prestidigitateurs ont dû trouver de nouveaux débouchés, notamment auprès des directions d'entreprises, qui les recrutent pour des soirées événementielles, des lancements de produits ou des petits films de communication interne. Certains se sont spécialisés dans l'animation de croisières ou dans les tournées promotionnelles de marques de cigarettes ou d'alcool, pour lesquelles toute publicité est interdite. D'autres retrouvent le public dans les parcs d'attraction, où ils organisent parfois de gigantesques revues. La plupart d'entre eux participent enfin à des congrès internationaux, où ils sont rémunérés pour dévoiler leurs tours devant des parterres de prestidigitateurs en herbe.

RECONNAISSANCE DU PUBLIC

Individualistes, mal organisés, les magiciens aspirent aujourd'hui à une reconnaissance du public et des organismes culturels. Ils ont le souci de ne plus passer pour des « spécialistes des farces et attrapes ou des spectacles pour enfants », mais la télévision ne leur facilite guère la tâche. « Les jongleurs, les mimes, les magiciens ne sont jamais programmés dans les spectacles de variétés, regrette Gérard Majax. Personne ne les connaît ou ne fait l'effort d'aller les voir, parce qu'ils n'ont pas d'attachés de presse, ni de maisons de disques. »

Jean-Pierre Tenoux

Alexandre Garcia

Denis Costille ou les combats du Cercle magique comtois

BESANÇON

de notre correspondant

Les « grincheux, provocateurs et autres sournois », Balsamo (Denis Costille pour l'état civil) les identifie au premier coup d'œil. « La règle

PORTRAIT

« J'ai acheté une veste rouge, un pantalon noir, une chemise blanche, un nœud papillon et je suis devenu Balsamo »

d'or du métier, c'est la psychologie », dit-il. Alors, quand il tombe sur une tablée hostile, le magicien n'insiste pas. « Certains adorent nous planter, regrette-t-il. Comme ils iraient au cirque avec l'espoir de voir le lion dévorer le dompteur. Je trouve ça triste. » Ces « gros malins », prompts à lui mentir ou à disséquer ses accessoires de scène, Balsamo les plaint davantage qu'il ne les condamne. « La magie, c'est d'abord le rêve et la poésie, rappelle-t-il. Quel plaisir peut-on éprouver à tenter de la démythifier ? Au lieu de simplement l'apprécier avec son âme d'enfant... »

C'est à l'âge de huit ou neuf ans que Denis Costille a commencé à se passionner pour l'illusion. « J'ai acheté quelques livres », se souvient-il. Les bases ainsi acquises, il a consommé les spectacles de prestidigitation sans modération, avec un unique but : décrypter les techniques des artistes en tournée dans sa ville natale de Besançon. Adolescent, il s'est entraîné à tordre les clés, à déplacer les objets et à effectuer de pseudo-transmissions de pensée devant famille

et copains. « Je voulais leur prouver que le paranormal et ses phénomènes inexplicables reposaient sur de banales astuces, précise-t-il, et qu'il fallait se défier des charlatans qui abusent de la crédulité humaine. »

Entre « manipulation » et « mentalisme », Denis Costille a progressé dans son art. En quête d'un plus large public, il a pris l'habitude de se rendre dans les bistrot, où, l'air de rien, il faisait bouger à distance sa tasse, courber sa cuiller, s'allumer son briquet. Jusqu'au moment où des clients, intrigués, venaient s'agglutiner autour de lui. Là, durant une dizaine de minutes, il leur faisait croire qu'il avait des talents surnaturels. Avant de leur révéler, mais sans trahir ses trucs, qu'il ne s'agissait que d'illusions. « L'ennui, c'est que personne ne me croyait, rigole-t-il. Ils pensaient que j'avais réellement un don, mais que je voulais le leur cacher ! »

MAGIE « DE PROXIMITÉ »

Ses études achevées, Denis a choisi la carrière de formateur, et il s'est impliqué dans l'insertion professionnelle. Mais ce job nourissant peu son homme, la magie est vite devenue pour lui une activité de complément. « La plupart des illusionnistes exercent un autre métier. A Besançon, un seul d'entre eux bénéficie du statut d'intermittent du spectacle... parce qu'il est musicien ! » Se faire accepter par l'administration fut une authentique épreuve. « J'ai découvert les vignettes forfaitaires de l'Urssaf, les contrats directs, les agences artistiques, mais j'ai survécu. J'ai acheté une veste rouge, un pantalon noir, une chemise blanche, un nœud papillon et je suis devenu Balsamo, en hommage au personnage de Giuseppe, l'alchimiste... »

Des « buveurs d'eau » du Moyen Age aux « grandes illusions » du XX^e siècle

COMME bien des arts scéniques, la prestidigitation fut d'abord utilisée à des fins religieuses. « Dans l'Antiquité, les prêtres faisaient parfois office de médecins ou de sorciers pour défendre les hommes contre tout ce qui leur faisait peur, explique Maurice Saltano, auteur du livre Les Magiciens (éditions Alternatives, 1990). Mais, comme ça ne marchait pas toujours, ils ont été tentés par le trucage, pour faire parler les statues des dieux ou pour que les portes des temples s'ouvrent toutes seules... » Chez les Grecs, les Assyriens ou les Chinois, ces personnages appliquent déjà des principes optiques, physiques ou chimiques pour créer l'illusion. A Rome, les joueurs de gobelets apprennent à faire apparaître ou disparaître un galet tout en dispersant savamment l'attention du spectateur.

Au Moyen Age, les tours de passe-passe ont lieu sur les places publiques, dans les foires, sur les tréteaux des vendeurs d'élixirs.

Des « buveurs d'eau » avalent des litres avant de les régurgiter en changeant la couleur ou l'odeur du liquide. « Les bateleurs étaient tolérés, mais il ne fallait pas qu'ils aillent trop loin, explique le magicien Sylvain Solustri, du Musée de la curiosité. Car tout ce qui sortait un peu trop de l'ordinaire sentait le soufre et pouvait devenir dangereux pour le magicien. »

MARIAGE AVEC LA SCIENCE

Le mariage de la science et de la prestidigitation s'épanouit au XVIII^e siècle : les escamoteurs adoptent alors le titre de « physiciens », groupent leurs tours pour donner les premières représentations de « physique amusante ». Il faut toutefois attendre Robert Houdin (1805-1871) pour que l'illusionnisme s'élève au rang d'art du spectacle. Ce fils d'horloger révolutionne les pratiques figées du Moyen Age en délaissant les costumes chamarrés pour l'habit noir et en tirant la prestidigitation de la rue pour en faire un spectacle

de scène couru par les foules parisiennes. Dans son Théâtre des Soirées fantastiques, il présente à partir de 1845 des tours qui doivent autant à la science qu'à sa dextérité. Après lui, Buatier de Kolta (1845-1903) enrichit le répertoire des prestidigitateurs d'inventions déconcertantes, comme le tour de la « cage éclipse » ou celui du « dé grandissant ». En 1865, Isidore Bonheur oriente les attractions d'illusionnisme vers une nouvelle branche, la transmission de pensée, bientôt suivie par les évènements spectaculaires de l'Américain Harry Houdini.

Au vingtième siècle se développent les numéros de manipulateurs de cartes à jouer, de cigaretttes, de pièces de monnaie, de cordes et de foulards. Les premiers colombes s'échappent des boîtes magiques. Les tours de « grandes illusions » se multiplient : la femme scie en morceaux, le coupeur de têtes, la création, s'ajoutent aux numéros des hypnotiseurs, des pickpockets

et des fakirs avaleurs de sabres. Le music-hall a également ses stars de la magie, comme Siegfried and Roy et les mises en scène grandioses de leur show de Las Vegas.

NOUVELLE GÉNÉRATION

Issue des arts de la rue, du théâtre, de la danse ou du mime, une nouvelle génération de magiciens privilégie aujourd'hui la scénographie, la technique du truc n'étant plus une fin en soi mais un prétexte artistique. Parallèlement, l'illusionnisme se développe beaucoup dans la magie dite « rapprochée », inventée par Gérard Majax dans les années 70. Ces petits tours de manipulation présentés en fin de dîner sous le nez des gens font appel à la psychologie du spectateur. « Le trucage est devenu infime, assure Maurice Saltano. C'est presque de la vraie magie... parce qu'on travaille directement sur l'esprit du public. »

renoma

SOLDES

HOMME FEMME ENFANT
30 % 50 %

boutique 129 bis rue de la Pompe - 75116 Paris - Tél : 01 44 05 33 23

Le 1^{er} janvier 1959, Fidel Castro mettait fin au règne du dictateur Batista. Pour le 40^e anniversaire de la Révolution cubaine, *Le Monde* a demandé au journaliste Raul Rivero de raconter la vie quotidienne dans l'île rouge. Fondateur de l'agence indépendante Cuba Presse, Raul Rivero a rompu en 1991 avec le régime castriste en signant « La lettre des dix intellectuels », qui demandait au maître de La Havane des élections libres. Sur les dix signataires de cet appel, Raul Rivero est le seul à n'avoir pas quitté son pays, en dépit des pressions et des menaces dont il fait l'objet. Il existe beaucoup de Cuba. Celui de la nomenklatura, celui des touristes et des diplomates. Ces Cuba-là se ressemblent. Il y a aussi le Cuba des gens qui ne reçoivent pas un seul des millions de dollars que les exilés de Miami envoient chaque année dans l'île. Ce texte parle d'eux.

●

Scènes de la vie quotidienne à La Havane et dans sa banlieue. Béla Dóka, photographe hongrois, auteur de ces images publiées pour la première fois en France, a séjourné à Cuba de 1994 jusqu'en août 1998. Depuis cette date, il vit à Paris.



La vie « inventée » des Cubains de la rue

LA Havane, décembre 1998. Quand un père de famille se lève le matin, dans le Cuba de cette fin de siècle, quels sont les deux problèmes qu'il doit affronter ? Le premier est : manger. Le second est : quoi

manger. Le second est : quoi manger. Le second est : quoi manger. Le second est : quoi manger.

Amère plaisanterie : elle s'est répandue dans la population au début des années 90. Nous arrivons en 1999, et elle est toujours d'actualité. La situation ne change pas.

L'homme de la rue, celui qui n'a pas de parents aux Etats-Unis, qui ne travaille pas dans une société étrangère, qui n'a pas d'amis dans une corporation, le Cubain de base qui roule à bicyclette et touche son salaire en monnaie nationale - c'est-à-dire la grande majorité - doit recourir à trois expressions suspectes pour dire comment il survit : « inventer », « s'arranger » et « s'en tirer ».

« Inventer » : « J'invente, parce qu'un des mes cousins me fournit en jambons de la campagne et que je les vends aux voisins, aux amis. Mon salaire d'instituteur me suffit à peu près pour les dix premiers jours du mois. Les produits vendus avec la carte de rationnement couvrent également les dix premiers jours. » C'est Fernando qui parle, trente-huit ans, marié, père de deux enfants de onze et sept ans. Elia, sa femme, travaille à la cantine d'une usine et rapporte toujours quelque chose en plus de son salaire de 118 pesos (1 franc vaut près de 3,5 pesos, et un dollar environ 20 pesos).

« Les vêtements et les chaussures des enfants, c'est la tragédie. Je ne sais pas comment je fais, mais j'invente, parce qu'il n'y a que ça à faire : inventer. »

Ce travail parallèle de Fernando lui fait transgresser la loi, car ce genre de commerce est interdit. L'instituteur sait qu'il se met dans l'illégalité, aussi est-il prudent, et il se sent en faute vis-à-vis de la société. Quelqu'un comme lui n'est pas en position d'affronter les autorités pour revendiquer un droit ou exiger d'être respecté. Des milliers de Cubains, obligés comme Fernando de se livrer à des activités délictueuses, sont perdus comme citoyens.

C'est d'une autre catégorie plus complexe que relève l'expression « s'arranger ». « Les gardiens de l'usine fauchent les pièces. Moi je les peins dans la cour d'un ami. J'essaie de me faire dans les 1 000 pesos par mois. C'est risqué. Ma liberté tient à un fil, mais, comme ça, je m'arrange : je résous le problème de ma famille, et il me reste de quoi boire de temps en temps une bière. » Il a trente ans, et il se sent bien. Inquiet, mais bien.

« S'en tirer », c'est autre chose. Rolando Alvarez, qui va sur ses soixante-dix ans, a passé trente

ans de sa vie à faire l'éloge du socialisme dans ses articles. Il aime toujours le journalisme, il a pris sa retraite et il touche 169 pesos par mois. « Je ne regrette rien de ce que j'ai écrit. En le faisant, je croyais sincèrement au projet, et je continue à penser qu'il comporte de belles choses et qu'il a transformé notre société. Aujourd'hui que je suis vieux, je m'en tire sur le plan individuel parce que je donne un coup de main dans un paladar (restaurant privé) : je fais la vaisselle, je sers à table, enfin des choses comme ça. Cela me permet de rapporter à la maison quelque chose à manger, ou quelques pesos. Nous sommes deux, ma femme et moi », dit-il dans son petit appartement du centre de La Havane. « Et rien que pour un plat de riz aux haricots, sans légumes ni viande, j'en ai pour la moitié de ma pension. Une livre de haricots noirs coûte 20 pesos. Une tête d'ail, 4 pesos. Un chapelet de piments, 4 pesos. L'oignon, 10 pesos le paquet, et le riz, 5 pesos la livre. Il me faut de l'huile, et je dois l'acheter au magasin qui vend en dollars. J'y vais, et je change 50 pesos, parce que la bouteille me coûte 2,40 dollars. Faites le total. Entre 80 et 85 pesos pour deux personnes. Mais nous sommes tranquilles. Nous avons ce qu'il nous faut. Je m'en tire bien. »

Le socialisme aime l'uniformité, mais ces dernières années il a dû se faire plus flexible. Pour se déplacer à Cuba, il y a d'abord la bicyclette ; au niveau au-dessus, les tricycles de fabrication locale dénommés « bitaxis » ; ou d'énormes camions sur lesquels on a monté une carrosserie d'autobus, que l'on appelle des « chameaux » ; et, enfin, au sommet de la hiérarchie, des taxis Mercedes-Benz.

En matière de voitures, le Cubain peut aller jusqu'à la Lada russe. Il peut aussi avoir l'occasion de monter dans des Peugeot françaises, parce que la flottille des patrouilles de police vient d'acquiescer, surtout dans la ville de La Havane, un lot de voitures modernes de cette marque. Plus de cinquante pour cent des lignes de bus ont été supprimées, et les anciens véhicules, démantibulés par le climat tropical et le mauvais état des chaussées, sont remplacés au compte-gouttes par d'autres qui viennent d'Espagne ; on peut voir aussi des bus originaires de Hollande, de Norvège, de Suède, et quelques camions russes reconvertis dans les transports en commun, qui sont utilisés par les usines et les grands centres de travail.

En 1996, on a vu réapparaître des voitures américaines des années 40 et 50 retapées, sur lesquelles a été greffé un moteur à pétrole. Ces taxis spéciaux circulent dans la capitale sur d'importants itinéraires et peuvent charger jusqu'à six pas-



REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE DE BÉLA DÓKA

sagers. Le prix de la course est de 10 pesos. Il est fréquent, aujourd'hui, de voir une de ces luxueuses Cadillac, importées jadis par la bourgeoisie cubaine, pétarader dans une avenue et apporter sa contribution à la pollution par une épaisse colonne de fumée noire sortant directement du tube sans pot d'échappement.

Dans les régions rurales, on a également aménagé des vieux camions pour le transport des passagers : ils relient les capitales

de province aux petites villes et aux villages.

« Si j'avais employé tout le temps que j'ai perdu ces dernières années à attendre la guagua [mot cubain pour désigner l'autobus] ou n'importe quoi d'autre pour me déplacer, je serais docteur ès sciences ou un grand savant. On y passe des heures et des heures, mais on finit toujours par arriver », soupire le vétérinaire Alfredo Vargas.

Les touristes, les étrangers de passage et la catégorie naissante des insulaires qui ont de l'argent peuvent utiliser au moins trois classes de taxis. Du plus ostentatoire, le taxi Mercedes, au simple taxi Citroën à pétrole, moins cher et à bout de souffle. Cuba a aussi le privilège d'avoir, si on les paye en dollars ou en leur équivalent en monnaie locale, les chauffeurs de taxi les plus cultivés d'Amérique latine. Des centaines de retraités ou de fonctionnaires, qui ont tout simplement démissionné de leur poste, vous conduisent en n'importe quel point de La Havane : c'est ainsi que le touriste peut se promener sur le Malecon - le boulevard du front de mer - en ayant droit, en prime, à un débat de haut niveau sur la philosophie, l'art ou l'économie. Ou à un cours d'orthopédie, de marxisme et de cybernétique.

Dans sa Moskitch russe, Ciro Trueba se laisse glisser en roue

RATIONS MENSUELLES AUXQUELLES DONNENT DROIT LES CARTES D'ALIMENTATION

A LA HAVANE

- 6 livres (1 livre cubaine = 460 g) de riz ;
- 3 livres de sucre roux ;
- 3 livres de sucre raffiné ;
- 20 onces (environ 550 g) de légumes secs (pois chiches ou lentilles) ;
- 12 onces (environ 340 g) de café ;
- 0,5 litre d'huile (tous les deux ou trois mois) ;
- 10 onces (environ 280 g) de sel ;
- 0,5 livre de mortadelle (tous les deux mois) ;
- 1 livre de poisson ;
- 6 œufs par personne.

EN PROVINCE

- 5 livres de riz ;
- 3 livres de sucre roux ;
- 3 livres de sucre raffiné ;
- 16 onces (environ 450 g) de légumes secs (pois chiches ou lentilles) ;
- 0,5 litre d'huile (deux fois par an) ;
- 4 onces (environ 115 g) de café ;
- 6 onces (environ 170 g) de sel ;
- 8 œufs par mois ;
- 0,5 livre de chair à saucisse (mélangée avec du soja) ou de jambon ;
- un demi-morceau de savon à lessive (tous les trois mois) ;
- un demi-morceau de savon de toilette (tous les trois mois) ;
- 1 tube de dentifrice (tous les deux mois).

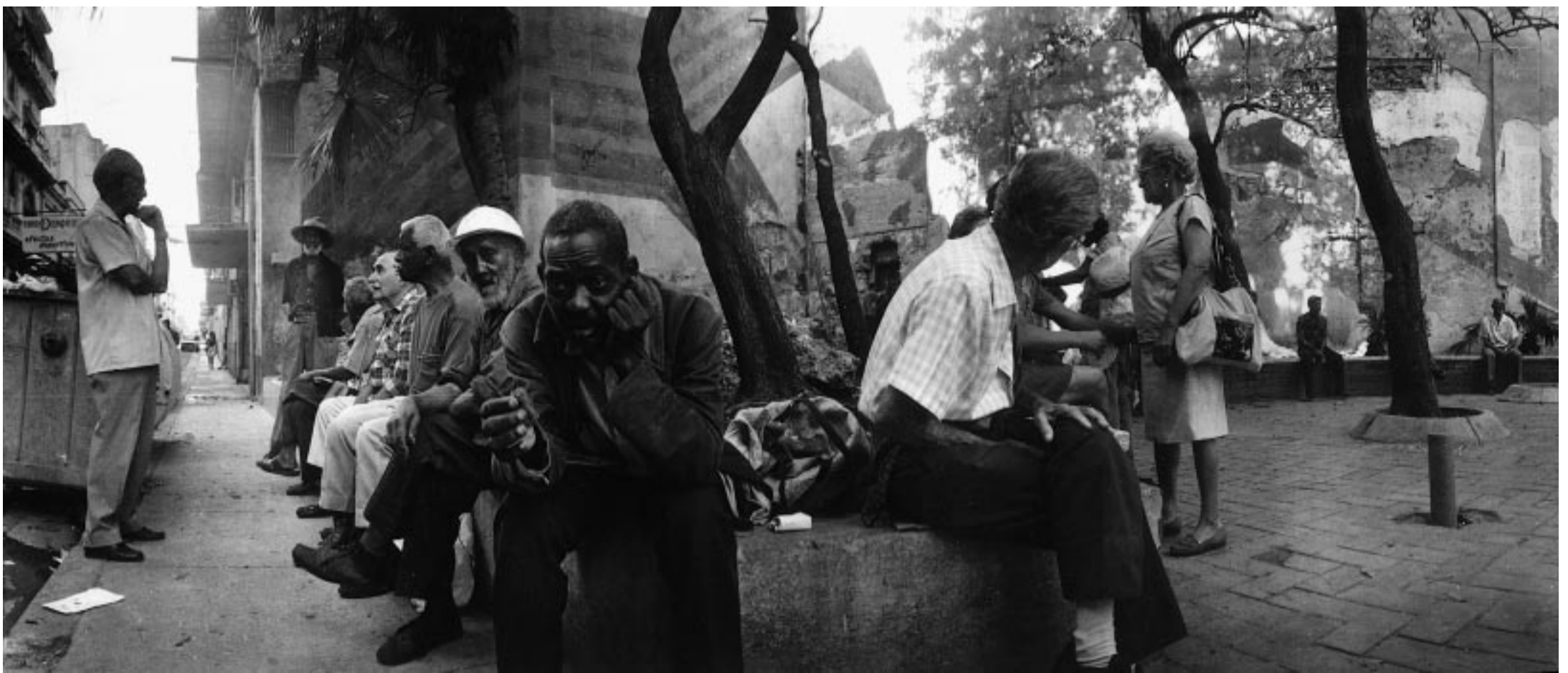
libre sur la grande avenue 23, dans le quartier du Vedado : « J'ai obtenu mon diplôme d'architecte il y a vingt-sept ans. Aujourd'hui, je gagne 340 pesos par mois. Je suis obligé de passer deux ou trois heures par jour à faire le taxi. La paire de chaussures coûte 250 pesos, et l'avocat 10. »

A Cuba, à l'exception d'un certain nombre de propriétaires de petits restaurants de douze chaises et de minuscules cafés, pizzerias et pâtisseries artisanales, le grand patron est l'Etat. On dit aussi, moitié en plaisantant, moitié sérieusement, qu'aujourd'hui, quand un Cubain postule à un emploi, il ne demande pas quel est le salaire, mais ce qu'il pourra voler.

La société a vu se développer ce qu'on appelle le syndrome de Robin des Bois : les malins qui rapportent quotidiennement quelque chose de leur lieu de travail, ceux qui savent « s'arranger » sont considérés avec sympathie. Délit ou péché, leur comportement n'est pas perçu par la communauté comme une faute, mais bien comme une manière de lutter pour survivre. Si bien que ces gens sont connus dans tout Cuba sous le nom de « lutteurs ».

LILS s'inscrivent dans la plus pure tradition picaresque espagnole. Ce sont de braves gens qui se sont vus obligés de vivre dans cette zone d'ombre « à cause du blocus américain », disent ceux qui suivent le gouvernement. « A cause du blocus américain, à cause du code pénal draconien, à cause de cet acharnement à tout contrôler, y compris les mers qui nous entourent et l'air que nous respirons », dit Félix Velasquez, un militant des droits de l'homme. Dans le contexte de la pénurie, beaucoup de solutions passant par le vol, et plus généralement par des activités délictueuses, sont acceptées.

En novembre, un commando d'employés du secteur de l'alimentation de la province de Camagüey a attaqué une banque et emporté la caisse, environ 100 000 pesos et, la même semaine, on a appris que le gou-



verneur de la province était démis de ses fonctions pour des malversations se montant à plusieurs milliers de dollars. La corruption, la malhonnêteté, l'« invention », la « lutte » maintiennent la société cubaine de cette fin de siècle, quarante ans après la victoire de la guérilla, dans une sorte de marécage. Dans un piège.

C'est l'un des pires côtés du capitalisme pauvre, africain, qui s'est installé ici et qui s'étend de jour en jour. Et les conquêtes du socialisme réel se dissolvent dans l'inefficacité du système. La production est rachitique, l'agriculture stagne, et les autorités refusent de permettre à l'individu de s'affranchir du carcan de l'Etat et de se déterminer lui-même.

L'éducation est gratuite, mais elle est, clairement, un endoctrinement. « Qui construit les circoles infantiles (les garderies d'enfants), les écoles et les hôpitaux ? », demande, faussement naïf, un manuel pour les classes primaires distribué en 1988. Carlos M., trente-deux ans, fonctionnaire, se pose la question : « Comment cela se passait-il dans le Cuba d'avant 1959 ? Je ne suis pas religieux, mais je veux que mes enfants soient éduqués sans qu'on leur inculque aucun dogme. A notre époque, demander cela est un crime. Une éducation, une bonne éducation et rien d'autre, pour qu'ils choisissent ensuite eux-mêmes leur couleur politique. Pas de Lénine, pas de Marx, pas de pensée obligatoire. Les enfants doivent aller à l'école pour se préparer à une profession, pas pour servir une idéologie. »

On dit, moitié en plaisantant, moitié sérieusement, qu'aujourd'hui quand un Cubain postule à un emploi, il ne demande pas quel est le salaire, mais ce qu'il pourra voler

Au cours des dernières décennies, les autorités ont toujours eu la volonté d'offrir à la population une santé publique de luxe. Un réseau de services couvre l'île, avec un médecin pour quatre cents habitants. Seulement voilà : la crise économique, la disparition du camp socialiste et, aussi, selon les fonctionnaires de l'Etat, l'embargo américain ont fait du système un champ de ruines. La Havane et d'autres villes importantes sont périodiquement assaillies par la gale et les poux, et des maladies comme la tuberculose et la dengue ont fait leur réapparition. Et diverses épidémies ont fait des victimes dans la population. Eliecer, employé des chemins de fer, cinquante-deux ans : « Je préfère me soigner avec des remèdes de bonne femme que de sortir de ma chambre. Aller à l'hôpital, c'est l'enfer. Il faut apporter ses draps et ses serviettes, le savon et la nourriture. Et, ensuite, connaître quelqu'un à l'étranger qui vous envoie les médicaments. Les médecins sont bons, mais le service paramédical est catastrophique. Le personnel hospitalier est très mal payé. C'est le règne du manque d'hygiène et de l'indifférence. Les hôpitaux pour les étrangers et les dirigeants, bien sûr, c'est

autre chose. Mais, ceux-là, je n'y ai pas droit. »

Les flots de capitalisme bon marché ont suscité dans le pays, surtout dans ce qu'on appelle les pôles touristiques, l'apparition brutale d'une légion de prostituées jeunes, belles, possédant un bon niveau d'instruction. Avec elles, a surgi tout le train des *chulos* (maquereaux), entremetteurs, employés d'hôtels servant de maisons de passe et bars clandestins. Et, également, les habitations privées qui louent des chambres, illégalement, pour permettre au touriste de profiter des jeunes Cubaines. En 1996 sont arrivées sur le marché les prostituées qui se font payer en monnaie locale et qui évoluent dans le monde des Cubains qui ont de l'argent.

UNE nuit coûte entre 50 et 100 pesos, dans des maisons plus pauvres et des bars plus dangereux, sans rhum d'exportation, mais proposant en abondance des boissons fabriquées clandestinement avec du sucre et de l'alcool détournés, connues sous le nom de *Esperame-en-el-suelo* (Attends-moi-par-terre), *Hueso-de-tigre* (Os-de-tigre) et *Salvase-quien-pueda* (Sauve-qui-peut).

Dans les derniers temps, les fameuses *jineteras* – les « cavalières » – ont été rejointes par une troupe de plus en plus nombreuse de jeunes garçons qui attendent les homosexuels du monde entier dans les quartiers populaires et dans les cabarets de travestis qui s'ouvrent dans la capitale.

reste tranquillement chez moi, je vois tout, mais je me tais. »

La zone la plus obscure du piège de cette fin de siècle est celle qui concerne l'avenir. Les gens ont perdu la foi. Mais ils l'ont perdue en travaillant, en montant des gardes, en criant des mots d'ordre pour soutenir un projet qui, aujourd'hui, s'est évanoui en les laissant complètement dans le vide.

On peut, on le sait, vivre vingt jours sans manger, mais on ne peut vivre un seul jour sans foi. Cuba a commencé à revenir à Dieu. Ou plutôt à divers dieux. Ce sont l'Eglise catholique et les religions afro-cubaines qui ont accueilli ces dernières années le plus grand nombre de croyants. Les sectes se répandent : témoins de Jéhovah et rosicruciens. Les cercles spirites ont un grand succès, de même que les foyers du bahaïsme et d'autres mouvements religieux de l'Inde et de Ceylan.

Les Cubains cherchent des solutions individuelles parce qu'ils ne



voient pas d'issue pour la société. Les seules portes de sortie sont l'exil – vingt mille visas annuels pour les Etats-Unis – ou la foi religieuse, qui permet de voir un peu au-delà de l'insupportable vie quotidienne : une vie héritée d'un passé dont beaucoup préfèrent ne pas se souvenir, et n'ayant pour avenir qu'une tache noire ou un paysage brouillé et ambigu.

QUARANTE ans, cela passe vite et confusément dans la vie d'une nation. Plus de trois générations sont nées durant ce laps de temps. Des rêves de rédemption de l'humanité que les *barbudos* victorieux de 1959 ont portés si

haut – et qui, s'ils n'ont pas ébranlé le monde, ont eu la sympathie active de millions d'êtres humains –, il ne reste même pas, aujourd'hui, la moindre poussière, la moindre trace de cette « cendre amoureuse » chantée jadis par le poète espagnol Manrique.

Piégée dans ses contradictions, dans une utopie sans limites, délirante et échevelée, la « grande île » arrive à la fin du millénaire pieds nus, en haillons et affamée. Il subsiste peu de choses du socialisme réel qui, il y a dix ans, ne parlait que de développement, d'avenir, de qualité de vie et autres figures de rhétorique du même acabit.

Ce qui subsiste, c'est le mauvais rêve quotidien d'enfants, de femmes, d'hommes et de vieillards enfermés dans un univers sans issue, chaque jour plus invivable pour nous tous qui habitons l'île. Tous les chemins sont barrés. Et on ne voit pas poindre, dans le ciel de la patrie, la moindre lueur, le moindre signe de rationalité et d'attention que l'on serait en droit d'attendre d'une équipe de dirigeants qui connaît mieux que personne l'effroyable crise à laquelle elle devrait faire face, au lieu, au contraire, de s'y enfoncer, entraînant l'île tout entière dans son naufrage.

Quarante ans après, Cuba – fragmentée, brisée, solitaire, et

passant d'un cauchemar à l'autre – attend beaucoup plus que le printemps : l'île attend un miracle. Tout en sachant bien que l'un et l'autre sont largement dépréciés à notre époque, et particulièrement sur le terrain de l'histoire, de la politique et des sciences sociales.

Raul Rivero

La Havane, décembre 1998.

© Raul Rivero

★ Traduit de l'espagnol par François Maspéro.

En 1998, Raul Rivero a publié un recueil de poèmes traduits en français : *Signé à La Havane* (La Découverte/Reporters sans frontières).

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Des apprentis sorciers en Chine

LES technologies sensibles, celles qui peuvent mettre en cause la sécurité du monde, ont toujours fait l'objet d'une attention particulière de la part des Occidentaux. Ce fut le cas pendant toute la période dite de la « guerre froide » à l'égard des pays du Pacte de Varsovie. L'Occident n'a pas toujours eu, au cours des vingt dernières années, les mêmes préventions à l'égard de la Chine, laissant Pékin libre d'acquiescer, légalement ou non, un savoir-faire dangereux dans les mains d'un pays qui n'adhère pas pleinement aux règles du jeu de la communauté internationale. Commencerait-on enfin à prendre la mesure de cette dérive ?

Il semblerait que oui, si l'on en croit les conclusions générales du rapport - à paraître - d'une commission parlementaire américaine mise sur pied pour examiner les failles dont aurait profité Pékin dans les contrôles aux exportations technologiques de Washington. Les auteurs du rapport multiplient les précautions avant de le rendre public. Il est vrai que l'affaire touche un phénomène majeur de la deuxième moitié du XX^e siècle : la rapidité avec laquelle la Chine a pu se hisser à un rang technologique lui permettant de s'imposer comme un acteur de premier plan sur la scène internationale. Jamais aucun pays ne s'est doté aussi vite d'une panoplie aussi variée d'équipements sensibles, allant d'engins de destruction massive aux outils de télécommunications et de guidage à distance d'appareils de mort.

Que la Chine se modernise est évidemment une bonne chose -

pour elle comme pour le reste du monde. Qu'elle le fasse selon les méthodes éprouvées de l'espionnage et des indécidables n'est pas à proprement parler une surprise, s'agissant d'un gouvernement qui ne s'est jamais caché de vouloir prendre la haute technologie là où elle se trouve - en Occident principalement - et, de préférence, sans bourse délier.

Le résultat n'en est pas moins, aujourd'hui, que Pékin a engrangé un acquis technologique considérable sans donner en contrepartie des assurances fiables sur sa conduite pour l'avenir. Qu'il s'agisse de non-prolifération ou d'autres importants principes internationalement reconnus - droits de l'homme, réglementations commerciales, transparence gouvernementale - la Chine tarde à se départir d'un comportement qui veut qu'un traité est fait pour être violé.

Du temps de la guerre froide, les Occidentaux ont fermé les yeux sur ces pratiques. Ils ont cru pouvoir compter Pékin dans leur orbite contre l'empire soviétique. C'était sans doute une erreur. La Chine joue son propre jeu, et personne n'est en droit de le lui reprocher. En revanche, ce que les Occidentaux sont parfaitement en droit de lui imposer est de respecter les règles qu'ils ont eux-mêmes érigées pour tenter de rendre la vie internationale moins infernale qu'elle n'a pu l'être par moments au XX^e siècle. La première est que la puissance - y compris militaire - d'un pays soit placée au service de son peuple plutôt qu'à celui de ses seuls dirigeants. Tout le reste en découle, la nécessité de la démocratie en particulier.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet

Directeur artistique : Dominique Roynette

Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Rédacteurs en chef :

Alain Frachon, Erik Izraelowicz (Éditoriaux et analyses) ;

Laurent Greilsamer (Suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Kajman (Débats) ;

Eric Le Boucher (International) ; Patrick Jarreau (France) ; Franck Nouchi (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ;

Jacques Bubu (Aujourd'hui) ; Jossyane Savigneau (Culture) ; Christian Massol (Secrétariat de rédaction)

Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg

Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.

Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde,

Fonds commun de placement des personnels du Monde,

Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,

Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,

Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Les jeux du ring

ENTRE LES CORDES, sous le cône de lumière des lampes à arc, deux hommes musclés se martèlent les flancs avec conscience. Première observation : la fureur est presque toujours absente du débat. Il faut en effet savoir que les professionnels ne ragent pas en cours de lutte. « Voir rouge » équivaldrait pour eux à perdre le contrôle des mille combinaisons possibles en attaque et en riposte. Deuxième observation : la vaillance fait peu souvent défaut aux combattants. En ce sens, la boxe démontre au néophyte que l'homme de cœur peut encaisser énormément de coups avant de s'avouer vaincu.

Oui, certes, j'admets qu'il y a le sang, les visages tuméfiés, les arcaques qui s'ouvrent. Et je me doute bien qu'il est de vilains personnages parmi les hurleurs des fauteuils de ring. Mais la plupart des bonnes rencontres ne sont nullement des

bagarres de chiffonniers, et les antagonistes de métier esquivent avec adresse les risques de blessure.

Ce qui entraîne une troisième constatation : la maîtrise du poing est loin d'être inesthétique et l'esprit de décision, fulgurant chez les grands champions, peut communiquer une exaltation tonique au spectateur.

C'est sur ce terrain qu'il faut faire litière de toute sensiblerie, dût-on passer à tort pour un paragon de cruauté. Les victoires par KO de Carpentier, Criqui, Cerdan, restent sur ma rétine comme des visions sportives sans bavures. Et j'avoue sans honte avoir vécu une minute électrisante hier au Palais des Sports lors de la mise hors de combat du coq américain Carabella par le petit puncheur Luis Fernandez.

Olivier Merlin

(4 janvier 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 CODE LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

La monnaie unique va-t-elle favoriser la naissance d'une Europe politique et s'appuyer sur celle-ci pour s'imposer au-delà des milieux financiers ? Un lecteur propose sa vision de l'évolution de l'euro au cours des prochaines années, tandis qu'un fervent partisan d'une éducation totalement bilingue revient sur les



apports d'une telle formation face aux risques de fermeture des esprits. Enfin, des médecins nous ramènent à des questions plus « hexagonales » et commentent la décision du Conseil constitutionnel d'annuler le dispositif de sanction collective du corps médical en cas de dérapage des dépenses de santé.

UN EURO SANS VIE

Vous rendez fidèlement compte des nombreux débats, prises de position et projets réalisés sur ce sujet pour l'affermir. Mais une monnaie est basée sur une richesse, une communauté de biens, d'organisation et de volonté.

Or aujourd'hui, ni fédéralisme ni institutions communes exécutives, ni constitution ni politique intégrée d'éducation, de santé, de défense, d'impôts, de culture n'existent réellement en Europe. Pire, pour beaucoup ils sont à bannir. Où est donc la caution réelle de l'euro ? De quoi donc l'euro se nourrit-il ?

N'allons-nous pas vers un euro français, un euro belge, un euro allemand qui ramèneront, par dérogation forcée, la monnaie commune au pré carré de chaque nation ou dénaturera la monnaie unique dans l'attente interminable d'institutions communes de direction qui ne verront peut-être jamais le jour ?

Jacques Sorlet
Munich (Allemagne)

VARIATIONS, AUTOUR DE L'EURO

Je me permets de vous écrire suite à une lettre parue dans le courrier des lecteurs du Monde du 24 décembre et intitulée « Euro ou euros ». Je cite : « Lors de l'adoption du mot euro pour désigner la future monnaie unique, il a été décidé que ce mot serait invariable. » A partir de là, votre correspondant en déduit qu'il ne faudrait pas ajouter de « s » au pluriel du mot euro. En réalité, non seulement il n'est pas interdit d'ajouter un « s » au mot euro au pluriel, mais c'est même recommandé. De la même façon, chaque langue de l'Union européenne mettra « euro » au pluriel en fonction de ses propres règles grammaticales et orthographiques. Pour vous en convaincre, je vous invite à consulter le site de l'Union européenne, (<http://europa.eu.int/euro>) (...)

Certes, sur les billets, « euro » est invariable mais c'est dans le seul but d'éviter la diversité des marques du pluriel dans les différentes langues européennes. (...) On a donc le droit de mettre un « s » au pluriel du mot euro tout comme on aura le droit de parler de centime pour le « cent », et ce, pour des raisons évidentes de phonétique. (...)

Christophe Margieulwicz
Buc (Territoire de Belfort)

L'ÉDUCATION BILINGUE, UN PROJET D'AVENIR

Le gouvernement devrait signer, début 1999, la « Charte européenne des langues régionales ». Cela signifie qu'il y aura en France des régions bilingues et d'autres qui resteront monolingues ! N'est-il pas temps de généraliser l'éducation bilingue, précoce et immersive, dans le cadre d'un enseignement plurilingue ? En pratique, cela signifierait pour les éco-

liers d'apprendre les matières du programme, non plus en une, mais en deux langues, de la maternelle jusqu'à l'université.

Les progrès en matière de psycholinguistique et de sciences de l'éducation ont permis de reconnaître toute sa valeur à ce système bilingue. Si l'on se réfère aux travaux du professeur Jean Petit, les élèves ainsi formés sont, non seulement bilingues, mais possèdent une maîtrise du français standard supérieure à celle des francophones monolingues. Cela s'explique par les possibilités permanentes qui s'offrent à eux de comparer inconsciemment les mécanismes des deux langues. Ces sujets se révèlent également supérieurs aux monolingues dans le domaine de l'abstraction, du symbolisme, et les retombées de cette stimulation intellectuelle sont particulièrement impressionnantes dans le domaine des mathématiques. Enfin, ces enfants acquièrent une troisième ou quatrième langue avec une réelle facilité. Ils portent l'altérité en eux-mêmes, sont ouverts au monde et aux autres et bénéficient d'un avantage considérable lors de la recherche d'un emploi, tant sur le marché intérieur que sur le marché international.

Jean-Marie Bressand
Besançon (Doubs)

SOUS LE VOILE DE LA PARITÉ

Le préambule de la Constitution du 27 octobre 1946 proclame comme particulièrement nécessaires à notre temps un certain nombre de principes politiques, économiques et sociaux auxquels celui de la Constitution du 4 octobre 1958 réaffirme solennellement son attachement. Au premier rang de ces principes : « La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme. » Je ne vois pas ce qu'on pourrait ajouter à une formulation si générale. Et pour tout dire, le texte sur la parité présenté aux députés me semble être d'une rare hypocrisie. (...) Il n'est qu'un constat d'échec : les mentalités n'ont pas su évoluer, celles des hommes comme celles des femmes. Par ce texte, les Français ne prennent pas conscience : ils se donnent bonne conscience.

La nation avait certainement des problèmes plus urgents à traiter. A moins que... ces messieurs ayant si bien semé - seuls - la zizanie dans la maison France, ils souhaitent désormais notre aide pour y remettre bon ordre ? Un nouveau partage des tâches ménagères, en somme...

Christine Erisson
Epinay-sous-Sénart (Essonne)

MÉDECIN, HONORAIRES, ET PRESCRIPTION

Il y a de la mauvaise foi chez les médecins libéraux à considérer les reversements d'honoraires comme des sanctions, et de la malhonnêteté

intellectuelle à dire qu'ils devront cesser de soigner leurs concitoyens à partir du 15 décembre si par malheur la masse collective des honoraires autorisée par le Parlement est déjà encaissée à cette date. (...) Quels revenus les médecins libéraux s'estiment-ils en droit d'encaisser, et avec quelles augmentations ? Oublient-ils que l'argent qu'ils gagnent est de nature publique puisque leurs clients sont tous solvabilisés par la Sécurité sociale ? Se sont-ils comparés aux médecins hospitaliers temps plein, qui touchent 12 mois de salaire sans compter le nombre de patients qu'ils soignent dans une année ? Bien sûr, au 15 décembre, si la masse collective des honoraires, augmentée des deux et quelque pour cent votés, est atteinte, ils devront continuer à soigner leurs patients en sachant qu'ils devront reverser... Et alors ? Ils auront encaissé leur dû avec un peu d'avance et ne manqueront pas, s'ils sont avisés, de placer leur argent. (...)

Les reversements d'honoraires ne sauraient être considérés comme des sanctions. Nécessairement collectifs, purement comptables et votés par le Parlement, ils constituent une régulation démocratique des revenus des médecins. Le Conseil constitutionnel ne s'honore pas d'avoir sanctionné ce système de régulation. (...)

En revanche, pour ce qui concerne les prescriptions, il est difficile ici de parler de reversements, de régulation : les médecins, quand ils dépassent l'enveloppe, doivent donner un argent qu'ils n'ont pas encaissé.

On peine à chercher, on ne trouve pas, d'autres mots que « sanction », ou « pénalité ». Au plan individuel, il faut appeler que le médecin est responsable de sa prescription, y compris en termes purement économiques. (...) Peut-on sanctionner la collectivité des prescripteurs sans leur prouver qu'ils ont mal prescrit ? Autant la régulation collective des honoraires est légitime en soi puisqu'elle ne vise à rien d'autre que déterminer le revenu des professionnels, autant la régulation collective des prescriptions paraît impossible à fonder sans définir des règles opposables de prescription. (...)

Docteur Jean Olivet
Ile-sur-Têt (Pyrénées-Orientales)

L'AVIS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Permettez-moi, devant cette cacophonie suscitée par la décision du Conseil constitutionnel à propos de la loi sur le financement de la Sécurité sociale, de vous dire mon étonnement. (...)

Le Conseil constitutionnel n'a dit que la Constitution, que les droits de l'homme, que la Convention européenne des droits de l'homme en refusant la notion de sanction collective. (...)

On ne peut donc que rester perplexe devant les réactions quelque

peu surprenantes de part et d'autre, en particulier de la CNAM, encore plus d'un ministre, telles qu'elles sont rapportées dans la presse, en particulier dans *Le Monde* (daté 20-21 décembre). Que valent de telles réactions, de telles menaces de rétorsion vis-à-vis des médecins ? (...) Est-ce à dire que la décision du Conseil constitutionnel qui est la plus haute instance de droit est contestée ?

Ne devrions-nous pas nous réjouir de vivre dans un Etat de droit, défenseur des droits de l'homme ? (...)

Docteur Yves-Loup Depasse
Rennes (Ile-et-Vilaine)

MISE EN SCÈNE

Personne n'est resté insensible - aucun téléspectateur n'ayant pu y échapper - au spectacle de la visite que M. Jacques Chirac a rendue aux Restos du cœur et à M^{me} Coluche, dans un immense frémissement de camaraderie spécialement convoqués.

Face à une telle mise en scène, comment ne pas penser au don que le général de Gaulle, puisant sur sa modeste retraite de général de brigade à titre temporaire, expédia à l'abbé Pierre, alors aux premiers jours de son œuvre durant le féroce décembre 1954.

Le général de Gaulle stipulait simplement : « Je vous envoie ci-joint quelque chose, comptant formellement sur vous pour que ceci échappe à toute publicité. »

Monique Mailleux
Paris

LE SCALP DU YÉTI

Un collègue du Muséum de Paris, le D^r Francis Pettey, et moi-même avons eu la chance, il y a près de trente ans, d'examiner le fameux « scalp » dont vous évoquez l'existence et la disparition dans votre article sur le yéti (*Le Monde* du 17 décembre). Il nous avait été présenté par Sir Edmund Hillary, le vainqueur de l'Everest, qui, accompagné d'un des moines du monastère chargés de veiller sur cette « pièce unique », le soumettait pour expertise aux principaux musées européens et américains.

Il nous fut facile de constater que le spécimen en question n'était pas un scalp, mais un épais morceau de peau d'un ongulé sauvage ou domestique, moulé en forme de calotte, couvert de poils courts (environ 3 cm) et drus, tous alignés dans le même sens, à la différence de la pilosité d'un cuir chevelu, de couleur noire avec la pointe jaunâtre. En comparant avec les spécimens de nos collections, nous n'eûmes aucune peine à conclure que ce fragment de peau provenait du corps d'un serow (*Capricornis sumatrensis*), sorte de chèvre sauvage de l'Himalaya et d'autres montagnes d'Asie. (...) Le moine confirma en souriant notre diagnostic. (...)

Pierre Pfeffer
Paris

A société malade, banlieue moribonde

Suite de la première page

S'il suffisait de transformer les lieux pour changer les choses, tout serait certes onéreux mais, au bout du compte, assez simple. Il conviendrait d'éradiquer des villes les verrues hideuses qui les défigurent pour que disparaissent les maux. Or les pouvoirs publics, par la politique de la ville notamment, s'emploient depuis deux décennies à ce genre de travaux sans aucun effet, ou si peu : un nouveau mailage ou l'implosion d'un bâtiment trop volumineux dans une cité ne font pas disparaître les problèmes, tout au plus les atténuent-ils à la marge.

En fait, ce ne sont pas, en premier lieu, les quartiers qui sont difficiles, mais la situation socio-économique, culturelle, familiale de la majorité de ceux qui s'y entassent, le plus souvent à défaut d'autres choix. Ce n'est pas la banlieue qui a mal, mais les maux de toute la société qui se trouvent concentrés en certains lieux. Plusieurs chercheurs comme Bernard Charlot, Adil Jazouli et d'autres,

mettent l'accent sur cette approche. Adil Jazouli écrit ainsi, dans *Une saison en banlieue*, que « les quartiers et les banlieues populaires sont au cœur même de nos rapports sociaux », et que donc « les courants, les contradictions et les problèmes qui traversent les territoires urbains ne sont pas périphériques, à la marge d'une société centrale mieux lotie, mais une loupe qui permet de lire par anticipation la société de demain ».

Ainsi, si l'ensemble de la société française est touchée par le chômage, la précarité de l'emploi, les déficiences en matière de formation, l'échec scolaire, le relâchement des liens sociaux, l'insécurité, etc., ces phénomènes sont décuplés dans les villes et les quartiers de la périphérie. La cité de La Reynerie de Toulouse, par exemple, celle-là même où Habib a été tué, à l'âge de dix-sept ans, par un policier dans la nuit du 12 au 13 décembre, lors d'une interpellation après un vol de voiture, compte 1 200 jeunes de seize à vingt-cinq ans sans diplôme ni emploi.

LE LANGAGE COMME UN VOILE

Une étude, toujours d'actualité, réalisée par l'Insee en 1993-1994 auprès de treize mille ménages, permettait déjà de bien mesurer l'effet grossissant de phénomènes ancrés dans notre pays. Il en était ainsi du taux de chômage parmi les actifs de quinze ans et plus : 24,2 % pour les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville contre 13,6 % pour l'ensemble de la France

métropolitaine. De la même façon, 45 % des jeunes de seize à vingt-cinq ans de ces cités étaient membres d'une famille touchée par le chômage (contre 24,4 %). A contrario, les données statistiques s'inversaient dès qu'il s'agissait de l'emploi : seulement 10 % des premiers cités avaient une durée hebdomadaire de travail égale ou supérieure à quarante et une heures, contre 16,6 % pour l'ensemble du territoire.

Dans un rapport intitulé *Banlieue en difficulté : la relégation*, publié en 1991, Jean-Marie Delarue, alors chargé de mission au ministère de la ville, écrivait que « l'absence de lien entre les différents facteurs d'évolution et la relative rareté des réflexions faites en matière d'urbanisme et de pauvreté » avaient fait « que les quartiers sont partis à la dérive, silencieusement, dans la nuit ». Depuis, non seulement cette dérive s'est accélérée, mais elle peut aussi épisodiquement déboucher sur des explosions symptomatiques d'une société duale, comme lorsque des violences ont éclaté lors des dernières manifestations lycéennes à Paris.

On ne peut alors que se convaincre que le terme générique de « banlieue », utilisé pour qualifier les tensions et les troubles récurrents que connaît la société française, est un voile qui permet d'éviter les mots et les réalités qui fâchent. Comme, par exemple, ceux de « désordre social ».

Dominique Sanchez

RECTIFICATIFS

L'ESTURGEON DE GIRONDE

Dans le dossier consacré au sauvetage de l'esturgeon de Gironde dans *Le Monde* du samedi 26 décembre 1998, une erreur s'est glissée dans les chiffres. Les sommes consacrées à ce programme sont de 3 et 4 millions de francs et non pas, comme indiqué, de 300 et 400 millions de francs.

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Le secrétaire général de l'enseignement catholique s'appelle Pierre Daniel et non Jean Daniel, comme nous l'avons écrit par erreur dans *Le Monde* du jeudi 31 décembre 1998.

PRISONNIERS AU LIBAN

L'association mobilisée au Liban pour la libération des prisonniers politiques est Action des chrétiens contre la torture (ACAT) et non Action contre la torture, comme indiqué par erreur dans *Le Monde* du samedi 12 décembre 1998.

PRÉCISION

LE BUDGET DE FRANCHE-COMTÉ

Dans nos éditions du mardi 29 décembre 1998, nous avons indiqué que la gauche comptait favoriser l'adoption du budget de la région Franche-Comté, présidée par l'UDF Jean-François Humbert. Ce résultat a déjà été acquis, lors d'un vote intervenu le vendredi 18 décembre.

MONNAIE UNIQUE Tout est prêt. Dès lundi 4 janvier, la plupart des grandes surfaces en France accepteront le paiement en euros, par chèque et par carte bancaire, sous re-

serve que les problèmes techniques liés au retard pris par le GIE Carte bancaire pour homologuer de nouveaux matériels de lecture des cartes soient réglés. ● L'ÉTIQUETAGE en

double monnaie demandera en revanche de quelques jours à plusieurs mois, selon les enseignes. ● NE PAS BRUSQUER le consommateur, c'est l'obsession de tous les distributeurs,

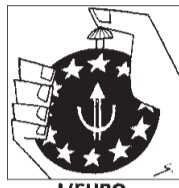
qui ont conscience d'avoir un rôle pédagogique à jouer dans la conversion des esprits à la monnaie unique. ● À TOULOUSE, les 98 commerçants du marché Victor-Hugo, le plus

grand du Sud-Ouest, ne sont pas prêts pour l'euro. ● À CALAIS, les consommateurs britanniques venus faire le plein d'alcool restent perplexes devant la monnaie unique.

La grande distribution, pédagogue de l'euro

Dès lundi 4 janvier, la majeure partie des grandes surfaces de l'Hexagone acceptent le paiement en euros par chèque et par carte bancaire. A peine née, la monnaie unique s'annonce comme un instrument de marketing et de fidélisation de la clientèle pour les commerçants

TOUT est prêt. Enfin, presque... Samedi 2 janvier, Leclerc conviait les journalistes à venir assister au « premier paiement en euros » dans son hypermarché-pilote de Rueil-Mal-



maison, en banlieue parisienne. Le leader français de la distribution alimentaire a une nouvelle fois grillé ses concurrents sur le terrain de la communication, mais la plupart des distributeurs en sont grosso modo au même point. Dès le 4 janvier, la majeure partie des grandes surfaces de l'Hexagone acceptent le paiement en euros, par chèque et par carte bancaire – sous réserve que les problèmes techniques liés au retard pris par le GIE Carte bancaire pour homologuer de nouveaux matériels de lecture des cartes soient réglés.

dans la totalité de ses quelque 1 600 magasins français. Mais il faudra attendre le mois de juin pour que seulement la moitié d'entre eux puissent accepter le paiement par carte bancaire en euros. C'est moins gênant qu'il n'y paraît : Intermarché est une enseigne de petits supermarchés ruraux, où le chèque et les espèces sont encore largement utilisés.

Les raisons de ces « retards à l'allumage » sont multiples. « Le plan d'action du passage à l'euro est un très gros chantier », souligne Michel Paillard d'Auchan. Des simples étiquettes de gondoles qu'il faut complètement refaire, puis changer dans les linéaires, aux machines à imprimer les tickets de caisse qui doivent être dotées du nouveau caractère désignant l'euro, en passant par les ordinateurs qu'il faut reprogrammer, le diable se cache dans les détails. Aux inévitables problèmes techniques – des milliers de pompes

balement par Auchan France d'ici à 2002 pour le passage à la monnaie unique dans ses 120 hypermarchés, mais aussi dans les services centraux et aux achats, qui basculeront en euros le 1^{er} janvier 2001, avec un an d'avance. « Plus de 62 000 employés ont déjà été formés à l'euro », dit-on chez Leclerc. « Depuis novembre, toutes les caissières ont reçu une formation qui leur permet de répondre aux questions les plus courantes des consommateurs et d'encaisser les règlements en euros par chèque et carte bancaire », affirme Carrefour.

« Ce sera au consommateur de fixer le rythme »

Tous sont d'accord sur un point : il ne faut pas trop hâter le mouvement. « Ce sera au consommateur de fixer le rythme », dit-on chez Casino. « Le premier vrai test aura lieu l'été prochain, avec l'arrivée des touristes des pays de la zone euro, qui ne voudront plus s'embêter avec des problèmes de change et souhaiteront donc payer en euros », estime Michel-Edouard Leclerc. Les magasins frontaliers seront à cet égard de précieux indicateurs, dès janvier. « Nous avons déjà beaucoup de clients allemands », souligne-t-on chez Cora, une chaîne implantée essentiellement dans l'est de la France.

« Minimiser les coûts et ne pas brusquer le consommateur », explique M. Paillard, c'est la double obsession des distributeurs. Qu'est-ce qui est le plus attractif : une chemise à 195 francs, ou une chemise à 29,73 euros ? C'est l'une des « affaires Printemps » que le grand magasin du boulevard Haussmann à Paris, met en promotion, dès lundi 4 janvier, dans le cadre des soldes du début de l'année. Un test en grandeur réelle des nouveaux niveaux de prix. L'affichette sera rédigée en double monnaie, le prix en francs étant signalé en caractères à peine un peu plus gros qu'en euros.

Les commerçants ont conscience qu'ils ont un rôle pédagogique essentiel à jouer dans la conversion des esprits à la monnaie unique d'ici à 2002. « Pendant trois ans, le magasin deviendra pour chaque consommateur un lieu d'apprentissage privilégié », observe-t-on chez Leclerc.

C'est d'ailleurs ce qui ressort du baromètre Louis Harris, commandé par Promodès (enseignes Continent, Champion, Shopi...), selon lequel « 78 % des Européens – et 85 % des Français – comptent sur l'action des distributeurs pour les aider à se préparer au passage à l'euro ».

Même si le même baromètre ré-

taires, qui feront la tournée des supermarchés pour informer et former les clients, à l'aide de bornes interactives et de deux formateurs par camion. Un journal trimestriel sera tiré à 12 millions d'exemplaires, sous le titre 300 Millions d'euroconsommateurs.

Promodès, « le plus européen des

Les jeunes sont eurosceptiques

Les jeunes n'apparaissent pas pour l'instant comme les grands détracteurs de l'euro. Selon un sondage exclusif CSA/Phosphore (Groupe Bayard), réalisé du 18 au 22 septembre 1998, auprès d'un échantillon national représentatif de jeunes âgés de 15 à 25 ans et dont les résultats sont publiés dans le numéro de janvier de Phosphore, 25 % des 15-25 ans interrogés sont inquiets face à la création de la monnaie unique et à la disparition du franc. Et 19 % sont sceptiques ! 53 % d'entre eux pensent qu'il leur sera difficile d'utiliser l'euro dans leur vie quotidienne. Enfin, seulement 7 % des jeunes se sentent européens, alors que 28 % d'entre eux se sentent citoyens du monde et que 10 % d'entre eux s'assimilent à leur quartier ou à la résidence où ils vivent !

vélaient, en novembre, que « 73 % des Français déclarent se sentir suffisamment informés » (soit 26 % de plus qu'en avril 1998), chaque distributeur rivalise d'imagination pour être le plus « pédago » possible. Intermarché lancera sur les routes de France cinq camions semi-remorques, baptisés Euromousque-

distributeurs français », grâce à ses implantations en Belgique, en Italie, en Espagne, au Portugal, s'est associé à La Poste et à Nestlé France pour créer le Club des partenaires de l'euro en classe, une opération de sensibilisation menée auprès des 37 000 élèves de CM2 de France, qui se verront distribuer gratuitement, à

partir de janvier, un jeu pédagogique. Partenaire du concours européen du jeune consommateur, lancé par la Commission de Bruxelles en novembre 1998 à l'adresse des 10-14 ans, Carrefour a axé sa campagne de passage à la monnaie européenne sur le thème « Ensemble apprenons l'Europe ! ». « Notre démarche consiste à apprendre l'euro comme une langue étrangère, donc de manière progressive et principalement à partir de réalisations concrètes », explique Joël Saveuse, le directeur général de Carrefour France.

Des « réalisations concrètes » autour du thème de l'euro, Michel-Edouard Leclerc affirme que son groupement en a plein ses cartons : « Nous allons lancer quelques promotions en euros dès les premières semaines de 1999 », laisse-t-il entendre sans vouloir dévoiler ses batteries. En cherchant à obtenir de leurs fournisseurs les prix les plus bas pratiqués en Europe, Leclerc et d'autres trouveront matière à ranimer la guerre des prix. A peine né, l'euro s'annonce déjà, pour les commerçants, comme un outil essentiel de marketing et de fidélisation de la clientèle. Ses géniteurs ne pouvaient espérer meilleure consécration.

Pascal Galinier

Du retard dans les paiements par carte bancaire

Les fabricants de terminaux de paiement électronique (TPE) par carte bancaire se frottent les mains. 600 000 TPE sont actuellement en service en France, dont 100 000 dans la grande distribution et 500 000 chez les commerçants indépendants. La moitié de ces derniers seraient obsolètes et devront faire l'objet d'un remplacement d'ici à 2002. A environ 3 000 francs la pièce, c'est un marché de 750 millions pour les industriels. Les autres TPE sont assez modernes pour accepter une modification immédiate, transitoire ou définitive.

Problème : le nouveau cahier des charges élaboré par le GIE Carte bancaire et les industriels pour le passage à l'euro, qui intègre en même temps le passage de l'an 2000, n'a été définitivement adopté qu'en novembre 1998. Un délai insuffisant pour permettre à tous les commerçants de l'adopter dès le 4 janvier. D'où une certaine mauvaise humeur chez certains distributeurs, comme Leclerc contraint de louer des terminaux portables pour certains de ses magasins.

Deuxième étage de la fusée : l'étiquetage en double monnaie des produits et des rayons, qui demandera de quelques jours à plusieurs mois, selon les enseignes, les magasins, les rayons ou les types de produits. Auchan affirme que « environ la moitié des références afficheront les prix en euros et en francs à la fin janvier ». Tandis qu'à Carrefour, « le double étiquetage sur les gondoles débutera dans les magasins en février 1999. En ce qui concerne les carburants, des panneaux seront installés en mars 1999 à l'entrée de chaque station-service, mentionnant les deux prix ». Intermarché se donne jusqu'à la fin du premier trimestre pour afficher les prix en francs et en euros

à essence, de balances de pesage, de caisses doivent être converties à l'euro, puis revérifiées par les services officiels de métrologie –, s'ajoutent des considérations de coût. Une étude de Gemini Consulting, réalisée au premier semestre auprès de 130 distributeurs européens, estimait que le coût global du basculement coûterait de 0,5 % à 2 % du chiffre d'affaires des enseignes. « Pour convertir 30 000 articles, soit en moyenne la moitié d'un magasin, il faut environ 500 heures de travail », estime M. Paillard.

La formation des salariés est cruciale. Auchan estime qu'elle absorbera la plus grosse partie des 200 millions de francs budgétés glo-

Au marché Victor-Hugo de Toulouse, l'euro joue les fantômes

TOULOUSE

de notre correspondant régional

La truffe du Quercy et le foie gras du Gers ne sont pas cotés ! Pas plus que le cochon noir gascon, les marrons confits à l'aveyronnaise, la palombe fraîche ou la popine d'aiguillette d'oie ! Dans ce grandiose monument de la gastronomie qu'est le marché Victor-Hugo de Toulouse – le plus grand du Sud-Ouest, 98 commerçants, rien que du frais, du gras et du goûteux, chiffre d'affaires inconnu – l'euro joue les fantômes. Pas le moindre double étiquetage, en francs et en monnaie européenne, ni un seul ticket de caisse donnant l'équivalence des prix. Payer dès lundi sa saucisse ou son magret en euros avec un chèque ou la Carte bleue ? « Vous n'y pensez pas, on n'est pas prêts. Et puis, qu'on ne nous embête pas avec ça, c'est une affaire entre banquiers », répondent en chœur bouchers, charcutiers, poissonniers et fromagers. Pour l'instant, en pleines festivités de fin d'année, les préoccupations sont ailleurs. Les tiroirs-caisses se remplissent de la seule valeur qui compte : les bons francs sonnants et trébuchants.

« Au vin qui chante », Jacques n'est pas en état d'imaginer qu'on lui propose d'acheter ses côtes-de-buzet ou son madiran autrement que « comme toujours ». Il ne « refusera pas » l'euro, car « c'est quand même de l'argent », mais, apparemment, il n'y a pas le feu. A la triperie Gilles Sudre, Madame tente de se rassurer : « Les gens pensent que ça va être la panique », mais elle se dit qu'« il faudra bien s'adapter » et qu'elle, pas bête, « elle convertira en francs dans sa tête ». Chez André Massat, où les poulets et les canes du Gers alignent leur chair rose et lisse « depuis cinq générations en ligne directe », on a même la mine bougonne : « Il va falloir avoir deux

caisses, tout ça va compliquer nos relations avec le client, c'est le b... »

Personne parmi les locataires de ces étals dont la transmission se négocie plusieurs centaines de milliers de francs n'a encore ouvert un compte en euros dans sa banque. Personne n'a modifié sa caisse enregistreuse, sa balance ou sa machine à carte – « ça va encore nous coûter dans les 2 000 balles », maugrée Myriam, la vendeuse de légumes. Au fil des comptoirs réfrigérés, on se dit « résigné ». « C'est pas de gaieté de cœur, mais c'est la force des choses », répète-t-on entre deux haussements d'épaules. Alors oui, on changera les étiquettes, on adaptera les balances, on mettra de nouveaux logiciels aux terminaux de paiement électronique. Quand ? Bientôt...

Jude Fantini, le président des commerçants de la halle Victor-Hugo, boucher de son état, a pris les choses en main. « Il faut savoir se remettre en question. On est des vaillants, ici. » Il a installé un stand d'information – complètement désert –, et, le 30 janvier, il fera venir le trésorier-général payeur « en personne », qui distribuera « gratuitement » à chacun des 98 commerçants une petite calculette. « Avec de la documentation », précise-t-il.

En face du marché, le bistrot J'go, le dernier restaurant à la mode – depuis que Lionel Jospin, premier ministre et conseiller général de la Haute-Garonne, aime à s'y rendre certains vendredis soir avec quelques amis –, est, en revanche, prêt. Contre un verre de colombe ou un agneau rôti du Lot, la caisse vous rend un ticket parfaitement « euro-correct ». Et, à partir de lundi, les chèques libellés en monnaie européenne seront les bienvenus.

Jean-Paul Besset

Des clients britanniques un peu perdus à Calais

CALAIS

de notre envoyé spécial
« Avec le franc, c'était facile : je disais par dix et j'ajoutais 10 %. Avec l'euro, je vais devoir trouver une autre

REPORTAGE

Venus faire leurs courses en France, les Anglais sont partagés face à l'utilisation de l'euro

formule de conversion », déclare, perplexe, cette Anglaise originaire du Buckinghamshire devant un chenin à 20,49 francs. « Ça fait 2,70 livres. C'est donné », dit-elle en déposant douze bouteilles du « pinard » blanc dans son chariot croulant sous le poids des caisses de vin bon marché. A l'instar de millions de Britanniques, elle vient plusieurs fois par an faire le plein d'alcool à l'Euro-Cité de Calais, niché à quelques encablures de la sortie du tunnel sous la Manche. « L'avènement de l'euro ? C'est un saut dans l'inconnu. Blair a eu raison d'attendre. Il est prudent de voir comment cela va se passer », affirme-t-elle en se dirigeant vers la caisse du Tesco-Vins Plus. Avant sa prochaine visite au printemps, cette assistante en marketing vérifiera le taux euro-sterling dans le Daily Express ou sur le télétexte de la BBC.

Comme la plupart des grands magasins britanniques, le groupe Tesco a installé à Calais un centre de vins

et spiritueux fréquenté quasi exclusivement par les navetteurs anglais. En raison d'accises moins élevées en France, les prix sont entre 30 et 50 % moins chers, même en tenant compte du coût minimal de la traversée en Shuttle ou en ferry pour la journée. La borne de prix à l'entrée du Tesco devait servir de terrain d'essai pour les prix en euros, mais l'ordinateur de la grande surface, en ce jour historique, est tombé en panne. Est-ce pour ne pas effaroucher la clientèle du centre commercial à 90 % britannique que les signes « euros » sont totalement absents ? Il y a certes une affiche du Crédit lyonnais, « en euro ou en franc, l'important c'est votre argent », toutefois barrée d'un « sorry no cash » (pas de liquide) écrit à la main.

A l'hypermarché Carrefour, trois copines venues ensemble de Lincoln, dans le nord de l'Angleterre, semblent perdues devant le vaste rayon de fromage. Rien, pas même plusieurs variétés de cheddar, ne manque à l'étalage. « Nous sommes pour l'euro. Ce serait tellement plus facile si, dès le départ, la Grande-Bretagne avait adhéré. Finis les tracas de la conversion. Les commissions bancaires, c'est du vol », déclare l'une d'elles, professeur à la retraite. Son amie, assistante sociale, insiste toutefois pour souligner que changer de l'argent fait partie du plaisir de partir en vacances. Attablé au café Grand-Place, un électricien de Folkestone,

flanqué de sa femme et de ses quatre enfants, regrette de ne pas être suffisamment informé sur l'euro. « Le Sun, que j'achète tous les matins, s'intéresse à d'autres choses », lance-t-il, en rigolant, les yeux rivés sur la page 3 du tabloïd avec sa fameuse photo de jolie fille dévêtue. « Pour être franc, je n'y ai pas réfléchi. En fin de compte, le gouvernement décidera sans me demander mon avis. Cela dit, on est habitués au sterling avec la reine. La tradition, c'est important, mon gars. »

Dans le Shuttle, une hôtelière qui a réapprovisionné le bar de sa pension de famille de Brighton, explique comment elle a ouvert un compte en euros auprès de sa banque. Elle y déposera les paiements en euros par carte de crédit et travellers-chèques de ses clients du continent : « Une fois par mois, je changerai le solde euros en sterling. Contrairement à mon banquier, qui a tout fait pour me dissuader, je crois que la livre sera stable par rapport à l'euro », indique cette représentante typique de la classe montante des petits entrepreneurs favorables à l'Union monétaire.

Sur l'embranchement de la M 20 reliant le Channel tunnel à Londres, la Barclays Bank a érigé un énorme panneau publicitaire dont le slogan, écrit en lettres bleues, apparaît plutôt incongru à la lumière de l'exemption britannique : « The Single European Currency ».

Marc Roche

La naissance de l'euro couronne une année de tous les dangers

Malgré les crises qui ont secoué les marchés financiers internationaux, les Européens ont gagné leur pari de lancer la monnaie unique en temps et en heure. Pour ses premières cotations officielles, l'euro a gagné du terrain face au dollar

L'euro est officiellement né, vendredi 1^{er} janvier, à 0 heure. La préparation de cette révolution monétaire a dominé 1998 sur le marché des changes. Les craintes d'un complot des spéculateurs anglo-saxons ne se sont pas

vérifiées. Au contraire, jamais le marché des devises européennes n'avait connu une année aussi calme. Il est vrai que les dirigeants européens avaient, par précaution, pris soin d'annoncer aux opérateurs que les cours pi-

vots à l'intérieur du système monétaire européen serviraient de référence à l'établissement des futures parités bilatérales de conversion. Cette stabilité a contrasté avec les violents mouvements observés sur les

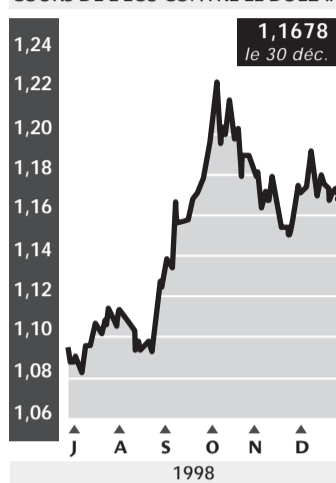
marchés obligataires. Rendus inquiets par les crises financières, les investisseurs ont acheté en masse des emprunts d'Etat américains et européens et ont fait chuter leurs rendements à des niveaux historiquement bas.

L'ANNÉE 1999 a commencé avec l'annonce historique des parités officielles de l'euro avec les onze devises de l'Euroland. De manière irrévocable, le cours de la monnaie unique a été fixé à 1,95583 deutschemark et 6,55957 francs français. Jeudi après-midi 31 décembre, sur les marchés de changes de Londres et de New York, l'euro a commencé sa vie officielle - il n'est né légalement et n'a remplacé l'écu que le 1^{er} janvier à 0 heure - en s'appréciant face au dollar. Au moment de l'annonce des parités, vers 13 heures, un euro cotait 1,1685 dollar. A la clôture de New York, jeudi soir, il s'inscrivait à 1,1737 dollar.

Une première victoire pour une monnaie unique qui a réussi, en 1998, à surmonter tous les obstacles et vaincre tous les dangers. Nombreux étaient ceux qui redoutaient un complot des spéculateurs anglo-saxons destiné à faire capoter le projet d'Union monétaire. Rien de tel ne s'est passé. Au contraire. Jamais le marché des changes européen n'a connu d'année plus calme. Les seuls événements ont été, à l'intérieur du système monétaire européen (SME), la réévaluation de 3 % de la livre irlandaise et l'entrée de la drachme grecque à la mi-mars. Ni le psychodrame de Bruxelles, début mai, lors de la désignation de Wim Duisenberg à la présidence de la Banque centrale européenne (BCE), ni la crise boursière de l'été,

Une évolution incertaine

COURS DE L'ÉCU CONTRE LE DOLLAR



Au 1^{er} janvier 1999, l'écu a été remplacé par l'euro, monnaie commune aux onze pays de l'Euroland au taux de 1 pour 1.

pas plus que la chute du gouvernement italien de Romano Prodi, à l'automne, n'ont provoqué la moindre turbulence. Dès le 2 mai, les dirigeants européens avaient pris soin d'annoncer officiellement que les cours pivots du SME serviraient pour établir les futures parités bilatérales de conversion.

Cette référence n'allait pourtant pas de soi, en raison des écarts de compétitivité existant entre les on-

ze pays de l'Euroland. Un réajustement des parités avant le 1^{er} janvier 1999, selon de nombreux experts, aurait permis de transférer une partie de la croissance des pays au bord de la surchauffe (Finlande, Pays-Bas, Espagne et Irlande) vers ceux qui n'en ont pas assez. Le principal problème concernait le deutschemark. La logique économique aurait voulu que la devise allemande soit dévaluée, mais cette solution était politiquement inenvisageable en raison d'une opinion publique allemande très réservée sur l'euro.

Le débat s'est ensuite déplacé sur le terrain de la valeur de l'euro. Aux craintes qui prévalaient, au printemps, d'un euro faible ont succédé, à partir de l'automne, celles d'un euro surévalué, craintes liées à l'éventualité d'un afflux de capitaux étrangers dans l'Euroland. L'euro pourrait notamment rapidement concurrencer le billet vert en tant que monnaie de réserve : les avoirs de changes des banques centrales sont actuellement constitués à hauteur de 61 % en dollars, contre 14 % seulement en deutschemarks.

Si le marché des devises européennes a été calme, il n'en n'a pas été de même du marché des taux d'intérêt. Personne n'avait imaginé, en début d'année, le scénario qui s'est déroulé. Aucun expert n'avait deviné que le rendement de l'emprunt d'Etat américain à trente ans

tomberait sous la barre des 5 %, jusqu'à atteindre 4,71 % au début du mois d'octobre, un plancher historique. De la même façon, aucun analyste n'avait prévu que le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) français à dix ans descen-

drait sous le seuil des 4 %, là encore un record. Début janvier, les investisseurs pariaient en majorité sur une hausse des taux d'intérêt, compte tenu de la croissance économique soutenue observée alors dans les pays occidentaux. Mais ces anticipations ont été balayées par la crise financière. Confrontés à la dégradation rapide des économies asiatiques, au chaos financier en Russie,

Un programme de financement de 80 milliards d'euros

Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a arrêté, jeudi 31 décembre, le programme indicatif de financement de l'Etat pour 1999. Il porte sur un montant de 80 milliards d'euros (524,76 milliards de francs) réparti entre 45 milliards d'euros d'obligations assimilables du Trésor (OAT) et 35 milliards d'euros de bons du Trésor à taux annuel normalisé (BTAN). Les besoins de l'Etat baisseront de 11 milliards d'euros par rapport à 1998, grâce notamment à la réduction du déficit budgétaire (ramené à 36,07 milliards d'euros contre 39,30 milliards) et surtout à la baisse du montant de l'amortissement de la dette à moyen terme (26,65 milliards contre 40,19 milliards).

La vente d'OAT aux particuliers de toute la zone euro sera étendue aux OAT indexées sur l'inflation. La préoccupation majeure du gouvernement français est que ses emprunts servent de référence sur la courbe des taux de l'Euroland.

américains et européens, considérés comme des placements extrêmement sûrs. D'une violence sans précédent, ce mouvement, qualifié de « flight to quality » (fuite vers la qualité), s'est traduit par une baisse spectaculaire des taux à long terme.

Au Japon, au contraire, en raison des craintes d'une offre surabondante d'emprunts, c'est une véritable krach obligataire qui s'est produit, fin décembre, avec une remontée des rendements au-dessus de 2 % (contre 0,6 % mi-octobre). Les banques centrales se sont elles aussi inquiétées des risques de pénurie de crédit et de déflagration du système financier mondial. La Réserve fédérale américaine (Fed) a été la première à agir, dès la fin du mois de septembre, en abaissant son taux directeur. Elle a renouvelé cette opération à deux reprises dans le mois et demi qui a suivi, ramenant au total le niveau des fonds fédéraux de 5,50 % à 4,75 %.

Avec un léger décalage sur la Fed, les banques centrales de la zone euro ont elles aussi, début décembre, tiré les conséquences du ralentissement économique observé sur le Vieux Continent. Elles ont choisi d'assouplir leur politique monétaire, en ramenant leur taux directeur à 3 %, niveau qui a servi de base de départ pour la BCE. Faut-il s'attendre, en 1999, aux Etats-Unis et en Europe, à de nouveaux gestes de détente monétaire et à de nouvelles baisses des rendements obligataires ? La réponse à cette question dépendra de l'évolution des forces déflationnistes actuellement à l'œuvre dans le monde. Si elles venaient à s'intensifier, les taux d'intérêt, qu'ils soient à court ou à long terme, pourraient bien alors tomber à de nouveaux planchers historiques.

Pour 1999, les perspectives paraissent bouchées. Le Japon s'enfonce dans la récession, ses voisins du Sud-Est font le dos rond sous la tempête. En Chine pèse toujours l'incertitude d'une éventuelle dévaluation du yuan. L'horizon occidental est éclairé de couleurs à peine plus joyeuses. La croissance aux Etats-Unis risque d'être moins soutenue, et, en Europe, les pays devront, à l'Est, éviter de sombrer dans le sillage de la Russie et, à l'Ouest, digérer la mise en place de l'euro. Cet ensemble d'éléments pèsera sur les prix, mais, à terme, les restructurations entreprises devraient consolider les économies. Comme les autres métaux, le zinc devra faire preuve de patience et de ténacité.

Les banques centrales de la zone euro ont bien fondu. De presque 490 000 tonnes il y a un an, elles ont été ramenées à 316 225 tonnes. Voilà qui semble de bon augure, diront les optimistes rêvant à une hausse de la demande. En réalité, celle-ci a fortement reculé dans le courant de l'année et les pays asiatiques ont puisé, comme on le fait toujours en cas de crise, dans le bas de laine que constituent les stocks du LME.

Pour 1999, les perspectives paraissent bouchées. Le Japon s'enfonce dans la récession, ses voisins du Sud-Est font le dos rond sous la tempête. En Chine pèse toujours l'incertitude d'une éventuelle dévaluation du yuan. L'horizon occidental est éclairé de couleurs à peine plus joyeuses. La croissance aux Etats-Unis risque d'être moins soutenue, et, en Europe, les pays devront, à l'Est, éviter de sombrer dans le sillage de la Russie et, à l'Ouest, digérer la mise en place de l'euro. Cet ensemble d'éléments pèsera sur les prix, mais, à terme, les restructurations entreprises devraient consolider les économies. Comme les autres métaux, le zinc devra faire preuve de patience et de ténacité.

Pierre-Antoine Delhommais et Enguérand Renault

Christophe Vetter

Carole Petit

Marché international des capitaux : des bouleversements en vue

L'ARRIVÉE de l'euro transforme le marché international des capitaux dans son ensemble. La standardisation, si longtemps voulue par les principaux intermédiaires financiers, est enfin rendue possible par l'établissement d'un grand compartiment européen capable de rivaliser avec celui des Etats-Unis. De fait, la plupart des usages américains sont en train de s'imposer partout, faisant fi des particularismes locaux, même si ceux-ci se justifient d'un point de vue technique. Tout cela promet une année nouvelle où les bouleversements seront nombreux non seulement à l'intérieur, mais également à l'extérieur de l'Europe de la monnaie commune.

Ainsi la Banque européenne d'investissement, qui donne souvent le ton, vient de rompre avec une longue tradition de discrétion : elle a annoncé, la semaine de Noël, qu'elle allait emprunter en janvier un montant d'1 milliard de francs suisses. C'est la première fois qu'un émetteur à la recherche d'un montant élevé dans cette monnaie dévoile son plan aussi longtemps à l'avance. Dans d'autres devises, en dollars notamment, cela se fait couramment. Le débiteur agit alors soit par préférence envers les investisseurs, soit pour avertir ses concurrents qu'il serait sage de lui céder la place (les emprunteurs qui se présentent simultanément dans un compartiment donné se disputent la faveur des mêmes souscripteurs). En francs suisses, la discrétion est normalement de mise pour une raison simple, qui tient au faible degré de liquidité du marché helvétique.

D'une manière générale, lorsqu'elles savent à temps qu'un emprunteur va se lancer, les banques qui veulent jouer un rôle dans l'affaire

ont tendance à s'assurer contre le risque qu'elles vont prendre. Ce risque est celui d'une éventuelle difficulté à revendre immédiatement, le jour où il sortira, leurs parts dans l'emprunt à venir. Un délai trop long peut conduire à des pertes ou des manques à gagner. Les rendements peuvent rapidement monter ; ou bien encore la rémunération supplémentaire doit donner à acquitter la plupart des emprunteurs en plus des fonds d'Etat peut augmenter. Diverses possibilités de s'assurer, plus ou moins efficaces, existent. Sans entrer dans des détails techniques, disons qu'il est d'autant plus facile d'obtenir une assez bonne protection que les instruments de couverture (il peut s'agir de fonds d'Etat) sont liquides, ce qui signifie qu'ils sont aisément négociables même lorsque les échanges portent sur des montants importants.

PRESTIGE

En dollars (et bientôt en euros), les transactions de couverture liées à un futur emprunt n'ont guère d'influence sur le niveau général des taux. En francs suisses, au contraire, elles peuvent faire monter le niveau de l'intérêt, et donc, en fin de compte, alourdir la charge de l'emprunteur qui aura annoncé son projet trop tôt. On peut d'ailleurs illustrer la situation du marché suisse d'une seule comparaison : le milliard que la Banque européenne d'investissement veut se procurer en janvier est à mettre en relation avec les 7 milliards de francs seulement que la Confédération helvétique entend emprunter en diverses étapes tout au long de l'année. L'opération de longue durée, quinze ans vrai-

semblablement, sera dirigée par Warburg Dillon Read, qui fait partie du groupe UBS. Le débiteur conservera les produits de son emprunt en francs suisses.

Aucun autre emprunteur n'aurait pu se permettre d'agir de la sorte. La Banque européenne d'investissement a peu à craindre, car son prestige est grand. Elle n'a, par ailleurs, pas émis en Suisse depuis longtemps et bien des investisseurs souhaitent que sa signature soit représentée dans leur portefeuille. Pour l'heure, aucun autre candidat potentiel ne s'est aventuré à suivre son exemple. On parle beaucoup de l'Espagne, du Portugal, de la Suède et du Danemark. Mais les responsables des services de la dette extérieure de ces pays n'ont rien confirmé. Ils pourraient bien préférer le dollar au franc suisse. Quoi qu'il en soit, les spécialistes attachent beaucoup d'importance aux projets étrangers de ces pays européens. Pourquoi ceux-ci ne se limiteraient-ils pas au marché de l'euro ? L'explication la plus souvent avancée est qu'ils veulent éviter de voir leurs rendements s'écarter de ceux de la France et de l'Allemagne qui vont servir de référence. Ces dernières années, les taux à long terme dans les différents pays d'Europe se sont beaucoup rapprochés. Maintenant que la dernière étape de l'Union économique et monétaire est atteinte, un mouvement inverse menace de se produire sous l'effet de la spéculation. Certains Etats, pour prévenir une telle évolution, ont donc avantage à raréfier leurs apparitions en euros afin de leur donner du prix aux yeux des investisseurs.

Paris a fait mieux que les autres grandes Bourses

SUR les marchés d'actions, les fins d'année ne sont pas propices à des volumes de transactions importants. Cette fois, outre les contraintes habituelles, les investisseurs internationaux ont attendu le basculement vers l'euro. Pour la plupart des intervenants, cette semaine, écourtée par le long week-end du nouvel an, a été mise à profit pour effectuer les dernières simulations et de la conversion du cours des valeurs mobilières en euros.

Après avoir gagné 1,8 % sur les trois séances de la semaine, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris entamera l'année 1999 au voisinage du seuil des 4 000 points, à 3 942,66 points. Le bilan des douze mois écoulés à Paris est en tout point remarquable. Sur l'année, les volumes d'échanges ont atteint le montant record de 3 290 milliards de francs, soit une moyenne quotidienne de 13,6 milliards de francs de titres. Surtout, en terminant sur un

gain de 31,47 % en 1998, l'indice CAC 40 a connu sa plus forte progression de la décennie. Mais le niveau de clôture reste nettement en deçà du record absolu établi le 17 juillet, à 4 388,48 points. Car, si le bilan reste très positif, l'année a été riche en rebondissements.

Au cours du premier semestre, le dynamisme de la croissance économique en France et dans l'ensemble des pays occidentaux avait littéralement dopé l'indice qui avait battu 49 records historiques jusqu'au 20 juillet. Mais l'aggravation de la crise en Asie, les difficultés en Russie et la dévaluation du rouble, au milieu du mois d'août, ont finalement atteint durement le CAC 40. La crainte d'une baisse des bénéfices a aussi affecté l'ensemble des valeurs françaises. Ainsi, le 17 septembre, l'annonce de perspectives de résultats décevants a fait chuter l'action Alcatel de 38,4 %. Et le 8 octobre, le CAC 40 a atteint son point le plus bas de l'année, sous le seuil

de 3 000 points. Grâce aux multiples rumeurs de restructurations, l'indice vedette de la Bourse parisienne a toutefois opéré alors un redressement spectaculaire, dans la foulée des autres places internationales. Le bond de l'action France Telecom (+100 %), première capitalisation boursière française, a largement contribué à la meilleure performance de Paris par rapport à ses rivales.

A la Bourse de Francfort, l'indice DAX a terminé l'année à 5 006,57 points, soit un gain de 18,5 % sur les douze derniers mois. Mais ce niveau reste très nettement inférieur au record historique de 6 186,09 points, atteint le 20 juillet. Si l'indice DAX a connu une progression comparable à celle du CAC 40 au cours des trois premiers trimestres, la reprise opérée au début du mois d'octobre a été moins vive outre-Rhin. Les perspectives économiques mitigées pour 1999 et la forte exposition de l'Allemagne

aux risques russes et sa dépendance aux exportations, ont continué à peser sur la tendance. En outre, les groupes qui ont pris part au mouvement de fusions ont connu des fortunes diverses. Si l'action Daimler-Chrysler a progressé de 24 % depuis son apparition sur le marché, au mois d'octobre, le titre Hoechst, qui a annoncé sa fusion avec Rhône-Poulenc, n'a gagné que 5 % sur l'année tandis que l'action Deutsche Bank, qui a acquis la banque américaine Bankers Trust, a cédé 25 % au cours des douze derniers mois.

TOKYO EN BAISSE

Au même titre que Francfort, la place de Londres n'aura pas profité pleinement du mouvement de reprise opérée au dernier trimestre. Avec un gain de 14,55 % sur l'année, la Bourse britannique progresse nettement moins qu'en 1997, lorsque l'indice FT 100 s'était apprécié de 28 %. Le ralentissement de la croissance en Grande-Bretagne a

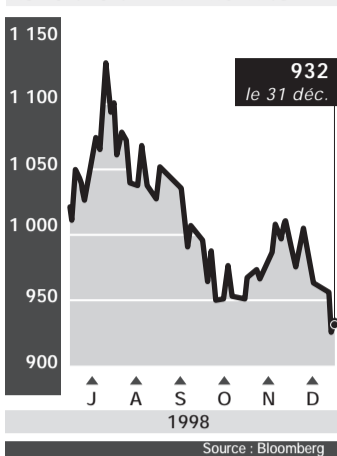
affecté les résultats des sociétés et la tourmente financière en Asie a plus particulièrement pénalisé les sociétés exportatrices. Les dernières séances de l'année ont été dominées par la stabilité de l'indice (+0,3 % sur la semaine), qui finit à 5 882,60 points.

L'indice Dow Jones de la Bourse de New York, quant à lui, a terminé l'année en hausse de 16,09 %, à 9 181,43 points. Surtout, l'indice a surmonté la crise de l'été pour atteindre en fin d'année un record historique à 9 374,27 points, le 23 novembre. Le sauvetage du fonds spéculatif LTCM par la Réserve fédérale ainsi que les trois baisses de taux destinées à éviter une propagation de la crise au Brésil ont contribué à redonner de l'optimisme aux opérateurs. De plus, le mouvement de fusions a littéralement dopé les cours de Bourse de nombreuses sociétés. A ce titre, l'événement de l'année a été incontestablement le rapprochement

MATIÈRES PREMIÈRES

Cours du zinc

COTÉ EN DOLLARS PAR TONNE AU LONDON METAL EXCHANGE



C'EST une descente aux enfers pour le zinc. Et rien n'indique que le ciel du London Metal Exchange s'éclaircira de sitôt. Les cours sont tombés à leur plus bas niveau depuis 1993. Les ventes massives - jusqu'à mille lots se sont échangés au cours d'une seule séance - ont eu raison des prix le 30 décembre. Mais les négociants ne s'étaient pas trompés, qui prévoient que les 937 dollars la tonne à trois mois (919,5 dollars au comptant) n'étaient pas encore au plancher. Le lendemain, pour la séance unique clôturant l'année, les cours étaient tombés à 933 dollars la tonne (915 dollars pour l'échéance janvier). Dans ce marché survendu régnait l'apathie et le désintérêt.

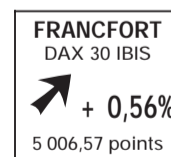
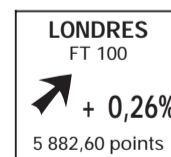
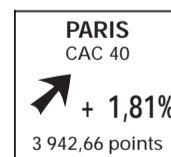
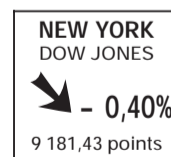
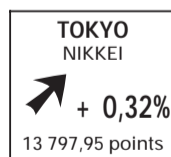
Un rapide coup d'œil sur janvier 1998 permettra de prendre la mesure de la pente descendue. Il y a un an, à 1 145 dollars la tonne pour le contrat de référence, les intervenants du marché se désolaient des mauvaises performances du métal : en septembre 1997 les prix s'affichaient à 1 490 dollars sur le LME... Les réserves officielles du LME ont bien fondu. De presque 490 000 tonnes il y a un an, elles ont été ramenées à 316 225 tonnes. Voilà qui semble de bon augure, diront les optimistes rêvant à une hausse de la demande. En réalité, celle-ci a fortement reculé dans le courant de l'année et les pays asiatiques ont puisé, comme on le fait toujours en cas de crise, dans le bas de laine que constituent les stocks du LME.

Pour 1999, les perspectives paraissent bouchées. Le Japon s'enfonce dans la récession, ses voisins du Sud-Est font le dos rond sous la tempête. En Chine pèse toujours l'incertitude d'une éventuelle dévaluation du yuan. L'horizon occidental est éclairé de couleurs à peine plus joyeuses. La croissance aux Etats-Unis risque d'être moins soutenue, et, en Europe, les pays devront, à l'Est, éviter de sombrer dans le sillage de la Russie et, à l'Ouest, digérer la mise en place de l'euro. Cet ensemble d'éléments pèsera sur les prix, mais, à terme, les restructurations entreprises devraient consolider les économies. Comme les autres métaux, le zinc devra faire preuve de patience et de ténacité.

Pour 1999, les perspectives paraissent bouchées. Le Japon s'enfonce dans la récession, ses voisins du Sud-Est font le dos rond sous la tempête. En Chine pèse toujours l'incertitude d'une éventuelle dévaluation du yuan. L'horizon occidental est éclairé de couleurs à peine plus joyeuses. La croissance aux Etats-Unis risque d'être moins soutenue, et, en Europe, les pays devront, à l'Est, éviter de sombrer dans le sillage de la Russie et, à l'Ouest, digérer la mise en place de l'euro. Cet ensemble d'éléments pèsera sur les prix, mais, à terme, les restructurations entreprises devraient consolider les économies. Comme les autres métaux, le zinc devra faire preuve de patience et de ténacité.

Pour 1999, les perspectives paraissent bouchées. Le Japon s'enfonce dans la récession, ses voisins du Sud-Est font le dos rond sous la tempête. En Chine pèse toujours l'incertitude d'une éventuelle dévaluation du yuan. L'horizon occidental est éclairé de couleurs à peine plus joyeuses. La croissance aux Etats-Unis risque d'être moins soutenue, et, en Europe, les pays devront, à l'Est, éviter de sombrer dans le sillage de la Russie et, à l'Ouest, digérer la mise en place de l'euro. Cet ensemble d'éléments pèsera sur les prix, mais, à terme, les restructurations entreprises devraient consolider les économies. Comme les autres métaux, le zinc devra faire preuve de patience et de ténacité.

Carole Petit



entre les géants pétroliers Mobil et Exxon. Cette année a également été marquée par l'envolée des valeurs liées à Internet, telles Intel (+60 %), IBM (+72 %), Microsoft (+115 %), Yahoo (+720 %) ou Amazon.com (+1 164 %).

De toutes les grandes places internationales, la Bourse de Tokyo (-9,28 % depuis le début de l'année) apparaît comme la principale perdante. La crise économique observée dans l'archipel n'a pas cessé de peser sur l'indice Nikkei, qui termine l'année à 13 842,17 points. Les difficultés rencontrées par les banques ont encore accru le pessimisme des investisseurs. Et le krach obligataire survenu en fin d'année, qui s'est traduit par une flambée des taux d'intérêt, a provoqué de nouvelles inquiétudes sur la solidité du système bancaire nippon et sur les possibilités de redressement rapide de l'économie japonaise.

Raphaël Kahane

SCIENCES Espace utile et espace futile se sont disputés la « une » de l'actualité ces derniers mois, au travers d'événements qui ouvrent de nouvelles perspectives pour 1999 et

les années à venir. ● **LES CONSTELLATIONS** de satellites de communication sont devenues une réalité, avec la mise en service de la première d'entre elles, Iridium.

● **ARIANE-5** a enfin pris son essor, et la bataille pour la conquête de nouveaux marchés est plus vive que jamais. ● **L'ASSEMBLAGE** des premiers éléments de la station

internationale a marqué l'ouverture du plus grand chantier orbital de l'Histoire. ● **MARS** est devenue une « nouvelle frontière » pour la France, qui a annoncé qu'elle parti-

ciperait à l'aventure en fournissant aux Etats-Unis un engin automatique capable de ramener sur Terre des échantillons de roches prélevés par des robots américains.

Nouvelle frontière pour l'industrie et le rêve dans l'espace

De l'aventure martienne à l'avènement des constellations de satellites qui mettent le monde entier à portée de téléphone, des débuts commerciaux d'Ariane-5 à l'ouverture du chantier orbital de la station internationale, les grands projets spatiaux deviennent réalité

ON EN PARLAIT depuis plusieurs années. Couvrant le globe terrestre d'un réseau de dizaines de satellites en orbite basse, les constellations devaient réaliser le vieux rêve des communicants : mettre tous les points de la Terre – de la face nord de l'Himalaya aux confins du Pacifique – à portée de téléphone portable. La première d'entre elles, Iridium (66 satellites), contrôlée par la firme américaine Motorola, est entrée en service commercial le 1^{er} novembre 1998. Et rien ne semble pouvoir entraver les projets qui vont lui emboîter le pas : Globalstar (48 satellites), dirigé par l'américain Loral, doit entrer en service fin 1999 ; en l'an 2000, ce sera au tour d'ICO (Inmarsat) d'ouvrir commercialement sa constellation de 10 satellites avant l'arrivée, au-delà de 2002, des sys-

trouvent en orbite d'attente, prêts à entrer immédiatement en fonction en cas de défaillance de l'un des 66 engins opérationnels. Motorola entend ainsi parer aux dangers spatiaux comme les pluies de météorites, mais aussi aux risques de saturation des programmes de lancement des fusées.

SEIZE NATIONS ASSOCIÉES

Cela n'a pas empêché de sérieux déboires dans le démarrage du service. Malgré une campagne publicitaire massive en octobre 1998, nombre de futurs clients du réseau se sont vus privés de téléphones portables, les deux fabricants des appareils (le japonais Kyocera et Motorola lui-même) ayant renoncé « des problèmes de logiciels ». Iridium a préféré privilégier le territoire américain, et les télé-



Lancée début janvier, la sonde américaine Mars Polar Lander doit déposer, en décembre, une station météo au pôle sud martien. Une mission de préparation au retour d'échantillons avec participation française en 2005.

tèmes visant les télécommunications multimédias (Teledesic et Skybridge).

Ainsi, en cinq ans, ce sont près de 400 satellites qui devraient être mis en orbite autour de la Terre, en dépit des doutes de certains experts quant à la fiabilité et à la viabilité économique de systèmes aussi complexes. Pour parer à toute éventualité, Iridium a multiplié les précautions. Depuis le dernier lancement, le 19 décembre 1998, douze satellites de secours se

phones ne seront pas disponibles en France – selon Motorola France – avant le 15 janvier, soit deux mois et demi après l'ouverture commerciale du service.

Cette attente est d'autant plus malvenue que la liberté de téléphoner du milieu des déserts ou des océans se paie cher. Portables bien que plus lourds que leurs « cousins » GSM, les téléphones qu'Iridium a tant de mal à fournir sont vendus 25 000 francs hors taxe. Il faut y ajouter le coût du service : 300 francs d'abonnement mensuel, plus 12 à 42 francs par minute de communication. Le téléphone planétaire restera donc, dans un premier temps, réservé à quelques privilégiés. Cela ne devrait pas gêner outre mesure les exploitants du système dans la mesure où sa capacité maximale ne dépasse pas les 3 millions d'utilisateurs. Avec cette audience, Motorola, principal acteur industriel (18,8 % du capital de la société Iridium LLC), estime pouvoir rentabiliser l'investissement de 5 milliards de dollars (environ 30 milliards de francs) réalisé dans la constellation.

Mais le rêve se moque des calculs de rentabilité, et c'est sans doute la NASA qui, à l'occasion de son quarantième anniversaire, aura le plus marqué les esprits. Maîtresse en communication, l'agence américaine place en tête des « histoires » (*top stories*) de sa rétrospective 1998 le retour de John Glenn dans l'espace, à bord de la navette Discovery lancée le 29 octobre. A soixante-dix-sept ans, le premier Américain en orbite effectuait là son deuxième vol, trente-six ans après ses trois tours de Terre effectués le 20 février 1962 dans l'habitacle exigu de Friendship-7.

John Glenn a obtenu ce nouveau ticket pour l'espace sous couvert d'une étude sur le vieillissement, en dépit des critiques des chercheurs qui jugeaient la mission scientifique précipitée et superficielle, voire carrément sans intérêt. Le vétérinaire cobaye a cependant parfaitement rempli son rôle, son étoffe de héros redonnant aux sé-



Après un échec et un demi-succès en 1996 et 1997, le lanceur lourd Ariane-5 décolle, le 21 octobre 1998, pour un vol parfait. Elle est désormais bonne pour le service commercial.

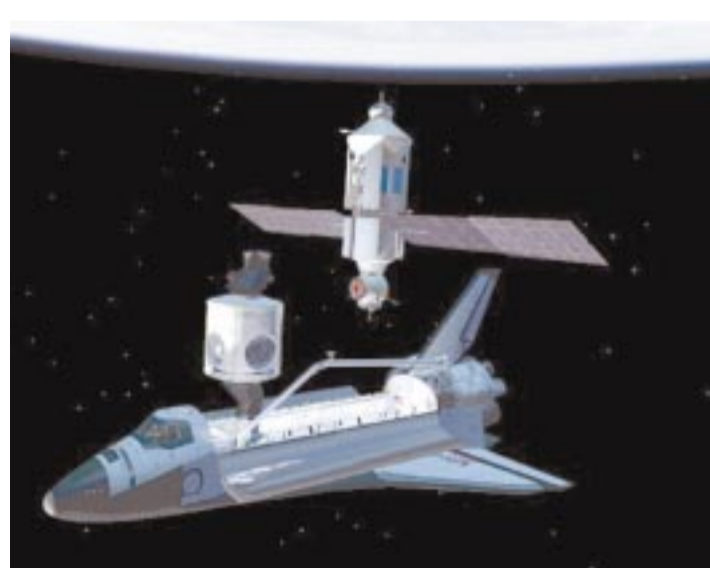
jours spatiaux un lustre terni par l'habitude et la routine.

L'exploit de John Glenn constituait, en effet, un formidable passage de relais pour le second événement de l'année au palmarès de la NASA, l'assemblage des premiers éléments de la station spatiale internationale (ISS). Proposé par les Etats-Unis, ce projet, à 100 milliards de dollars, associe seize nations et prévoit la mise sur orbite d'un Meccano spatial géant qui devrait être achevé en 2004. Il nécessitera plus de 45 vols d'engins spatiaux, emportant un à un les bidons et panneaux solaires constituant l'ISS, qu'il faudra assembler au cours d'innombrables sorties extravéhiculaires.

DE LA LUNE À MARS

Les deux premiers éléments, le module russe Zarya, lancé en novembre 1998 et auquel le nœud de connection Unity a été accouplé en décembre, attendent désormais d'être rejoint par le module de service russe, en juin ou juillet, qui doit permettre à cet embryon de station de rester en orbite.

Certains soulignent les dangers de ce projet pharaonique, sans précédent. D'autres, notamment au Congrès américain, s'inquiètent d'une dérive des coûts prévisible. D'autant que chez les Russes, qui doivent fournir des éléments vitaux de l'ISS, les fonds manquent cruellement. Doté de six laboratoires, l'ISS devrait permettre à des



Ouverture d'un grand chantier spatial : l'assemblage des premiers éléments de la station internationale, Zarya et Unity (dans la navette).

équipages de six à sept astronautes de mettre à profit l'apesanteur pour effectuer une foule de recherches en science des matériaux, en biologie, en physique, préparant, disent les plus optimistes, la prochaine étape de la conquête spatiale : le voyage vers Mars.

Mais de la Lune à Mars – dernière nouvelle frontière en date pour la NASA –, la différence de distance est colossale. Et personne ne voit raisonnablement le pre-

mier astronaute prendre pied sur la Planète rouge avant le milieu du siècle prochain – au plus tôt. En attendant, les Américains se contentent d'y envoyer deux sondes automatiques chaque année. Après le succès de Pathfinder et de son petit robot à l'été 1997, Mars Global Orbiter est parti, le 10 décembre 1998, pour une mission de cartographie en orbite. Elle doit être suivie, début janvier, par Mars Polar Lander, qui se posera près du pôle Sud de la planète

pour y étudier le climat. Vu de Paris, l'événement martien de l'année fut l'annonce, par le ministre de la recherche, Claude Allègre, le 30 novembre 1998, que la France prendrait part à l'épopée. Et pas pour un rôle de figurant. Le CNES se propose, en effet, de fabriquer l'orbiteur qui récupérera les échantillons de roches prélevés par des robots américains pour les ramener sur Terre, en 2008. L'ensemble devrait être lancé par une Ariane-5 en 2005. Les responsables du CNES discutent des derniers détails techniques avec leurs collègues de la NASA, avant la signature d'un accord, considéré comme « imminent » par le cabinet du ministre français. Les Américains sont ravis de voir la France participer à cette grande aventure. Ce renfort leur permet, en effet, d'économiser près de 30 % sur le budget de leur programme martien, soit quelque 4 milliards de francs (pour une mise de fonds française de 2,5 milliards de francs), tout en améliorant le retour scientifique de leurs missions.

« UN PEU COURTE EN JAMBES »

Mais, ce qui intéressait le plus les hommes de la NASA n'était pas l'orbiteur français – qu'ils sont parfaitement capables de réaliser seuls et très rapidement – mais sa monture, la fusée européenne Ariane-5, plus performante que les lanceurs dont ils disposeront en 2005. Ce lanceur lourd, que l'Europe a développé pour quelque 44 milliards de francs, venait précisément, le 21 octobre 1998, de réussir brillamment son examen de passage. Ce n'était pas gagné d'avance. Avant ce troisième tir, les défenseurs du programme pouvaient avec un minimum de mauvaise foi arguer d'un taux de succès de 50 % : un échec le 4 juin 1996 et un succès le 30 octobre 1997... Mais, à y bien regarder, le deuxième vol d'Ariane-5, même s'il était allé à son terme, n'avait rien d'un modèle. A cette occasion, la fusée avait surtout fait la preuve de sa solidité, durant un vol marqué par les vibrations et les coups de roulis.

Ariane-5 ayant fait cette fois un sans-faute, comme ses aînées les Ariane-4 – à la régularité et à la précision quasi ferroviaires –, la voici désormais déclarée bonne pour le service commercial. Plusieurs tirs devraient avoir lieu durant l'année, en complément de ceux confiés à Ariane-4 et déjà inscrits sur le manifeste de lancement de la société Arianespace.

Mais cela ne suffit pas. La toute nouvelle fusée européenne est encore « un peu courte en jambes » pour être en mesure de damer le pion efficacement à la concurrence des Américains, des Russes, des Américano-Russes, des Chinois et à plus long terme des Japonais et des Indiens. Ces perspectives ont conduit l'Europe à lancer dès maintenant des programmes d'amélioration des capacités d'Ariane-5 propres à faire passer sa charge utile de 5,9 tonnes en lancement double à 8 tonnes en 2002, 9 tonnes en 2003 et 11 tonnes en 2005. En lancement double – deux satellites à la fois –, Ariane-5 devrait ainsi tenir sa place. Il lui faut aussi conquérir le marché des constellations de satellites de télécommunications.

Coût de ces différentes opérations : un peu plus de 13 milliards de francs sur dix ans. Si tout se passe bien, les Etats membres de l'Agence spatiale européenne devraient voter ces crédits sans problème. En cas de difficultés, une petite aventure martienne réussie ne serait pas inutile pour convaincre les contribuables de l'intérêt du programme. L'espace « scientifico-épique », parfois considéré comme futile, peut être le meilleur allié de l'espace commercial utile...

Amélioration au sud

DIMANCHE, les perturbations atlantiques vont toucher de façon plus privilégiée les régions de la moitié nord. Au sud, l'anticyclone des Açores permet le retour d'un temps plus serein, avec notamment le retour d'un franc soleil en Méditerranée.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. La journée sera bien maussade, sous un ciel gris et souvent pluvieux. Le vent est également de la partie avec des rafales à 90 km/h sur les côtes. Il fera de 11 à 13 degrés.

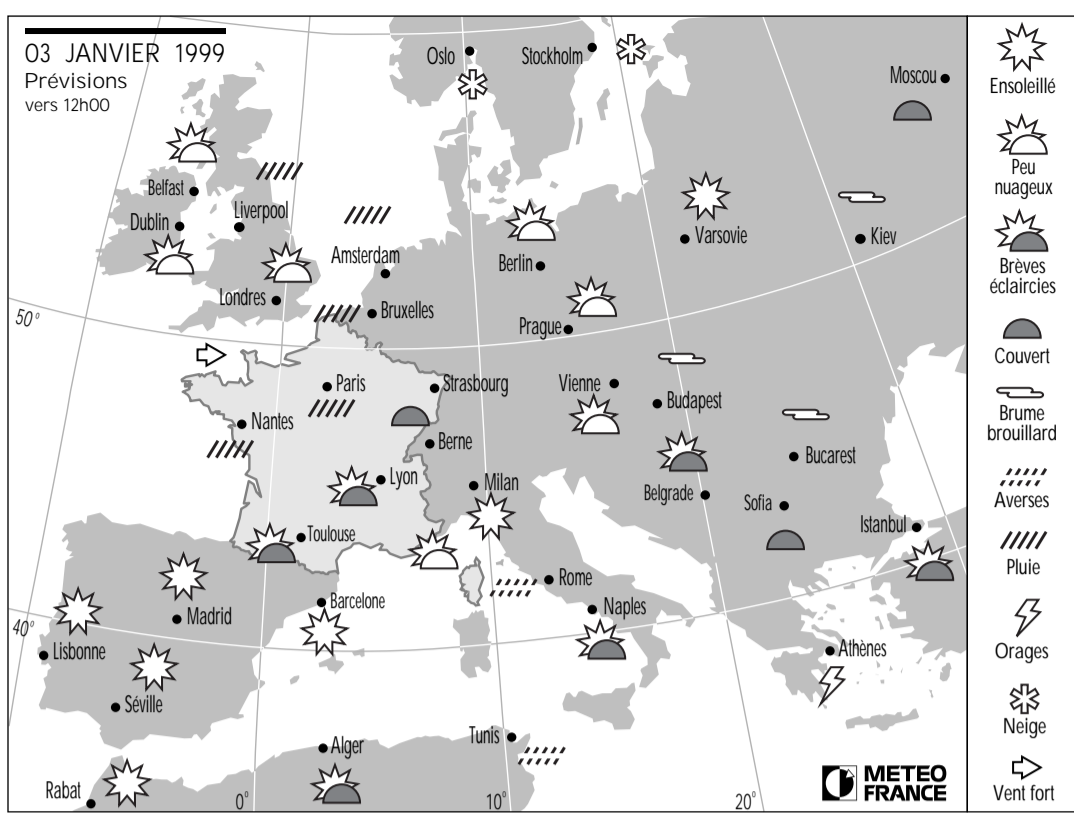
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Le ciel se couvrira rapidement en matinée avec un passage pluvieux à la mi-journée. L'après-midi, même si la pluie s'arrête, le temps reste nébuleux. Il fera 10 degrés, mais seulement 7 en Ardennes.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. La douceur malgré la grisaille va pouvoir dépasser la ligne bleue des Vosges et gagner l'Alsace avec un mercure entre 6 et 9 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Après une matinée en demi-teintes, partagée entre nuages et éclaircies, la situation se décale l'après-midi : le soleil prend une place prédominante dans le bassin aquitain alors que les nuées occupent les terres du Poitou. Il fait de 11 à 16 degrés du nord au sud.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le relief alpin reçoit un mince saupoudrage en début de matinée dès 1000 mètres. Ensuite, le ciel s'éclaircit et la journée s'annonce plutôt agréable, malgré le retour marqué des nuages l'après-midi dans le Limousin et le nord de l'Auvergne. Il fera de 7 à 10 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le soleil est enfin de retour. Un petit bémol pour la Corse où une averse est encore possible en matinée. Un vent d'ouest modéré souffle du Languedoc au sud de la Corse et les températures s'approchent des 15 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **HÔTELS.** Les hôtels Comfort, Quality et Clarion de la chaîne Choice Hotels France ont décidé de prolonger jusqu'au mercredi 31 mars leurs forfaits permettant la découverte des grands crus de l'Hexagone. De l'Alsace à l'Aquitaine en passant par la Bourgogne, la Touraine et l'Anjou, les sept établissements concernés (Strasbourg, Dijon, Beaune, Tours, Bordeaux, Angers) proposent un forfait de 3 jours et 2 nuits (de 542 à 1400 F par personne en demi-pension) incluant une visite de la ville et d'une cave locale. Renseignements au 0800-12-12-12.

■ **ÉTATS-UNIS.** Un numéro d'appel téléphonique gratuit a été mis en place par « Visit Florida » à l'intention des voyageurs étrangers. Confrontés à un problème urgent, il leur suffira de composer le 800-656-8777 pour trouver, 24 heures sur 24 et en 180 langues, l'aide recherchée.

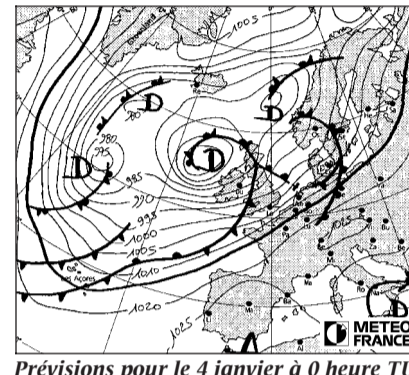
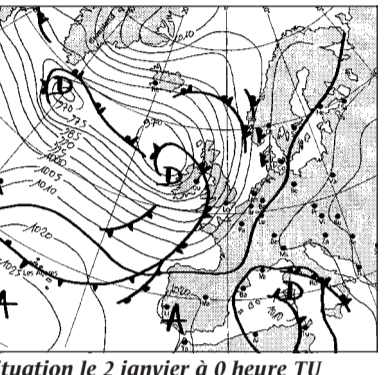
PRÉVISIONS POUR LE 03 JANVIER 1999

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole	NANCY	4/6 C	
AIACCI	6/14 N	NANTES	6/12 P
BIARRITZ	10/15 N	NICE	5/14 S
BORDEAUX	6/13 N	PARIS	4/10 P
BOURGES	4/9 C	PAU	3/14 N
BREST	6/12 P	PERPIGNAN	7/13 N
CAEN	6/10 P	RENNES	5/12 P
CHERBOURG	5/12 P	ST-ETIENNE	6/10 N
CLERMONT-F.	5/10 N	STRASBOURG	3/5 N
DIJON	4/8 C	TOULOUSE	7/12 N
GRENOBLE	-1/7 N	TOURS	4/9 P
LILLE	5/10 P	FRANCE outre-mer	
LIMOGES	4/8 N	CAYENNE	24/27 N
LYON	3/9 N	FORT-DE-FR.	24/28 S
MARSEILLE	7/13 S	NOUMEA	23/28 N

PAPEETE	24/28 P	KIEV	-5/-3 C	VENISE	4/7 P
POINTE-A-PIT.	24/29 S	LISBONNE	10/15 S	VIENNE	-5/2 N
ST-DENIS-RE.	23/29 N	LIVERPOOL	6/14 P	AMERIQUES	
EUROPE		LONDRES	5/14 N	BRASILIA	20/24 P
AMSTERDAM	5/8 P	LUXEMBOURG	2/6 N	BUENOS AIR.	12/28 N
ATHENES	12/15 P	MADRID	-1/9 S	CARACAS	21/29 N
BARCELONE	5/13 S	MILAN	5/9 S	CHICAGO	-13/-7 C
BELFAST	4/9 N	MOSCOW	-8/-5 C	LIMA	19/23 C
BELGRADE	-6/0 S	MUNICH	1/4 P	LOS ANGELES	11/16 C
BERLIN	1/6 N	NAPLES	10/14 S	MEXICO	8/19 S
BERNE	-1/4 C	OSLO	-3/1	MONTREAL	-17/-5
BRUXELLES	5/9 P	PALMA DE M.	6/14 S	NEW YORK	-5/8 P
BUCAREST	-11/1 C	PRAGUE	-2/4 N	SAN FRANCISCO	7/12 C
BUDAPEST	-6/-2 C	ROME	5/15 P	SANTIAGO/CHI	12/28 S
COPENHAGUE	3/4 P	SEVILLE	7/18 S	TORONTO	-9/-4
DUBLIN	4/9 N	SOFIA	-11/1 C	WASHINGTON	-1/13 P
FRANCFORT	3/7 C	ST-PETERSB.	-6/-3 C	AFRIQUE	
GENEVE	2/6 C	STOCKHOLM	1/3	ALGER	7/16 N
HELSINKI	-2/1 C	TENERIFE	12/16 S	DAKAR	20/24 N
ISTANBUL	7/11 N	VARSOVIE	-2/2 S	KINSHASA	21/29 P

LE CAIRE	12/23 S	MARRAKECH	10/21 S
NAIROBI	16/27 S	PRETORIA	20/29 S
RABAT	9/19 S	TUNIS	11/15 P
ASIE-OCEANIE		BANGKOK	23/30 S
BOMBAY	16/29 S	DIJAKARTA	26/28 P
DUBAI	15/21 S	HANOI	15/23 S
HONGKONG	12/19 S	JERUSALEM	12/21 S
NEW DEHLI	7/19 N	PEKIN	-4/7 S
SEOUL	-3/6 S	SINGAPOUR	24/27 P
SYDNEY	22/28 S	TOKYO	4/8 S



PRATIQUE

Dons de meubles ou de vêtements : se débarrasser sans embarrasser

A L'OCCASION d'un déménagement, lors d'un décès, ou après la vague des cadeaux de fin d'année et des soldes, on se retrouve encombrés par des objets dont on n'a plus l'usage, mais qui sont encore en bon état et pourraient être utiles à d'autres. On pense aussitôt aux œuvres charitables, mais, contrairement à ce qu'on pourrait croire, ce n'est pas toujours possible, ni facile.

« J'ai appelé le Secours populaire pour leur proposer un frigidaire en bon état. Rendez-vous a été pris pour un samedi. J'ai attendu toute la journée, personne n'est venu. La semaine suivante, une jeune femme seule s'est présentée. J'ai dû l'aider à transporter le frigidaire et à le charger dans la camionnette », raconte Anne, qui souffre du dos et jure qu'on ne l'y reprendra plus.

Chez Emmaüs, les donateurs ne reçoivent pas toujours le meilleur accueil. « Vieux meubles, vêtements, livres, bibelots, jouets, appareils ménagers, tout cela peut nous servir. Nous réparons et vendons tout ce qui peut être encore utile. Nous passerons les prendre gratuitement à votre domicile », annonce le prospectus. Pourtant, lorsqu'on téléphone en indiquant qu'on a une cave à vider, on est soumis à

un interrogatoire, ou bien on se voit proposer un rendez-vous préalable, « pour voir ». « On ne prend que ce qui est récupérable; si la majorité des objets est convenable, on enlève le tout; sinon, on décline l'offre », annonce l'interlocuteur.

Au siège d'Emmaüs, on indique qu'il y a une différence entre la région parisienne et la province. « En Ile-de-France les communautés sont plus vigilantes quant à la qualité des objets, car le transport coûte cher. Elles ne veulent pas se retrouver avec un tas de débris, des matelas tachés et troués, par exemple. Trop de gens confondent

Où s'adresser ?

- **Armée du salut** : 60, rue des Frères-Flavien, 75020 Paris ; tél. : 01-43-62-25-00.
- **Croix-Rouge française** : 1, place Henri-Dunant, 75384 Paris Cedex 08 ; tél. : 01-44-43-11-00.
- **Emmaüs** : 9 communautés sectorisées des arrondissements parisiens et des villes de banlieue. Le Plessis-Tréville : 01-45-76-10-79. Bougival : 01-39-69-12-41. Neuilly-sur-Marne : 01-43-00-05-52.

récupération et rebut. Nous enlevons parfois des déchets pour faire plaisir, mais nous n'avons pas pour vocation de nettoyer les caves. »

A l'Armée du salut, on prend également toute sorte d'objets, pour peu qu'ils soient utilisables : « Un pantalon dépourvu de fermeture éclair et de boutons ne servira à rien car nous n'avons pas le temps de la remettre en état. »

ASSOCIATIONS SPÉCIALISÉES

Seuls les meubles sont restaurés et revendus au profit de l'association. Les jouets sont donnés à des familles habitant des logements sociaux, les livres et CD-ROM

- **Secours populaire** : 11, rue Froissart, 75003 Paris ; tél. : 01-44-78-21-00.
- **Petits Frères des pauvres** : 72, avenue Parmentier, 75011 Paris ; tél. : 01-40-21-49-10. Pour les objets encombrants, s'adresser à l'association Neptune, 32, boulevard Paul-Vaillant-Couturier, 93100 Montreuil ; tél. : 01-48-51-54-62.
- **La Mie de pain** : 18-22, rue Charles-Fourier, 75013 Paris ; tél. : 01-45-89-43-11.

trouvent place dans les Bibliothèques Junior où est assuré un soutien scolaire.

D'autres associations sont plus spécialisées. Par exemple, parmi les 96 fédérations du Secours populaire, les unes prendront les meubles, les autres préféreront les livres, les jouets ou les vêtements. Il en va de même au Secours catholique, où les 106 délégations s'adaptent aux besoins locaux.

Ainsi, à Brioude (Haute-Loire), où la délégation dispose d'un grand local de 250 mètres carrés, appelé « Rafistol », elle collecte des meubles et du gros électro-

ménager qui seront remis en état.

« Seul le secteur du vêtement et du textile (draps, couvertures, linge de maison) est organisé, car c'est une tradition », explique-t-on au Secours catholique. Il en va de même à la Croix-Rouge, et dans de nombreuses autres associations : Secours populaire, Armée du salut, Emmaüs, Association des paralysés de France (APF).

Une polémique est née courant 1998, lorsqu'il fut dévoilé que des vêtements ainsi collectés étaient revendus dans des braderies ou à des soldeurs, et remis dans le circuit commercial. « Même si l'association possède des vestiaires où les vêtements sont distribués, une partie de la collecte est revendue », indique Antoine Crouan de la Croix-Rouge française.

ALLEMAGNE : DIX FOIS PLUS

En effet, les Français donnent 50 000 tonnes de vêtements par an (soit 1,5 kg par foyer), alors qu'en Allemagne ce chiffre est dix fois supérieur. « Le potentiel français est estimé à 13 kg par foyer, poursuit Antoine Crouan, mais bien souvent les gens ne savent pas où aller. Ils ignorent également qu'il est possible de recycler les surplus inutilisables dans les vestiaires,

pour faire des couvertures ou des revêtements de voitures. »

Pour faciliter le ramassage, certaines associations caritatives - dont la Croix-Rouge - font appel à des collecteurs industriels (Eurocollecte, Habib-Ecotex, Re-collect) ainsi qu'à l'entreprise d'insertion Le Relais. Ces sociétés mettent en place des conteneurs dans des lieux publics (parkings, grandes surfaces), et reversent aux associations une partie du produit du recyclage des vêtements usagés, soit 7 millions de francs en 1998.

Les associations qui n'utilisent pas ce système collectent à petite échelle pour une cible bien précise. Par exemple, la Mie de pain est preneuse de vêtements masculins exclusivement, incluant les sous-vêtements et les chaussures. Elle demande également des serviettes de toilette, des peignes, brosses, rasoirs, du savon et du dentifrice, ainsi que du café et du sucre, car elle en distribue des tonnes dans la salle de jour ouverte toute l'année. Il existe des dizaines d'associations, à chacun de trouver celle avec laquelle il se sent le plus d'affinités.

Michaëla Bobasch

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99003
SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										
XI										

HORIZONTALEMENT
I. Porteurs de feu. - II. Font moins de dégâts que les pèlerins. Attrapé à la tête. - III. Possessif inversé. Des fuites qui posent problème aux parents. - IV. Manifestation enfantine. Monte aux beaux jours. Une fois de plus. - V. Parcours semé de pièges. Vivait avec ses huit copines au Parnasse. - VI. Sauva les pénates et s'enfuit. Opération boursière. - VII. Comme l'année prochaine. - VIII. Conviendra. Audessus dans la prise. - IX. Passe par Strasbourg. Doublé pour communiquer. - X. Ingénues. Fait le tour. - XI. Sérieuse mise en doute.

VERTICALEMENT
1. Embarqués dans une aventure à risques. - 2. Fléau pour faire l'équilibre. Nappe en surface. - 3. Parlé dans le Sud. Apode, aveugle et fousseur. - 4. Règle les problèmes et les dépenses

à la Chambre. Dans un vide-poches. - 5. S'accroche aux vieilles branches. S'accroche sur la tige. - 6. Passera à la vapeur. Lis n'importe comment. - 7. Fait vinaigre. A un penchant. - 8. Se lance. Pour faire le point. Pour faire le tour. - 9. Logements pour célibataires. - 10. Témoins des confidences sur l'oreiller. Mal armé. - 11. L'art du trait et de la coupe dans le bâtiment.

SOLUTION DU N° 99002

HORIZONTALEMENT
I. Trois-quarts. - II. Recteur. Epi. - III. On. Iliens. - IV. Moins. Totem. - V. Pure. Ormano. - VI. Evertuer. Cl. - VII. Le. Air. Eteo (ôtée). - VIII. Oasis. Etang. - IX. Eu. Rab. Su. - X. Dénaturée. - XI. Larsen. Rues.

VERTICALEMENT
1. Trompe-l'œil. - 2. Renouveau. - 3. Oc. Ire. Dr. - 4. Itinéraires. - 5. Sels. Tisane. - 6. Qui. Our. Ban. - 7. Urètre. - 8. Non-retour. - 9. Resta. Ta. Ru. - 10. Tp. Encensée. - 11. Sismologues.

ÉCHECS

N° 1825

TOURNOI INTERNATIONAL (Oxford, 1998)
Blancs : J. Hector.
Noirs : S. Pedersen.
Partie française.
Variante Mac Cutcheon.

1. é4	é6	17. Df4 (h)	g5
2. d4	d5	18. Dè3	f6 (i)
3. Cc3	Cf6	19. éxf6	Td-f8 (j)
4. Fg5	Fb4 (a)	20. 0-0	Txf6
5. é5	h6	21. c4! (k)	Tg8
6. Fc1 (b)	Cé4	22. Tf-c1!	Fè8
7. Dg4 (c)	g6 (d)	23. Fé1	Fg6
8. Cg-é2	c5	24. Fg3! (l)	Df7
9. a3	Fxc3+	25. Fé5! (m)	Fxd3
10. bxc3	cxd4	26. Dxd3	Tf-g6 (n)
11. cxd4	Dc7 (e)	27. cd5!	éxd5
12. f3	Cc3	28. Db5! (o)	Td8
13. Fd2	Cxé2	29. Da4! (p)	a6
14. Fxé2	Fd7 (f)	30. Tb6! (q)	Dd7 (r)
15. Fd3	Cc6	31. Dxa6!	abandon (s)
16. Tb1! (g)	0-0-0		

NOTES
a) Evitant le système classique (4..., Fé7) comme la variante Burn (4..., dxé4).
b) La suite 6. éxf6, hxg5; 7. fxg7, Tg8 ne pose aucun problème aux Noirs. Le retrait du F-d en h4 non plus : 6. Fh4, g5; 7. Fg3, Cc4; 8. Cg-é2, c5. 6. Fc1 est assez rarement joué. 6. Fé3 et 6. Fd2 sont usuels.
c) Ou 7. Cg-é2, c5; 8. a3, Fa5; 9. b4!, Cxc3; 10. Cxc3, cxd4; 11. Cb5, Fc7; 12. f4, 0-0; 13. Fd3, Cc6 avec égalité (Heid-Lalic, Bielle, 1989).
d) 7..., Rf8 est bien aussi : 8. Cg-é2,

c5; 9. a3, Fa5 (si 9..., Da5?; 10. axb4!, Dxa1; 11. Cxé4, dxé4; 12. bxc5); 10. b4, Cxc3; 11. Cxc3, cxb4; 12. Cb5, b3+, avec un jeu complexe (Veresov-Baguirov, URSS).

- e) Et non 11..., Da5+; 12. c3, Cxc3?; 13. Fd2.
- f) Et non 14..., Dxc2?; 15. Tc1.
- g) S'emparrant de la colonne ouverte.
- h) La D blanche n'a plus rien à faire sur l'aile-R.
- i) Essayant de prendre l'initiative.
- j) Peut-être fallait-il poursuivre dans le même esprit par 19..., é5; 20. dxé5, Td-é8?
- k) Début de l'offensive.
- l) En quelques coups, les Blancs ont regroupé leurs forces contre le R noir. Le Fg3, sur sa diagonale h2-b8, est particulièrement dangereux.
- m) Sans craindre la prise 25..., Cxé5, qui ouvrirait la colonne c.
- n) Si 26..., Tf5?; 27. cxd5, éxd5; 28. Txc6+, bxc6; 29. Tb8+, Rd7; 30. Tb7+, avec gain de la D.
- o) Les Noirs sont en zugzwang.
- p) Menace 30. Dxa7.
- q) Menace 31. Tbxç6+, Txc6; 32. Txc6+, bxc6; 33. Dxc6+, Dc7; 34. Dxc7 mat.
- r) Occupant la seule case de fuite du R. 30..., Dè8 ne sauvait rien : 31. Txa6, bxa6; 32. Dxa6+, Rd7; 33. Db7+, Rè6; 34. Txc6+, Rf5; 35. Db1 mat.
- s) Si 31..., bxa6; 32. Tb8 mat.

Noirs : Rg7, Th1, Fg8, Pa6.) Après 1. Rç6?, Fh7; 2. Fb2+, Rf7!; 3. Rd5, Th4, les Noirs gagnent.

- 1. Fb2+, Rh6!; 2. Rç6, Txh5; 3. Fé5!, Fh7! (si 3..., Txé5; 4. a8-D, Fd5+; 5. Rd6!); 4. Rd5, Th4; 5. Ff4!, Txé4; 6. a8-D, Fé4+; 7. Rè5!, Fxa8; 8. Rxf4 nulle.
- Ou 1. Fb2+, Rh6; 2. Rç6, Td1; 3. Fd4!, Fh7!; 4. Rd5, Té1; 5. Fé3, Txé3; 6. a8-D, Fé4+; 7. Rd4, Fxa8; 8. Rxe3 nulle.

ÉTUDE N° 1825

S. KAMINER (1935)

Blancs (7) : Rb1, Cg1 et g6, Pa2, f2, h2 et h6.
Noirs (7) : Rf7, Fa3 et d1, Pa5, ç7, é6 et g5.
Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

Légion d'honneur

Nous publions la liste des nominations, promotions et élévations dans l'ordre de la Légion d'honneur parues au *Journal officiel* du vendredi 1^{er} janvier.

François Bloch-Lainé, grand-croix

Est élevé à la dignité de *grand-croix* : François Bloch-Lainé, ancien président de la Fondation pour la recherche médicale.
Sont élevés à la dignité de *grand officier* : Antoine Bernheim, président d'un groupe d'assurances européen ; Jean-Pierre Brunet, ambassadeur de France ; Jacques Goddet, président d'honneur de la société d'exploitation du Palais omnisports de Paris-Bercy, ancien directeur de *L'Equipe* et du Tour de France ; Jean Lucchesi, ancien de la 2^e DB, préfet honoraire.

Grande chancellerie

Est promu *commandeur* : Pierre Manière, préfet honoraire.

Emploi et solidarité

Sont promus *commandeurs* : Pierre Guillen, conseiller économique et social, membre du Conseil de la politique monétaire ; Colette Mème, membre du Haut Conseil de la réforme hospitalière.

Justice

Sont promus *commandeurs* : Geneviève Augendre, avocate au barreau de Paris ; Gérard Cahn, avocat au barreau de Colmar (Haut-Rhin), ancien bâtonnier ; René Guillaume, conseiller d'Etat.

Education nationale, recherche et technologie

Est promu *commandeur* : Charles Thibault, directeur de recherche honoraire à l'Institut national de la recherche agronomique, ancien président du Centre national de la recherche scientifique.

Intérieur

Sont promus *commandeurs* : Mahdi Hacène, préfet honoraire ; Eugène Joly, président d'une association d'anciens combattants à la Réunion.

Affaires étrangères

Est promu *commandeur* : Pierre Hunt, ambassadeur de France.

Défense

Est promu *commandeur* : Roger Clapier, président de l'Union nationale des aveugles de la Résistance.

Equipement, transports et logement

Est promu *commandeur* : Christian Brossier, président de section au Conseil général des ponts et chaussées.

Culture et communication

Sont promus *commandeurs* : Irène Bizot, conservatrice générale du patrimoine, administratrice générale de la Réunion ; des musées nationaux ; Janine Charrat, chorégraphe, conseillère pour la danse au Centre Georges-Pompidou ; Vadime Elisseeff, historien de l'art et des civilisations.

Grande chancellerie

Sont promus *officiers* : René Combes, commissaire divisionnaire honoraire de la police nationale ; Louis Desrousseaux de Medrano, invalide de guerre ; Pierre Jarno, ancien attaché principal d'administration universitaire ; Jacques Kérinec, ingénieur aéronautique ; Georges Maurin, inspecteur général honoraire à Électricité de France et Gaz de France ; Louis Porte, ancien instituteur ; Suzanne Poumerol, née Hamouin, ancienne assistante sociale en chef des armées ; Jean Roussel, président d'une section départementale de la Société d'entraide des membres de la Légion d'honneur ; Jacques Thuilleaux, grand invalide de guerre.
Sont nommés *chevaliers* : André Bouzy, directeur honoraire à la Société nationale des chemins de fer français ; Gérard Couesnon, conciliateur de justice ; Olivier Echappé, secrétaire général de la grande chancellerie de la Légion d'honneur ; Bernard Guillemain, professeur de 1^{er} classe honoraire ; Louis Huon de Kermaedec, ancien attaché commercial à la direction des relations économiques extérieures du ministère de l'Économie et des finances ; Louis Jacquignon, directeur adjoint honoraire à Gaz de France ; Didier Lécu, inspecteur divisionnaire honoraire de la police nationale ; BIRTH Lejeune, née Bringsted, présidente d'honneur d'une fondation reconnue d'utilité publique ; Elisabeth Pauly, née Charreyre, conservatrice générale du patrimoine, directrice du Musée de la Légion d'honneur et des ordres de chevalerie ; Roger Pellegrini, ancien directeur général de la qualité et du contrôle technique dans une société ; Denise Poryadjan, née Pilot, administratrice nationale de la Société nationale Les Médailleurs militaires ; Pierre Tavan, président général de l'Association nationale des retraités des PTT ; Jacques Velin, ancien directeur d'un centre hospitalier.

Sont nommés *chevaliers* : Mohamed Abdelatif, président d'une union régionale de caisses d'assurance-maladie ; Raymonde Bestaux, née Varin, présidente d'honneur d'une association à caractère social ; Pierre Bodineau, président d'un centre régional pour l'enfance et l'adolescence inadaptées ; Raoul Briet, directeur à l'administration centrale ; Hubert Brin, président de l'Union nationale des associations familiales ; Claude Buffard, président d'un syndicat de fabricants de réactifs de laboratoire ; Hélène Cazals, née Aussibal, ancienne présidente d'une union départementale des associations familiales ; Albert Charles, président d'honneur d'une union départementale syndicale ; Lucien Culine, président de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des professions libérales ; Bernard Delcambre, chef de service hospitalier, professeur des universités ; Catherine Duboys Fresney, directrice du service de soins infirmiers d'un groupe hospitalier ; Jean-François Dutilleul, président-directeur général de société ; Hugues Feltesse, directeur général de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux ; Xavier Guille des Buttes, président du directoire d'une société de laboratoires pharmaceutiques ; Hubert Lesire-Ogrel, président d'une association ; Bernard Marrot, directeur d'une agence régionale de l'hospitalisation ; Marie-Thérèse Pallud, née Dufour, directrice d'un centre hospitalier ; Yves Poirier, directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ; Yvette Ract, née Goldsand, médecin, adjointe à un directeur à la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés ; Claudine Toussaint, née Rigabert, attachée d'administration centrale au ministère ; Gabriel Vidot, administrateur d'une caisse de Sécurité sociale.

Premier ministre

Sont promus *officiers* : Jean Albert, président de la Fédération nationale des internés résistants et patriotes ; Armand Balleret, maire honoraire, vice-président d'une association des Restaurants du cœur ; Lucien Chateau, vice-président d'une association d'aide aux personnes âgées ; Philippe Koumrysky, directeur de recherche ; Pascal Lamy, membre du comité exécutif d'une banque ; Martine Meusy, sous-directrice à la Documentation française ; René Sirat, grand rabbin du Consistoire central de France ; Jacqueline Vignaud, née Pasquier, membre de sociétés médicales.

Sont nommés *chevaliers* : Jean-François Bège, journaliste à *Sud-Ouest*, président d'une association syndicale professionnelle de presse ; William Bellaloum, membre d'associations ; Jean-Paul Bo-lufer, préfet, directeur des Journaux Officiels ; Jeanne-Marie Bréchat, née Kipfer, médecin des hôpitaux ; Jean-Jérôme Caminade, déporté-résistant, membre de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes ; Béryl Chapuis, née Joncour, vice-présidente d'une association en faveur des femmes ; Mona Chasserio, fondatrice et animatrice d'une association en faveur des femmes ; Claudine Cissokho, née Delorme,

administratrice du conseil d'administration de l'Association sénégalaise pour la santé ; René Cloarec, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale ; Jean-Bernard Cochetux, président-directeur général d'une société aéronautique ; Mireille Dardenne, née Prudhomme, directrice de recherches dans un hôpital ; Daniel Daubresse, commissaire principal de police, directeur des stages dans un organisme public ; Denise Fuschs, présidente d'une association européenne en faveur des femmes ; Claire Héber-Suffrin, née Rongier, responsable de formation ; l'abbé Paul Houé, ancien directeur de recherche, membre d'associations pour le développement des pays bretons ; Jean Huon, conseiller général, maire ; Daniel Hymans, conseiller de l'Association des grandes entreprises françaises ; Aurore Lachéze, née Chetboun, membre d'associations d'anciens combattants ; Louis Laisney, président et membre de comités sportifs ; Jeannine Matignon, traductrice, membre d'associations ; Magali Morsy, née Patchett, professeur honoraire des universités ; Serge Paganelli, conseiller général, vice-président d'un district urbain ; Josette Pagès, née Nelson, membre du conseil d'administration d'une amicale pour anciens déportés ; Jean Pericoli, déporté-résistant, membre de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes ; Albert Pichet, déporté-résistant, membre de la Fédération nationale des déportés, internés résistants et patriotes ; Jacques Pillet, président de société ; Marie Poirier, née Comar, médecin, auditrice de l'Institut des hautes études de défense nationale ; Lina Possenti, née Boralevi, ancienne professeur de chant ; Maryse Prevost, née Benhaïm, secrétaire administrative dans les services du premier ministre ; Pierre Salles, sous-préfet ; François Schlumberger, directeur général d'une société ; Odile Sicard, née Lalande, présidente d'une association en faveur des femmes ; Gabriel Souillé, déporté-résistant, membre de la Fédération nationale des déportés, internés, résistants et patriotes ; Andrée Stirn, née Francillon, chef des services financiers d'une université ; Pierre Taribo, directeur de la rédaction de *L'Est républicain* ; Marie Thierry, née Gaultier de la Ferrière, dite de Hennezel, psychologue dans un centre hospitalier ; Emmanuel Trastet, président d'une association départementale d'anciens combattants ; Catherine Valabrégue, née Dreyfus, membre et responsable d'associations ; Jean Viard, directeur de recherche au CNRS.

SANTÉ ET ACTION SOCIALE

Sont promus *officiers* : Gabriel Coscas, professeur des universités, ancien praticien hospitalier ; Robert Devin, président de l'Académie nationale de chirurgie.
Sont nommés *chevaliers* : Jean Baruch, praticien hospitalier, professeur des universités ; Michèle Barzach, ancienne ministre, conseillère internationale dans le domaine de la santé ; Jean Benier, médecin-conseil, chef du service médical d'une caisse primaire d'assurance-maladie ; Claude Béraud, ancien professeur des universités, praticien hospitalier ; Jean-Bernard Causse, oto-rhino-laryngologiste ; Philippe Dubourg, ancien chirurgien-dentiste, ancien député ; Bernard Eisenmann, chef de service hospitalier ; Hervé Floch, praticien hospitalier, professeur des universités ; Françoise Glorion, née Guynet, présidente d'une association d'accompagnement de personnes malades ; René Gourgon, praticien hospitalier ; Henry Hamard, chef de service des hôpitaux, professeur des universités ; Guy Humbert, professeur des universités, médecin coordinateur d'un centre d'information et de soins de l'immuno-déficience humaine ; Gilbert Lagrue, chargé de mission dans une direction de ministère ; Georges Le Breton, ancien président de l'Académie nationale de chirurgie dentaire ; Eva Palmer, née Stopar, vice-présidente d'un comité de la Croix-Rouge française ; Pierre Simon, ancien gynécologue ; Philippe Stora, consultant en rhumatologie ; Michèle Uzan, née Cohen, professeur des universités, praticien hospitalier.

PROMOTION DU TRAVAIL

Est promu *officier* : Stéphane Manzoni, président-directeur général de société.

Sont nommés *chevaliers* : Serge Bachelier, ferronnier-serrurier d'art, meilleur ouvrier de France ; Jean-Marie Baron, gérant de société ; Benjamin Bialeck, président-directeur général d'une imprimerie ; Gilbert Bouillaguet, trésorier d'une chambre de métiers ; Richard Bubendorf, ancien président-directeur général de société ; Jean-Pierre Conte, président-directeur général de société ; Christian Coulon, artisan sculpteur sur bois, trésorier d'une chambre de métiers ; Alain Courtois, président-directeur général de société, président d'une chambre de commerce et d'industrie ; Georges Danion, facteur d'orgues ; Eugène Daumeries, ancien syndicaliste, ancien métallurgiste ; Pierre Defougères, président du conseil d'administration d'une société ; Gérard Dubois, conseiller général d'Indre-et-Loire, maire de Marcé, chef d'une entreprise de menuiserie ; Jean-Claude Eberling, directeur d'établissement industriel ; Louis Farenq, président d'une caisse d'allocations familiales et membre d'associations sociales ; Guy Fulanetto, maître artisan en cycles et motos ; Marcel Gervaise, juge dans un tribunal de commerce ; Georges Granday, ancien président d'une chambre de commerce et d'industrie ; Michelle Halary, infirmière surveillante-chef dans un centre hospitalier ; Yves Lavogez, gérant de société ; Yves-Marie Le Gall, président d'un syndicat régional ; Pierre Michaudreau, directeur d'une imprimerie ; Gérard Nicolas, chargé de la formation dans un syndicat ; Michel Pougnet, président d'une chambre de commerce et d'industrie ; Serge Ribeaut, gérant de société, Roland Rollin, président d'une chambre de métiers ; Gilbert Varin, chef d'équipe dans une direction départementale de l'équipement.

Emploi et solidarité

Sont promus *officiers* : Jean-Henri Alexandre, chirurgien hospitalier, professeur des universités ; René Cajat, administrateur d'une association pour l'insertion des handicapés ; Francine Cattoen, née Mazlière, administratrice d'un organisme social ; André Dagon, membre d'une association d'insertion ; Jean-Claude Georges-François, directeur général adjoint des affaires sociales d'un groupe industriel ; Jacques Juillard, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales ; Roger Lancry, ancien secrétaire du Comité intersyndical du Livre parisien ; Marie-Hélène Aux theu, membre d'un organisme d'aide aux personnes handicapées ; Madeleine Rebérioux, née amoudruz, ancienne présidente de la Ligue des droits de l'homme, professeur émérite des universités ; Raoul Tubiana, ancien président, conseiller scientifique de l'Institut de la main ; Marc Vilbeneit, président de la CGC.

Sont nommés *chevaliers* : Mohamed Abdelatif, président d'une union régionale de caisses d'assurance-maladie ; Raymonde Bestaux, née Varin, présidente d'honneur d'une association à caractère social ; Pierre Bodineau, président d'un centre régional pour l'enfance et l'adolescence inadaptées ; Raoul Briet, directeur à l'administration centrale ; Hubert Brin, président de l'Union nationale des associations familiales ; Claude Buffard, président d'un syndicat de fabricants de réactifs de laboratoire ; Hélène Cazals, née Aussibal, ancienne présidente d'une union départementale des associations familiales ; Albert Charles, président d'honneur d'une union départementale syndicale ; Lucien Culine, président de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse des professions libérales ; Bernard Delcambre, chef de service hospitalier, professeur des universités ; Catherine Duboys Fresney, directrice du service de soins infirmiers d'un groupe hospitalier ; Jean-François Dutilleul, président-directeur général de société ; Hugues Feltesse, directeur général de l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux ; Xavier Guille des Buttes, président du directoire d'une société de laboratoires pharmaceutiques ; Hubert Lesire-Ogrel, président d'une association ; Bernard Marrot, directeur d'une agence régionale de l'hospitalisation ; Marie-Thérèse Pallud, née Dufour, directrice d'un centre hospitalier ; Yves Poirier, directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ; Yvette Ract, née Goldsand, médecin, adjointe à un directeur à la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés ; Claudine Toussaint, née Rigabert, attachée d'administration centrale au ministère ; Gabriel Vidot, administrateur d'une caisse de Sécurité sociale.

Ville

Sont nommés *chevaliers* : Pierre Debut, directeur départemental de la sécurité publique de la Seine-Saint-Denis ; Jean Defrasne, maire-adjoint honoraire de Besançon (Doubs) ; Sylvie Harburger, directrice d'un organisme bancaire à caractère social ; Lucienne Klein, née Mallet, conseillère municipale, présidente d'un fonds de solidarité logement ; Anne-Marie Mahéas, née Michel, présidente d'une commission locale

d'insertion ; Paul Picard, ancien conseiller général, maire honoraire de Mantes-la-Jolie (Yvelines) ; Christiane Ramphft, née Guilhem, adjointe au maire de Cergy (Val-d'Oise), chargée de l'action sociale, de l'insertion sociale et économique et du logement ; Jacques Sauvaire, directeur général d'un organisme social ; Norbert Simon, président d'un organisme à caractère social ; Marie Smadja, née Szulc, chargée de la mission ville dans une direction régionale de l'équipement ; René Vandierendonck, premier vice-président de la communauté urbaine de Lille (Nord), chargé du contrat ville.

SANTÉ ET ACTION SOCIALE

Sont promus *officiers* : Gabriel Coscas, professeur des universités, ancien praticien hospitalier ; Robert Devin, président de l'Académie nationale de chirurgie.

Sont nommés *chevaliers* : Jean Baruch, praticien hospitalier, professeur des universités ; Michèle Barzach, ancienne ministre, conseillère internationale dans le domaine de la santé ; Jean Benier, médecin-conseil, chef du service médical d'une caisse primaire d'assurance-maladie ; Claude Béraud, ancien professeur des universités, praticien hospitalier ; Jean-Bernard Causse, oto-rhino-laryngologiste ; Philippe Dubourg, ancien chirurgien-dentiste, ancien député ; Bernard Eisenmann, chef de service hospitalier ; Hervé Floch, praticien hospitalier, professeur des universités ; Françoise Glorion, née Guynet, présidente d'une association d'accompagnement de personnes malades ; René Gourgon, praticien hospitalier ; Henry Hamard, chef de service des hôpitaux, professeur des universités ; Guy Humbert, professeur des universités, médecin coordinateur d'un centre d'information et de soins de l'immuno-déficience humaine ; Gilbert Lagrue, chargé de mission dans une direction de ministère ; Georges Le Breton, ancien président de l'Académie nationale de chirurgie dentaire ; Eva Palmer, née Stopar, vice-présidente d'un comité de la Croix-Rouge française ; Pierre Simon, ancien gynécologue ; Philippe Stora, consultant en rhumatologie ; Michèle Uzan, née Cohen, professeur des universités, praticien hospitalier.

DROITS DES FEMMES ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Sont nommés *chevaliers* : Jean Bainçonau, ancien chef d'entreprise ; Michel Caron, directeur régional de l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes ; André Gardies, président-fondateur d'une association de solidarité ; Michel Gay, directeur d'un centre de formation professionnelle pour adultes ; Janine Jarnac, née Pascouau, présidente d'un comité de coordination régionale de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Justice

Sont promus *officiers* : Frédéric Bonnat, notaire à Paris ; Philippe de Caigny, avocat général à la Cour de cassation ; Adolphe Dournel, président de chambre au conseil des prud'hommes de Paris ; Jean-Pierre Dufour, avocat honoraire au barreau de Paris ; Nicole Dupieux, substitut honoraire du procureur général près la cour d'appel de Paris ; Emmanuel Errera, avocat honoraire au barreau de Paris ; Bruno Genevois, conseiller d'Etat ; Jean-Pierre Guimard, procureur de la République honoraire près le tribunal de grande instance de Caen (Calvados) ; Alain Junqua, premier président de la cour d'appel de Poitiers (Vienne) ; Philippe Leleu, avocat au barreau de Béthune (Pas-de-Calais), ancien bâtonnier ; Gérard Lupi, avocat général honoraire à la Cour de cassation ; Jean-François de Reydet de Vulpilières, conseiller d'Etat ; Paul-François Ryziger, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ; Roger Tacheau, procureur général près la cour d'appel de Douai (Nord) ; Philippe Waquet, conseiller doyen de la Cour de cassation.

Sont nommés *chevaliers* : Véra Ainson, ancienne bâtonnière, avocate au barreau de Grasse (Alpes-Maritimes) ; José Allegrini, avocat au barreau de Marseille (Bouches-du-Rhône), ancien bâtonnier ; Jean Beyer, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris ; Daniel Boscheron, conseiller à la Cour de cassation ; Jean-Louis Castagnède, président de chambre à la cour d'appel de Bordeaux (Gironde) ; Bernard Chalé, conseiller à la Cour de cassation ; Gérard Christol, avocat au barreau de Montpellier (Hérault), ancien bâtonnier, président de la Conférence nationale des bâtonniers ; Patrice Couetoux du Terre, avocat au barreau de Rennes (Ille-et-Vilaine), ancien bâtonnier ; Michel Courtin, président du tribunal administratif de Lille (Nord) ; André Dana, expert agréé près la Cour de cassation ; Jean-Michel Durand, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Grasse ; Claude Elbaz, médecin expert près la cour d'appel de Paris ; Odile Falletti, épouse Haenel, présidente de chambre à la cour d'appel de Grenoble (Isère) ; Paul Ferru, avocat au barreau de La Rochelle (Charente-Maritime) ; Roland Funck-Brentano, avocat au barreau de Paris ; Jean-François Guthmann, président de l'Œuvre de secours aux enfants ; Catherine Husson, épouse Trochain, première présidente de la cour d'appel de Bourges (Cher) ; Pierre Jacquet, avocat honoraire au barreau de Paris ; Yvonne Lassalle, née Bodenan, présidente du tribunal de grande instance de Châlons-en-Champagne (Marne) ; Bernard Legras, procureur général près la cour d'appel de Bastia (Haute-Corse) ; Philippe Lemaire, directeur adjoint des services Judiciaires ; Emmanuel Lesueur de Givry, conseiller à la Cour de cassation ; Marie-Christine Mariani, attachée d'administration et d'intendance au centre de détention d'Uzerche (Corrèze) ; Bernard Mayliél, notaire à Toulouse (Haute-Garonne) ; Denys Millet, avocat général près la cour d'appel de Paris ; Patrick Mindu, président du tribunal administratif d'Amiens (Somme) ; Jean-Marie Paulot, directeur de l'administration générale et de l'équipement au ministère ; Jean-Pierre Person, bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de Bernay (Eure) ; François Simonnet, avocat au barreau de Strasbourg (Bas-Rhin), ancien bâtonnier ; Philippe Texier, conseiller à la Cour de cassation ; Sixte Ugolini, bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de Marseille.

Education nationale, recherche et technologie

Sont promus *officiers* : Henry Cadenat, professeur émérite des universités, praticien hospitalier honoraire ; Pierre Delorme, ancien directeur de l'Institut national de recherche pédagogique ; Michel Garnier, directeur de la programmation et du développement au ministère ; Maurice Godelier, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales ; Georges Laforest, inspecteur général de l'éducation nationale ; Line Mailhos, née Gaultier, inspectrice générale de l'éducation nationale ; Serge Moscovici, universitaire et écrivain.

Sont nommés *chevaliers* : Jean-Pierre Amalric, professeur des universités ; Henri Bareil, professeur honoraire ; Jean-Marie Bemer, directeur d'un établissement d'enseignement privé ; Christine Bernard, directrice de la recherche et des études scientifiques à l'École normale supérieure ; Alain Berthoz, professeur au Collège de France ; Jean-François Botrel, professeur des universités ; Jean Bottero, directeur d'études honoraire à l'École pratique des hautes

études ; Elisabeth Busser, née Wittmer, professeur agrégé ; Renée Chavaux, proviseur honoraire ; Jean-Marie Chevallier, professeur des universités ; Philippe Clarlet, professeur des sciences, membre de l'Académie des sciences ; Alain Debar, directeur de l'établissement de Fontenay-aux-Roses du Commissariat à l'énergie atomique ; Jean-Michel Deveau, professeur des universités ; Roland Douce, professeur des universités ; Guy Fleury, professeur des universités ; Nadine Forest, née David, professeur des universités, praticien hospitalier ; Jean-Jacques Gagnepain, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique ; Alain Gallouchat, directeur juridique à l'Institut Pasteur ; Michel Goldberg, professeur des universités, chef d'unité à l'Institut Pasteur ; Jean de Gueheneuc de Boishue, ancien secrétaire d'Etat, ancien député, inspecteur général de l'éducation nationale ; Daniel Hameline, professeur honoraire des universités ; Jean-Claude Hervé, inspecteur pédagogique régional, inspecteur d'académie ; Jacques Kornprobst, professeur des universités, directeur de l'Observatoire de physique du globe de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) ; Philippe Meirieu, professeur des universités, directeur de l'Institut national de recherche pédagogique ; Nadine Milhaud, née Borrut, inspectrice pédagogique régionale, inspectrice d'académie ; Pierre Pascalon, professeur des universités, ancien député ; François Rougeon, directeur de la recherche et de l'enseignement à l'Institut Pasteur ; Michèle Rousset, secrétaire générale de l'académie de Caen (Calvados) ; André Syrota, directeur de département au Commissariat à l'énergie atomique ; Jacqueline Tinnes, née Bonnard, professeur agrégé ; Jean Ulysse, professeur agrégé ; Léon Vandermeersch, directeur d'études honoraire à l'École pratique des hautes études ; Jean Yoyotte, professeur honoraire au Collège de France.

Enseignement scolaire

Sont nommés *chevaliers* : Françoise Bedu, proviseur de lycée à Chennevères (Val-de-Marne) ; Armand Burlin, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale du Vaucluse ; René Dunoyer, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de l'Essonne ; Marie-Bernadette Dutilleul, née Laurent, directrice d'école à Mérignac (Gironde) ; Annie Erhel, proviseur de lycée à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis) ; Michèle Forissier, née Varennes, proviseur de lycée professionnel à Rive-de-Gier (Loire) ; Bernard Javaudin, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de la Vendée ; François Le Goff, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale des Deux-Sèvres ; Solange Michel, proviseur de lycée professionnel à Dijon (Côte-d'Or) ; Jean-Charles Ringard-Flament, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de la Loire-Atlantique ; Roger Savajols, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale du Calvados.

Intérieur

Sont promus *officiers* : Jean-Claude Bourgeois, directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Isère ; Yvon Bourges, ancien ministre, ancien parlementaire (Ille-et-Vilaine) ; Jacques Coëffe, préfet, conseiller maître à la Cour des comptes ; Jean-Paul Frouin, préfet, conseiller maître à la Cour des comptes ; Jean-René Garnier, préfet de l'Isère ; Michel Germa, président du conseil général du Val-de-Marne ; Robert Lamy, ancien chargé de mission auprès du président du conseil général des Vosges ; Olivier Lefèvre d'Ormesson, ancien député, conseiller général du Val-de-Marne, ancien maire d'Ormesson-sur-Marne (Val-de-Marne) ; Yves Mansillon, préfet de la région Bretagne, préfet d'Ille-et-Vilaine ; Fleury Mitfhot, maire honoraire de Cavailhon (Vaucluse) ; Joseph Morelon, ancien député du Puy-de-Dôme ; Robert Naudi, président du conseil général de l'Ariège, maire de Tarascon-sur-Ariège ; Constant Teffri, ancien maire du 18^e arrondissement de Paris.

Sont nommés *chevaliers* : Maurice Alouche, trésorier du consistoire israélite de Paris ; François Barazer, maire honoraire de Motreff (Finistère) ; Joël Batteux, maire de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) ; Henri Belcour, ancien parlementaire, maire d'Ussel (Corrèze) ; Michel Bérégovoy, ancien député, conseiller général de la Seine-Maritime, conseiller municipal de Rouen ; Michel Billaud, sous-préfet de Senlis (Oise) ; Pierre Builly, sous-directeur au ministère ; Henri Cabantoux, chef de service administratif à la préfecture du Puy-de-Dôme ; Sayah Chelaghemdi, président de la communauté islamique d'Indre-et-Loire ; Francis Chevallier, ancien maire d'Escaudain (Nord) ; Jean Cordillot, ancien député, conseiller régional de Bourgogne, maire de Sens (Yonne) ; Mgr Claude Dagens, évêque d'Angoulême (Charente) ; Alain Deschamps, commissaire divisionnaire de police ; l'abbé Jean-Pierre El-lul, recteur de l'abbaye Saint-Victor de Marseille (Bouches-du-Rhône) ; Gérard Fayolle, ancien sénateur de la Dordogne, maire de Bugue ; Christian Galliard de Lavernée, préfet en service détaché ; Emmanuel Grèze, conseiller régional d'Auvergne, ancien conseiller général du Cantal, maire de Murat ; Paul Lagier, commissaire divisionnaire de police ; Francis Laheurte, contrôleur général de la police nationale ; Jean-Louis Linquette, maire de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise) ; François Massot, ancien député des Alpes-de-Haute-Provence, ancien conseiller général ; Pierre Méchin, conseiller général de la Meuse ; Fernand Mianné, adjoint au maire de Compiegne (Oise) ; Yves Michel-Béchet, adjoint au maire d'Avignon (Vaucluse) ; André Montell, conseiller général de l'Ardeche ; Mohand Moussaoui, adjoint au maire du 20^e arrondissement de Paris ; Marie Paté, née Robinet, ancienne adjointe au maire de Château-Voué (Moselle) ; Guy Peccoux, commissaire divisionnaire de police ; Francisque Perut, ancien député, ancien conseiller général du Rhône ; Robert Petit, ancien conseiller général de Saône-et-Loire, conseiller municipal de Sagy ; Guy Picoty, ancien conseiller général de la Creuse, ancien maire de La Souterraine ; Roger Pinto, vice-président du consistoire israélite de Paris ; Fulvio Raggi, inspecteur général de la police nationale, chargé de mission à l'inspection de la défense et de la sécurité civile ; Charles Reboul, maire honoraire de Robion (Vaucluse) ; Yves Renaud, commissaire divisionnaire de police ; René Ricarère, vice-président du conseil régional d'Aquitaine, maire d'Orthez (Pyrénées-Atlantiques) ; Roger Rigaudière, ancien sénateur, maire de Saint-Chamant (Cantal) ; Gilbert Roger, vice-président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, maire de Bondy ; Jean Rosselet, ancien député, conseiller général du Territoire de Belfort ; André Soury, ancien député, conseiller général de la Charente, maire de Pressignac ; François Thiébaud, ancien conseiller général des Vosges, maire de Plainfaing ; Joël Tixier, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ; Marcel Vinzerich, contrôleur général de la police nationale ; Alain Weil, préfet de la Lozère.

Sont nommés *chevaliers* : Maurice Alouche, trésorier du consistoire israélite de Paris ; François Barazer, maire honoraire de Motreff (Finistère) ; Joël Batteux, maire de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) ; Henri Belcour, ancien parlementaire, maire d'Ussel (Corrèze) ; Michel Bérégovoy, ancien député, conseiller général de la Seine-Maritime, conseiller municipal de Rouen ; Michel Billaud, sous-préfet de Senlis (Oise) ; Pierre Builly, sous-directeur au ministère ; Henri Cabantoux, chef de service administratif à la préfecture du Puy-de-Dôme ; Sayah Chelaghemdi, président de la communauté islamique d'Indre-et-Loire ; Francis Chevallier, ancien maire d'Escaudain (Nord) ; Jean Cordillot, ancien député, conseiller régional de Bourgogne, maire de Sens (Yonne) ; Mgr Claude Dagens, évêque d'Angoulême (Charente) ; Alain Deschamps, commissaire divisionnaire de police ; l'abbé Jean-Pierre Ellul, recteur de l'abbaye Saint-Victor de Marseille (Bouches-du-Rhône) ; Gérard Fayolle, ancien sénateur de la Dordogne, maire de Bugue ; Christian Galliard de Lavernée, préfet en service détaché ; Emmanuel Grèze, conseiller régional d'Auvergne, ancien conseiller général du Cantal, maire de Murat ; Paul Lagier, commissaire divisionnaire de police ; Francis Laheurte, contrôleur général de la police nationale ; Jean-Louis Linquette, maire de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise) ; François Massot, ancien député des Alpes-de-Haute-Provence, ancien conseiller général ; Pierre Méchin, conseiller général de la Meuse ; Fernand Mianné, adjoint au maire de Compiegne (Oise) ; Yves Michel-Béchet, adjoint au maire d'Avignon (Vaucluse) ; André Montell, conseiller général de l'Ardeche ; Mohand Moussaoui, adjoint au maire du 20^e arrondissement de Paris ; Marie Paté, née Robinet, ancienne adjointe au maire de Château-Voué (Moselle)

Sont nommés *chevaliers* : Jean Bigay, président du directoire d'une société ; Gérard Bouy, directeur dans une société ; Jean Colas, président de la Fédération nationale des sous-officiers de réserve ; Michel Labori, ancien professeur agrégé dans un lycée militaire ; Michel Laroche, directeur dans une société ; Danielle Le Gourrière, ingénieur sur contrat ; Gilbert Lemoine, administrateur civil hors classe, sous-directeur ; Annie-Marie Mainy, directrice adjointe à l'Office national d'études et de recherches aérospatiales ; Denis Ranque, président-directeur général d'une société ; Andréas Rosenberg, peintre titulaire des armées ; Jean-Pierre Segondi, chef de service administratif ; Pierre-Yves Soudan, administrateur civil hors classe, sous-directeur à la direction centrale du matériel de l'armée de terre ; Bernard Urce, ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur adjoint civil de la direction centrale de l'infrastructure de l'air.

ANCIENS COMBATTANTS

Sont promus *officiers* : Jean-Noël Bailly, président d'honneur départementale de l'UFAC ; Jean Hadey, membre du comité directeur national de l'Association de Français libres ; Roger Janoux, président d'associations d'anciens combattants.

Sont nommés *chevaliers* : Jean Blanchard, vice-président départementale de l'Union nationale des combattants ; Micheline Chapey, née Mopin, présidente de l'Association générale des amputés, grands blessés et victimes de guerre ; Alfred Choain, président d'honneur départementale de l'Association nationale des médaillés de la Résistance française ; Jean Coutanecq, secrétaire national de Flandres-Dunkerque 40 ; Hélène Cozic, membre actif de l'amicale des volontaires féminines de la France libre ; Maurice Damande, membre actif d'associations d'anciens combattants ; Roger Damacker, président d'une section de l'Union nationale des combattants ; Jacques Delaubier, membre du bureau national de l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre ; Marcel Dupuis, vice-président national de l'UFAC ; Gabrielle Giffard, secrétaire départementale de la Fédération nationale des anciens de la Résistance ; Ishak Guez, conseiller national et président régional de la Fédération des associations de fonctionnaires et agents des services publics anciens combattants ; Pierre Guinoiseau, membre du bureau d'une section régionale de l'association Rhin et Danube ; Germaine Heim, membre actif de l'amicale des volontaires féminines de la France libre ; Désiré Latine, membre du comité fédéral de la Fncpg-CATM ; Hélène Obez, née Ville-neuve, ancienne engagée volontaire dans les Forces françaises de l'intérieur ; Jacques Pietraszewski, administrateur national de la société nationale Les Médaillés militaires ; Jacques Richet, membre actif d'associations d'anciens combattants ; Marie-Ange Rodriguez, née Alibert, ancienne résistante ; Jack Roussel, membre du bureau national de la Fnac ; Monique Valat, née Le Bail, membre actif de l'amicale des volontaires féminines de la France libre ; Michel Vandel, membre actif d'associations d'anciens combattants.

CONTINGENT DES DÉPORTÉS ET DES INTERNÉS DE LA RÉSISTANCE

Sont promus *officiers* : Albert Daudon, interné-résistant ; Yvan Homel, déporté-résistant ; Camille Roux,

interné-résistant ; Yvette Sibiril, née Gueguen, déportée-résistante ; Jacques Vern, déporté-résistant.

Sont nommés *chevaliers* : Roger Brion, interné-résistant ; Henri Broudet, interné-résistant ; Robert Durand, interné-résistant ; Marcel Lasserre, interné-résistant ; Henri Mantrand, interné-résistant ; Pierre Molines, interné-résistant ; Joseph Petrelli, interné-résistant.

ANCIENS COMBATTANTS

DE 1914-1918

Sont promus *officiers* : Louis Aegerter, né le 5 août 1893 à Noisiel (Seine-et-Marne) ; Charles Panaget, né le 29 février 1896 à Bruz (Ille-et-Vilaine) ; Raymond Parisel, né le 23 juin 1897 à Nancy (Meurthe-et-Moselle).

Est nommé *chevalier* : Albert Bomé, né le 1^{er} septembre 1900 à Marseille (Bouches-du-Rhône).

Equipement, transports et logement

Sont promus *officiers* : Maurice Bourges, ingénieur général des ponts et chaussées, président de section au Conseil général des ponts et chaussées ; Yves Lambert, ingénieur général de l'aviation civile, directeur général d'une organisation internationale de contrôle aérien ; Thierry Lehuérou-Kérisel, ingénieur général des ponts et chaussées, président de section à l'inspection générale de l'aviation civile et de la météorologie ; Christian René, président du Conseil supérieur de santé de l'Établissement national des invalides de la marine ; Christian Rénier, ancien coordonnateur d'une mission d'inspection générale territoriale au Conseil général des ponts et chaussées.

Sont nommés *chevaliers* : François Bachelet, directeur général dans une compagnie aérienne ; Laurent Barbaux, directeur de l'Établissement national des invalides de la marine ; Jean-Michel Barnier, directeur d'un département à la RATP ; Pierre Brunat, ancien directeur d'éditions juridiques spécialisées dans le secteur des transports ; Christian Cléret, directeur d'un département à Aéroports de Paris ; Henri Gautier, ancien chef d'agence dans un cabinet d'architecte ; Henri Grimon, coprésident d'une société d'études techniques et économiques ; Bernard de Korskak, président-directeur général de l'Agence foncière et technique de la région parisienne ; Claude Leroi, président du conseil d'administration d'une fédération de transport ; Pierre Malbrunot, constructeur de matériel de travaux publics ; Nicole Malmassari, née Lugarini, administratrice civile hors classe à l'administration centrale ; Jean-Louis Mons, maire, conseiller général, membre d'un conseil départemental de l'habitat ; Pierre Piriou, président du conseil d'administration d'une société de construction et réparation navales ; Marie-Françoise Simon, épouse Rovevet, inspectrice générale des établissements administratifs et scolaires de la marine marchande ; Michel Thibault, ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur départemental de l'équipement ; Evelyne Tretton, attachée d'administration centrale ; Henri Zorzaballère, vice-président d'une station de la Société nationale de sauvetage en mer.

LOGEMENT

Sont promus *officiers* : Claude Moreaud, président d'une

chambre de commerce et d'industrie, président de sociétés anonymes d'HLM ; Frédéric Pascal, ancien président-directeur général d'un groupe de sociétés immobilières, président d'une société d'HLM.

Sont nommés *chevaliers* : Yves Baise, directeur d'un centre d'hébergement et d'insertion sociale ; Dominique Bequaert, président d'un office professionnel de qualification des urbanistes ; Marie-France Boulay, née Clugnet, adjointe à un directeur départemental de l'équipement, chargée de l'urbanisme ; Michel Ceyrac, président-directeur général d'une société anonyme d'HLM ; Marie-Françoise Legrand, née Bonnefoy, secrétaire générale d'une société anonyme d'HLM ; Pierre-René Lemas, directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction à l'administration centrale ; France-Hubert Maindrault, ancien président-directeur général d'une société anonyme de crédit immobilier ; Yves Moessner, expert immobilier ; Pierre Possemé, président-directeur général d'une société anonyme du bâtiment ; Aline Rogelet, née Osman, vice-présidente d'une association d'insertion par le logement.

TOURISME

Est promu *officier* : Georges Toromanoff, président du conseil professionnel des agences du tourisme d'accueil.

Sont nommés *chevaliers* : Arlette Alphaize, épouse Furet, commissaire générale du marché international du tourisme ; Jean-Marc Espalioux, président du directoire d'un groupe hôtelier ; Emile Lagoutte, président d'un office de tourisme ; Edmond Maire, président d'un office de tourisme, ancien secrétaire général de la CFTD ; Jacques Rives, ancien président d'un office de tourisme ; Jean Thibault, restaurateur.

Culture et communication

Sont promus *officiers* : Michel Bassi, journaliste, écrivain ; Joseph Bougdon, dit Sampson, directeur d'un cirque ; Christian Bourgeois, éditeur, fondateur d'une maison d'édition ; Margherita Perato, dite Mag Bodard, productrice de films ; Jacqueline Pierre, dite Joubert, animatrice, réalisatrice et productrice de télévision.

Sont nommés *chevaliers* : André Bernheim, responsable de la commission arts plastiques dans une fondation, donateur des musées nationaux ; Jean Bouet, président d'un théâtre ; Edouard Bresset, antiquaire, expert ; Jean Cardot, sculpteur, membre de l'Institut ; François Cheng, écrivain, linguiste ; Thierry Desurmont, directeur adjoint de la Sacem ; Daniel Gruon, président-directeur général d'une société éditoriale de presse ; Guy Empocello, directeur de la rédaction d'un journal ; Janine Garrisson, historienne ; Robert Griffon, artiste-peintre, écrivain ; Isabelle Huppert, comédienne ; Daniel Janicot, conseiller d'Etat, président du conseil d'administration d'un centre national d'art contemporain ; Jacques Kerchache, spécialiste des arts premiers, explorateur ; Chérif Khaznadar, directeur de la Maison des cultures du monde ; Geneviève Lacambre, née Allemand, conservatrice générale du patrimoine ; Louis Laplace, archéologue ; Georges Lavaudant, metteur en scène, directeur du Théâtre de l'Odéon ; Nicole Lemaire, née Doulat, dite d'Agaggio, artiste-peintre ; Jean-Loup Lemaître,

conservateur de musée ; Philippe Levrier, directeur général d'une chaîne de télévision ; André Martel, ancien directeur administratif et technique des services de publicité d'un journal ; Gilbert Mayer, professeur de danse à l'École de danse et au Ballet de l'Opéra national de Paris ; Jean-Claude Moreno, président de l'Établissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels ; Charles-Jean Pradelle, directeur général de Bayard Presse ; Olivier Todd, écrivain, journaliste ; Gérard Unger, président-directeur général de sociétés, administrateur de l'Institut national de l'audiovisuel ; François Werner, directeur régional d'une chaîne de télévision.

Agriculture et pêche

Sont promus *officiers* : Henry Bichat, président de section au Conseil général du génie rural, des eaux et des forêts ; Jean-François Carrez, directeur général de l'Office national des forêts ; Philippe Chartier, président du conseil scientifique et technique au Centre national d'étude du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts ; Michelle Chezalviel, née Graille, présidente d'une chambre régionale d'agriculture ; Raymond Gadoud, vice-président du Conseil général de l'agriculture.

Sont nommés *chevaliers* : Lucien Adam, apiculteur ; Michel Allmand, ancien directeur d'un centre de formation agricole ; Albert Baudrin, président de l'Union nationale des coopératives agricoles d'approvisionnement ; Jean Bégault, ancien député, ancien vice-président d'une chambre départementale d'agriculture ; Philippe Bombard, chargé de mission d'inspection interrégionale ; Pierre de La Broise, ancien chef de l'inspection générale de l'Office national des forêts ; André Canguilhem, chef de l'inspection générale des services de l'Office national des forêts ; Jean Carles, ancien président de section au Conseil général du génie rural, des eaux et des forêts ; René Carron, président d'une caisse régionale de crédit agricole ; Jacques Chabas, ancien ingénieur général du génie rural, des eaux et des forêts ; Raymond Couty, président d'honneur de la Fédération nationale des coopératives d'alimentation animale ; Henri Duflot, ancien président de la commission technique d'une union régionale de propriétaires forestiers ; Jean Dutraive, ancien vice-président d'une fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ; Christian Duval, directeur général d'une fédération française des coopératives agricoles ; Pierre Guillin, président-directeur général d'une société agro-alimentaire ; Christian Imbert, viticulteur ; Fernand Jacquin, ancien directeur de l'École nationale supérieure d'agronomie et des industries agricoles et alimentaires de Nancy ; Alain-Michel Jean, directeur général d'une société d'aménagement hydraulique et agricole ; Gérard Lapie, ancien secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles ; Edgar Leblanc, sous-directeur à l'administration centrale ; Louis Loreau, président d'une chambre départementale d'agriculture ; Michel Lustré, ancien directeur d'usines de fabrication d'aliments du bétail ; Yves Moreau, directeur général d'un laboratoire de produits pharmaceutiques ; Guy Robert, ancien sénateur, ancien vice-président d'une chambre départementale d'agriculture ; Alain Saliou, ancien président d'une fédération départementale de groupements de défense sanitaire.

Aménagement du territoire et environnement

Sont nommés *chevaliers* : Germaine Chouraki, dite Aziz, ancienne journaliste spécialisée dans la protection de la nature ; Françoise Brassart, née Clair, adjointe au maire, déléguée à l'environnement, chargée d'études dans un centre de recherche sur les transports ; Bernard Brillet, directeur régional de l'environnement de Nord-Pas-de-Calais ; Antoine Glémain, maire de Segré (Maine-et-Loire) ; Annick Hélias, directrice régionale de l'environnement de Bretagne ; Jean-Luc Laurent, directeur général au ministère ; Michel Mousel, président de la mission interministérielle de l'effet de serre ; Jacques Périès, président-directeur général d'une société pour le développement de l'industrie et de l'emploi ; Jean-Claude Pierre, vice-président d'une association de protection de la nature ; Jean-Luc Redaut, chargé de mission à l'administration centrale ; Michel Renon, directeur régional de l'environnement de l'Aquitaine ; Alain Rist, vice-président du conseil régional d'Ile-de-France ; Annie Sugier, directrice déléguée à l'Institut de protection et de sûreté nucléaire ; Jacques Theys, directeur scientifique de l'Institut français de l'environnement.

Relations avec le Parlement

Sont promus *officiers* : Francis Cavalier-Bénézet, ancien sénateur ; Berthe Fievet, ancienne députée, membre responsable d'une association d'anciens députés ; Hélène Ponceau, épouse Laporte, secrétaire générale de la Questure du Sénat.

Sont nommés *chevaliers* : Jean-Pierre Bloch, conseiller, chef de division à l'Assemblée nationale ; Jacques Braconnier, ancien sénateur ; Louis Brives, sénateur honoraire ; Jean-Pierre Camoin, ancien sénateur, maire d'Arles (Bouches-du-Rhône) ; Jacques Chaminade, ancien député ; André Delehedde, député honoraire ; Jean-Claude Desein, député honoraire ; Daniel Garrigue, ancien député, maire de Bergerac (Dordogne) ; Georges Louisy, ancien sénateur ; François-Xavier Mefre, conseiller, chef de division à l'Assemblée nationale ; Dominique Taddéi, ancien député ; Alain Vivien, ancien secrétaire d'Etat, député honoraire, président de la mission interministérielle sur les sectes.

Fonction publique, réforme de l'Etat et décentralisation

Est promu *officier* : Serge Vallemont, ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur honoraire du personnel du ministère de l'équipement.

Sont nommés *chevaliers* : Serge Andréoni, conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, maire de Berre-l'Étang (Bouches-du-Rhône) ; Jean Augry, adjoint au maire de Saint-Georges-de-Didonne (Charente-Maritime) ; Didier Bergas, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale ; Jacques Cablé, ancien conseiller général des Vosges, ancien maire adjoint de Mirecourt ; William Chervy, ancien sénateur de la Creuse, conseiller général, maire de Saint-Vaury ; Jean-Paul Chevallier, secrétaire général de la ville de Besançon (Doubs), ancien président du syndicat des secrétaires généraux de mairie ; Henri Collard, ancien sénateur de l'Eure, président du conseil général, maire de Lions-la-Fo-

rêt ; Roger Drapie, ancien conseiller général du Nord, ancien maire de Bergues ; Elisabeth Dupoirier, née Serot, directrice de recherche au CNRS, directrice de l'Observatoire interrégional du politique ; Nathalie Gautier, épouse Buche, conseillère générale du Rhône, conseillère municipale de Villeurbanne ; Jacques Geneletti, maire honoraire de Modane (Savoie) ; Eymard Girodet, directeur général des services départementaux de l'Ain ; Pierre Giudicelli, professeur émérite des universités ; Catherine Grémion, née Schmid, directrice de recherche au CNRS ; Guy Kerbin, ancien secrétaire général de mairie ; Henri Kolb, ancien directeur d'école ; Pierre-Claude Laviale, conseiller général de la Dordogne, maire de Saint-Aulaye ; Claudy Lebreton, président du conseil général des Côtes-d'Armor, maire de Plénée-Jugon ; Martin Malvy, ancien ministre, président du conseil régional de Midi-Pyrénées, conseiller général du Lot, maire de Figeac ; Paul Martinet, conseiller régional du Centre, conseiller général du Loir-et-Cher ; Hugues Moulouin, ancien directeur des services techniques d'une commune ; Maurice Ravanne, ancien principal de collège, conseiller général d'Eure-et-Loir, ancien maire adjoint de Dreux ; Jean-Claude Thoenig, professeur d'enseignement supérieur, président du conseil scientifique de l'évaluation ; Philippe Valletoux, conseiller du président du Crédit local de France ; Adrien Zeller, ancien ministre, ancien député, président du conseil régional d'Alsace, maire de Saverne.

Jeunesse et sports

Sont promus *officiers* : Yves Muller, président d'honneur d'une ligue régionale de football ; Georges Pfeifer, président d'honneur d'une fédération sportive ; Alfred Schoebel, président d'honneur de la Fédération des internationaux du sport français ; Lucienne Welschinger, ancienne commissaire régionale des Guides de France.

Sont nommés *chevaliers* : Daniel Baal, président d'une fédération sportive ; Roger Barbas, maître d'armes ; Jacques Bistagne, président d'une ligue régionale de football ; Pierre Durand, président d'une fédération nationale en faveur des jeunes, ancien champion olympique de saut d'obstacles ; Marie Duranton, vérificatrice aux comptes d'un comité sportif ; Jean Escalottes, président du Conseil national du football amateur ; Bernard Lefebvre, président d'un comité régional olympique et sportif ; Gérard Lollier, président d'honneur d'une ligue régionale de tennis de table ; Napoléon Luzzi, vice-président de la Fédération nationale des Joinvillais ; Jacqueline Mériot, née Contassot, secrétaire nationale d'une association populaire ; André Peytavin, ancien arbitre international de rugby ; Jean-François Renault, adjoint au directeur de la rédaction d'un journal sportif ; René Roch, président de la Fédération internationale d'escrime ; Christian Wagner, directeur-fondateur d'une chorale.

Affaires européennes

ETRANGERS EN FRANCE

Sont nommés *chevaliers* : Tiberio Brandolini d'Adda, président-directeur général de sociétés ; Michèle Chapelier, administratrice auprès de la représentation de la Commission européenne en France ; Philippe Jaccottet, traducteur et poète ; Matthias Welker, directeur d'usine ; Antonio Borges, doyen de l'Institut européen d'administration des affaires.

DISPARITIONS

■ **L'ABBÉ ELIGIUS JAN DEKERS** est mort le 15 décembre 1998 à l'abbaye bénédictine Saint-Pierre de Steenbrugge, à Bruges. Né le 20 juin 1915 à Anvers, en Belgique, sa vie s'est identifiée avec un projet éditorial ambitieux : renouveler l'œuvre de l'abbé Jacques-Paul Migne, qui, au siècle dernier, a voulu mettre à la disposition des lecteurs les textes originaux des Pères de l'Eglise et de leurs successeurs théologiens, en publiant plus d'un millier de volumes dans sa « Bibliothèque universelle du clergé » - volumes qui sont toujours utilisés par les érudits dans toutes les bibliothèques du monde. Fondant en 1949 le « Corpus Christianorum », en collaboration avec les éditions Brepols, et afin de répondre aux normes scientifiques de l'édition critique des textes, l'abbé Dekkers s'est entouré de plusieurs comités scientifiques internationaux responsables des diverses séries de cette nouvelle bibliothèque d'érudition chrétienne qui compte déjà près de cinq cents volumes. Organisé en diverses séries, ce « Corpus » propose des textes grecs et latins, qui ont formé l'histoire des

cultures chrétiennes d'Occident, sans oublier les écrits apocryphes qui n'ont cessé de nourrir les savoirs hétérodoxes. A l'heure où le monde de l'édition s'inquiète des nouvelles techniques de diffusion des textes, le « Corpus Christianorum » de l'abbé Dekkers est à la fois disponible en volumes imprimés et, pour les textes latins, sur CD-ROM.

■ **KEISUKE KINOSHITA**, cinéaste japonais, est mort à Tokyo, mercredi 23 décembre 1998, à l'âge de quatre-vingt-six ans. Il avait réalisé son premier film, *Hanasaka Minato* en 1943, une comédie satirique qui lui avait valu le Prix des jeunes cinéastes *ex aequo* avec Akira Kurosawa. Kinoshita s'est ensuite fait connaître en Occident par une série de mélodrames : *La Tragédie du Japon* (1953), une chronique sur les années d'après-guerre, *Génération éternelle* (1954), *Vingt-Quatre prunelles* (1954), sur une institutrice et ses élèves dans une petite île, *Elle était comme une fleur des champs* (1955). Après un passage à vide dans les années 60 et 70, aggravé par le démantèlement des grands studios japonais, Kinoshita était revenu au cinéma en 1983, avec *Les Enfants de Nagasaki*.

■ **JOHNNY MOORE**, un des chanteurs du groupe américain de soul/rhythm and blues The Drifters est mort, mercredi 30 décembre à Londres, des suites de problèmes respiratoires. Il était âgé de soixante-quatre ans. Les Drifters ont joué un rôle majeur dans la musique populaire américaine en intégrant les harmonies et la technique vocale du gospel à la pop new-yorkaise, à partir du milieu des années 50. Né en 1934 à Selma, Alabama, Johnny Moore a été éclipsé par les deux vedettes qu'ont abritées les Drifters, Clyde McPhatter et Ben E. King. C'est en 1954 que ce ténor rejoint la formation apparue un an plus tôt sur le label Atlantic, après le départ de McPhatter à l'armée. En 1955, il en devient le leader avant de quitter le groupe une première fois en 1957. Les Drifters, qui auront connu plus de trente membres, deviennent la créature de leur manager, George Treadwell, qui embauche et licencie quand bon lui semble. Johnny Moore revient en 1963, après le passage remarqué de Ben E. King, et interprète le tube *Under the Boardwalk* (1964). Après l'expiration du contrat avec Atlantic en 1972, d'innombrables formations se disputent le nom de Drifters. Seule celle de Johnny Moore, éta-

blie en Angleterre, s'illustrera avec quelques hits en Grande-Bretagne comme *Kissin' In The Back Row of the Movies* (1974).

■ **ORLANDUS WILSON**, chanteur noir américain, est mort, dans la nuit de mercredi 30 à jeudi 31 décembre 1998, à l'Hôpital américain de Neuilly (Hauts-de-Seine). Né à Norfolk (Etat de Virginie), il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Orlandus Wilson avait été l'un des fondateurs du quartet vocal de gospel Golden Gate Quartet, en 1934, avec William Langford, Henry Owens et Willie Johnson. Le Golden Gate Quartet était devenu l'ensemble vocal le plus populaire et le plus connu avec un répertoire qui empruntait autant aux différentes traditions des chants religieux qu'aux standards du jazz. Orlandus Wilson composait la plupart des arrangements du groupe. La formation qui avait fait plusieurs fois le tour du monde, jouant aussi bien dans des clubs, des festivals que sur les scènes les plus prestigieuses, avait quitté les Etats-Unis pour l'Europe en 1959. Le groupe avait fêté ses cinquante ans d'existence à l'Olympia en 1984. Orlandus Wilson était le seul membre original du Golden Gate Quartet qui devait donner quelques concerts en France dans les premières semaines de l'année 1999.

■ **HURD HATFIELD**, acteur américain, est mort, vendredi 25 décembre 1998, à l'âge de quatre-vingts ans en Irlande, où il vivait depuis vingt-cinq ans. Malgré une longue carrière au cinéma, à la télévision et au théâtre, Hurd Hatfield est resté surtout connu pour son interprétation de Dorian Gray en 1945 dans *Le Portrait de Dorian Gray*, d'Albert Lewin, d'après Oscar Wilde.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* daté lundi 28-mardi 29 décembre 1998 sont publiés :

● **Allocations familiales** : un décret relatif à la revalorisation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales à compter du 1^{er} janvier 1999 ; son montant passera de 2 131,68 F à 2 146,81 F.

● **Licenciements** : un décret sur l'augmentation de la contribution versée par les entreprises licenciées des salariés de plus de cinquante ans (*Le Monde* du 31 décembre 1998).

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

Coline.

4 janvier. Tu as vingt ans.

A l'encontre de Paul Nizan, tes parents te souhaitent que ce soit « le plus bel âge de la vie. »

Souvenirs

- Sa fraîcheur, son élégance et son parfum, à trente-six ans, ont pris la seule porte pour sortir d'un monde où tout meurt.

A mon compagnon tué le 14 septembre 1996, le

docteur Jean-Louis FRASCA.

Décès

« Tout près d'un raidillon... »

Armand BABEL, comédien,

s'en est allé le 31 décembre 1998.

Ses amis lui rendront un dernier hommage au funérarium des Batignolles, 10, rue Pierre-Rebière, Paris-17^e, le 5 janvier 1999, à partir de 8 h 45.

De la part de Brigitte Veaux, Et de tous ses amis.

- M^{me} Pierre Deschamps, M^{me} Bernard Deschamps, M^{me} Philippe Kuhn, M. Jean-Luc Deschamps, M. et M^{me} Gilles Michon, Le général et M^{me} Dominique Deschamps, M. et M^{me} Alain Roussel, M. et M^{me} Emmanuel Deschamps, ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, Ainsi que ses neveux et nièces, Et tous ses amis, ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Hubert DESCHAMPS, comédien, médaille militaire, chevalier des Arts et des Lettres,

décédé le 29 décembre 1998, dans sa soixante-seizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 4 janvier 1999, à 14 heures, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6^e, par le Père Letterton, aumônier des artistes du spectacle.

L'inhumation aura lieu à Chêne-Arnoult (Yonne), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, rue des Bourdonnais, 75001 Paris.

(Le Monde du 2 janvier.)

- M^{me} Monique Meech, née Desprez, Le docteur Pierre Fétique et M^{me}, née Jacqueline Desprez, M. Jacques Dussuchal et M^{me}, née Evelyne Desprez, Le docteur Patrick Desprez et M^{me}, ses enfants, Dominique, Anne-Catherine, Arnaud, Nicolas, Nathalie, Jérôme, Julien, Anne-Laure, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marguerite DESPREZ,

veuve du docteur Pierre DESPREZ,

survenu le 30 décembre 1998.

Ses obsèques seront célébrées le lundi 4 janvier 1999, à 16 h 15, en l'église Saint-Charles, au Cimetière de Rocheville (Alpes-Maritimes).

- On nous prie d'annoncer le décès de

Henri NOZET,

physicien, agrégé de l'Université,

survenu le 1^{er} janvier 1999, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Il repose au funérarium de Nevers, 6, avenue du Général-de-Gaulle.

Selon ses vœux, une messe sera dite en l'église Saint-Pierre de Nevers, où l'on se réunira, le lundi 4 janvier, à 15 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière Jean Gauthierin.

De la part de M^{me} Françoise Nozet-Pieuchot, son épouse,

Toute sa famille, Parents et amis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

25, rue des Récollets, 58000 Nevers.

Anniversaires de décès

- Il y a trois ans, disparaissait bien trop tôt,

Régine ARVIV-SEKNADJÉ.

Petite reine, nous pensons à toi.

11, rue Rébeval, 75019 Paris.

- Il y a dix ans,

Jean-Claude LAMBERTI

nous quittait.

Une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

Formation continue

INALCO FORMATION CONTINUE arabe, berbère, russe, vietnamien, cours du soir, 4 heures par semaine, à partir du 22 janvier 1999. Tél. : 01-49-26-42-81/59. Prise en charge FC possible.

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à 360 F d'économie soit 7 semaines de lecture GRATUITE*

Offre valable jusqu'au 31/12/99

ABONNEZ-VOUS ET DEVEZ LECTEUR PRIVILEGIÉ DU MONDE

Oui, je souhaite m'abonner au *Monde* pour la durée suivante :

3 MOIS - 562 F 6 MOIS - 1 086 F 1 AN - 1 980 F

au lieu de 585 F* au lieu de 1 170 F* au lieu de 2340 F*

* Prix de vente au numéro (Tarif en France métropolitaine uniquement) Soit 360 F d'économie

je joins mon règlement soit : _____ F 901 MO 001

par chèque bancaire ou postal à l'ordre du *Monde*

par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

M. M^{me} Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

	TARIFS HORS FRANCE	
	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne
1 AN	2 190 F	2 960 F
3 mois	598 F	790 F

Offre valable jusqu'au 31/12/99

• Pour tout renseignement concernant : le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement etc. Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi.

• Pour un changement d'adresse, un transfert ou une suspension vacances un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99 F TTC/min)

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc 60646 Chantilly Cedex

« Le Monde » (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year - Le Monde - 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 06, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LMS et N.Y. Box 15-19, Champlain N.Y. 12919-1519. Pour les abonnements souscrits aux USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23461-2983 USA - Tél.: 800-428-3003

MUSIQUE La pianiste, claveciniste, clavicordiste, joueuse de synthétiseur et musicologue américaine Rosalyn Tureck fait enfin son entrée au catalogue de la prestigieuse Deut-

sche Grammophon Gesellschaft. ● NÉE EN 1914, cette artiste douée d'une curiosité sans égale est quasiment inconnue de ce côté-ci de l'Atlantique et particulièrement en

France. ● ÉCLIPSÉE par Glenn Gould qui s'est inspiré de son jeu pour n'en garder que les apparences dans des interprétations séduisantes, mais simplificatrices, Rosalyn Tureck a tou-

jours été admirée, écoutée, discutée par ses collègues et de nombreux étudiants venus chercher auprès d'elle les secrets de l'interprétation de Bach. ● ROSALYN TURECK s'est

confiée pour la première fois à un journal français. Elle parle de Bach, bien sûr, mais aussi des instruments, et de la fondation qu'elle a fondée pour l'étude du génial musicien.

Rosalyn Tureck, une vie consacrée à Bach

Oubliée par la France, la « claviériste » et musicologue américaine de quatre-vingt-quatre ans raconte, dans un entretien au « Monde », sa passion pour le musicien allemand auquel elle a consacré une fondation

OXFORD

de notre envoyé spécial

Docteur Tureck, comme la nomme l'une de ses assistantes, est une très charmante dame de quatre-vingt-quatre ans, d'une allure et d'une forme exemplaires. Elle reçoit dans son cottage des alentours résidentiels d'Oxford, à midi, autour d'un rituel café et de quelques tranches de cake aux fruits confits. C'est là que la « claviériste » et musicologue américaine a élu domicile et travaille. Il ne s'agit nullement d'une retraite. Elle vient de réenregistrer Bach pour Deutsche Grammophon, et s'apprête à parcourir l'Europe et les Etats-Unis pour une longue tournée de concerts et de master-classes consacrés à Bach. Elle ne jouera pas en France. Paris est à ce jour la seule capitale d'importance à ne l'avoir jamais conviée à donner un récital.

« A seize ans, vous étiez une pianiste "à doigts" promise à une carrière de virtuose. Comment êtes-vous venue à Bach ?

— Je jouais les *Etudes Paganini* de Liszt, les concertos de Rachmaninov et des pièces du répertoire russe que m'avait enseignées mon professeur Sophia Brilliant-Liven, l'assistante d'Anton Rubinstein. Mais j'étais spontanément attirée par la musique de Bach et j'ai eu la chance de rencontrer un deuxième professeur, Jan Chiapusso, d'origine italo-hollandaise, très au fait de la musique ancienne, particulièrement de celle de Bach. Il m'a vivement encouragée à jouer la musique du Cantor. Toute jeune, j'ai appris par cœur — à raison d'un numéro tous les trois jours — l'intégralité du *Clavier bien tempéré* de Bach. Du coup, lors des examens, je donnais au jury le choix entre les quarante-huit numéros des deux livres !

« Peu de professeurs de l'époque m'auraient engagée à poursuivre ce chemin. J'ai donné très tôt des récitals entièrement consacrés à Bach : les premiers eurent lieu à Chicago en 1930. J'avais seize ans. Ont suivi, en 1937, six programmes Bach au Town Hall de New York, un an après mes débuts en concerto avec l'Orchestre de Philadelphie à Carnegie Hall. Le grand chef Frederic Stock m'a auditionnée et m'a dit que, quel que soit le chemin qu'on parcourt, si l'on en vaut la peine, « il y a toujours de la place au sommet ». Je n'ai jamais oublié ce conseil en forme de compliment...

« Depuis, je joue tout Bach, y compris des pièces peu connues et pas seulement, comme on pourrait le croire, les *Variations Goldberg*... Cependant, c'est un recueil fondamental pour moi : je l'ai appris en quelques jours et l'ai interprété pour la première fois en pu-



Rosalyn Tureck : « J'ai été à l'affût de la modernité. »

blic à l'âge de dix-huit ans à la Juilliard School. J'y trouve tout ce dont j'ai besoin, et j'y découvre sans cesse des perspectives nouvelles. Bach a ceci de fascinant qu'il est un génie polyphonique chez qui plusieurs couches d'intelligence coexistent. Il y a toujours plusieurs niveaux de sensibilité, d'écoute, de compréhension. Vous pouvez aller fouiner dans les chiffres, les proportions numériques, la rhétorique et vous laissez séduire par la simple ligne d'une phrase. C'est un monde en soi.

— Vous avez d'ailleurs fondé une institution qui prend en compte toutes ces données...

— J'ai en effet fondé la Tureck Bach Research Foundation. Nous organisons des colloques, des tables rondes, des concerts, des master-classes. Je déteste rester

dans mon coin, demeurer sur des acquis inamovibles. On apprend beaucoup au contact des autres disciplines scientifiques, intellectuelles et artistiques. Le premier numéro du *Journal* de la Fondation, paru en 1997, publie des articles dont je suis très fière : « Mathématiques, figures, précision et profondeur » est un brillant exposé de Roger Penrose, professeur de mathématiques à l'université d'Oxford. J'ai moi-même parlé de « Cellules, fonctions, relations dans la structure et l'interprétation musicale ».

« Bien entendu, je suis liée à quelques musicologues et je suis ravie de voir que certains d'entre eux apprécient mes articles et mes prises de position. Je ne suis pas une partisane de l'authenticité, en tout cas pas telle qu'elle est présentée comme une garantie par de

nombreux musicologues. Je m'en suis expliquée longuement dans un article qui sera réédité sous peu dans le deuxième numéro du *Journal* de la Fondation. Je n'y crois pas pour de multiples raisons. Cela commence par le problème des éditions *Urtext*, les versions prétendument originales publiées selon les textes autographes. Mais quels autographes ? Il en existe parfois plusieurs et le regard musicologique est avant tout un regard sélectif. Parfois, il n'existe pas du tout d'autographe, ce qui est souvent le cas chez Bach. J'estime que certains copistes n'ont pas à être pris pour le compositeur. Quoi qu'il en soit, pour les volumes Bach que j'ai réalisés pour Schirmer, je publie toujours l'autographe, ma transcription, et j'explique mes choix dans une préface. Ainsi l'interprète a les

sources et peut comparer, comprendre.

— Comment et quand avez-vous découvert le clavecin ?

— Lorsque j'étais toute jeune, à Chicago, ma ville natale, deux élèves de Wanda Landowska sont revenus de France avec des clavecins, dont certains instruments anciens. Je me suis donc familiarisée dès l'âge de quatorze ans avec tous ces claviers. C'était merveilleux. Depuis, je n'ai jamais pu renoncer à ces instruments.

« Bach est un génie polyphonique chez qui plusieurs couches d'intelligence coexistent.

Il y a toujours plusieurs niveaux de sensibilité, d'écoute, de compréhension. C'est un monde en soi »

— On dit que les pianos de votre jeunesse étaient plus légers et permettaient un toucher plus facilement articulé ?

— Certes leur mécanique était plus légère, ce qui permettait d'une certaine manière de se fatiguer moins les doigts dans des œuvres de grande virtuosité, mais leur son était souvent plus dense, plus profond, plus chargé d'harmoniques. Du coup la sonorité portait plus loin. De nos jours, quand j'essaie un piano dans une salle, il me suffit d'un seul son. J'écoute sa résonance et me rends compte tout de suite de sa qualité. De manière générale, on a en effet perdu cette qualité sonore des pianos d'autrefois, ce « port » du son.

— Cette qualité des pianos anciens a-t-elle facilité votre approche du clavecin et des instruments à cordes pincées ?

— Vous voyez ici, autour de mon grand piano, un clavecin, un Dowd que j'ai souvent utilisé en concert, une épinette au son très discret, qui demande à être touché très délicat. Je ne sais pas vraiment pourquoi, mais je m'adapte assez vite et assez facilement à ces différents claviers, y compris à l'orgue, que j'aime aussi beaucoup jouer. Il m'est arrivé de donner une première partie de concert au clavecin et la seconde au piano. J'ai beaucoup réfléchi à l'articulation

mais, quoi qu'on en dise, ma façon de jouer Bach au piano n'est pas « clavecinistique ». Je n'ai jamais cherché le *staccato* pour le *staccato* en soi, et d'ailleurs, si l'on écoute bien, je pense avoir une vraie palette d'articulations. C'est un style qui a été beaucoup copié depuis...

— Comment en êtes-vous venue à réenregistrer les *Variations Goldberg* ?

— Depuis des lustres, mes disques anciens n'étaient pas réédités et s'il n'y avait pas eu Ernest Gilbert et les disques américains VAI pour publier des inédits et des versions de concerts, ma discographie disponible serait réduite à néant. Pourtant, il y a des dizaines d'heures de musique chez CBS, Decca, EMI, etc, dont un *Clavier bien tempéré* piraté par une marque italienne et que j'aimerais bien voir réédité proprement : je crois n'avoir rien fait de mieux. Un jour, Tom Deacon, le responsable de la série « Grands pianistes du XX^e siècle » chez Philips est venu me rendre visite afin de parler du volume qui m'est consacré. Avec lui se trouvait un charmant garçon, également de chez Polygram, qui s'est révélé être Kevin Kleinman. Après avoir entendu certains de mes enregistrements, il a voulu que je signe un nouveau disque pour Deutsche Grammophon. J'ai évidemment accepté, en demandant de bonnes conditions de travail, du temps, du calme. Nous avons travaillé merveilleusement et je suis ravie du résultat.

— Pourriez-vous renoncer à toute autre musique et ne garder que celle-là ?

— Probablement. Ce n'est ni un refuge ni une fuite de mon époque : j'ai été à l'affût de la modernité, j'ai créé et dirigé une société pour la musique contemporaine, Composers of Today (« Compositeurs d'aujourd'hui »). J'ai également enregistré des œuvres américaines écrites spécialement pour moi comme la *Sonate* de David Diamond. Mais depuis ma jeunesse, Bach me donne des joies que je ne peux trouver ailleurs qu'en associant plusieurs compositeurs.

Propos recueillis par Renaud Machart

Pour l'entendre

● Disques et vidéo.

Bach : *Variations Goldberg* ; enregistrées en public, à Saint-Petersbourg (1995), 2 CD VAI-AUDIO 1142-2 (disponible en vidéo : VAI 69220) ; enregistrées en public, à Montréal (1980), 2 CD Fonovox VOX 7984-2, distribué par Scalen ; en studio, 2 CD Deutsche Grammophon à paraître début février. Récital de Saint-Petersbourg, avec *Caprice sur le départ d'un frère bien-aimé, Fantaisie chromatique et fugue, Deuxième Partita...*, 1 CD VAI-AUDIO VAI 1131.

Les disques VAI-AUDIO ne sont pas disponibles en France pour le moment, ils peuvent être commandés par internet : www.musicblvd.com

● Adresse et site internet.

Tureck Bach Research Foundation, Windrush House, Davenant Road, Oxford, England, OX2 8BX. www.altavista.com puis chercher *rosalyn tureck*.

Célèbre et inconnue, la pianiste occultée par Glenn Gould

INCONNUE du paysage musical français, Rosalyn Tureck ne le restera plus longtemps. Les esprits chafouins, relevant l'âge respectable de cette artiste, s'imagineront que l'industrie du disque avait besoin d'inventer une légende après la disparition récente des grands anciens — Kempff, Arrau, Serkin, Horowitz, Magaloff, Horszowski, Michelangeli, Cherkassky, Bolet, Gilels et Richter. Pour la première fois dans l'histoire de l'interprétation pianistique, le monde musical est effectivement brutalement sevré d'une génération d'artistes dont la diversité d'approche était un grand bonheur : elle détruisait la mystique moderniste qui veut faire croire que l'on est de plus en plus fidèle au sacro-saint texte.

Rosalyn Tureck est née en 1914. Elle est donc la doyenne des « grands pianistes » en activité. Il n'y a qu'Alicia de Larrocha, de neuf ans sa cadette, qui la sépare des sexagénaires et quinquagénaires les plus en vue : Alfred

Brendel, Martha Argerich, Vladimir Ashkenazy, Murray Perahia, Nelson Freire, Stephen Kovacevich, Maria Joao Pires, Maurizio Pollini, Leon Fleisher... Une théorie bien courte si on la compare aux stars qui faisaient carrière autrefois : au moins une quarantaine avant la seconde guerre mondiale. Pionnière de la mondialisation, la vie musicale a depuis longtemps réduit le nombre d'artistes accédant aux grands festivals, aux grandes formations symphoniques et, par là, à la connaissance du plus grand nombre à ceux qui enregistrent pour les multinationales.

Rosalyn Tureck n'est donc pas une inconnue dénichée par une maison de disques. Cette artiste est l'une des musiciennes les plus accomplies de ce siècle. Elle n'aura jamais cessé de jouer, d'être écoutée, admirée, discutée, voire copiée, sans jamais occuper le devant de la scène. Elle le dit elle-même, sans un petit éditeur américain, ses interprétations se-

raient aujourd'hui inaccessibles. Autrefois, Tureck a cependant enregistré ponctuellement pour quelques grandes firmes, mais son malheur, ou plutôt le nôtre, s'appelle Glenn Gould. Le jeu du Canadien prend incontestablement source dans celui de sa consœur, mais il ne lui aura laissé qu'un strapontin dans la conscience des mélomanes.

UNE IMAGE PLUS OUVERTE

Le pianiste canadien a, en effet, occupé le terrain Bach/piano pendant deux décennies : il aura lui aussi été écouté, admiré, discuté et copié. Le personnage mystérieux qu'il avait créé a d'ailleurs tout mis en œuvre pour cela. Il n'était pourtant pas le seul artiste d'envergure à jouer ce répertoire : en plus de Rosalyn Tureck, il faut relever le nom de la Russe Tatiana Petrovna Nikolaeva. Pianiste, compositeur, cette forte en thème — rejetée par les gouldiens — pratiquait un immense répertoire qui accordait une place d'honneur à la totalité de

l'œuvre pour clavecin de Bach. Il faut aussi se remémorer Albert Lévesque (1900-1970), un Français qui, hélas !, détestait enregistrer des disques : lors de son entrée au Conservatoire de Paris, il demanda au jury de choisir pour lui un prélude et fugue de Bach parmi les 48 du *Clavier bien tempéré*. Il avait une douzaine d'années...

Le grand avantage commercial du jeu de Gould dans Bach tient à son caractère univoque et simplificateur. Ce piano clair, cette polyphonie dégraissée et volubile étaient un prêt-à-écouter idéal après-guerre. On a donc fait de Gould l'interprète par excellence de Bach. Cet abus de position dominante doit être remis en cause : Gould ne propose qu'une des options dans l'interprétation, car il a choisi la voie d'un jeu signalétique, systématique, d'une force de séduction qui en aura endormi plus d'un.

Rosalyn Tureck n'est pas moins volontariste, mais ses interprétations plus complexes, moins cello-

phanées, plus difficiles d'accès aussi donnent de Bach une image plus ouverte, un Bach à la fois archaïque, intemporel, sensible sans être expressionniste, analytique sans être motorique. Ne devant rien au clavecin et profitant de tous les possibles offerts par le piano — un instrument qu'invente à chaque fois celui qui le touche —, Tureck est artiste sans être égocentrique. Sa grande qualité est d'imposer une perception du temps musical incroyablement différente d'un individu à l'autre en ce qu'elle réussit à recréer la musique de Bach dans toute sa complexité. Les contemplatifs feront leurs délices de ses interprétations à la sonorité somptueuse, les oreilles les plus affûtées suivront avec une grande excitation le cheminement des savantes constructions contrapuntiques du Cantor, les amateurs de piano se saouleront de l'infinie variété d'attaques, de couleurs d'un jeu vénérable.

Alain Lompech

Par l'auteur d'ARCHIBALD (700 représentations en France)

LES CINÉMAS DE LA RUE D'ANTIBES

Comédie satirique
THÉÂTRE DES MATHURINS
01 42 65 90 00 / 01

ETUDIANTS 100 F

A Nantes, le festival Fin de siècle commence 1999 au son des musiques électroniques

La Saint-Sylvestre s'est déroulée dans la rue avec les Klezmatics et en salle avec la techno

La tendance du premier jour du festival Fin de siècle s'amplifie : les spectacles affichent complet. L'entrée dans l'année 1999 a été saluée

par deux spectacles-événements. L'un ouvert à tous, en plein air, entre château et cathédrale, avec la musique des Klezmatics ; l'autre, en pas-

sant le canal, dans la Cité des congrès, qui a tangué et vibré sous les coups des boîtes à rythmes des musiques électroniques.

FIN DE SIÈCLE, New York à Nantes, avec deux cent cinquante plasticiens, musiciens, comédiens, danseurs. Jusqu'au 2 janvier. Tél. : 02-40-12-14-34.

NANTES

de notre envoyé spécial

Complet pour les marionnettes ou les projections, complet pour le jazz ou la techno..., partout, on fait la queue. A l'entrée de l'hôtel de la Duchesse-Anne, dont les chambres sont devenues des galeries, devant Les Olivettes, vaste structure de pierres et de poutres, au club de jazz Pannonica, pour le *free* de William Parker, à la Cité des congrès, pour danser. La tendance du premier jour du festival Fin de siècle s'amplifie (*Le Monde* du 1^{er} janvier). New York. Le thème fait recette. Un New York artistique plutôt aux marges, que l'équipe du Centre de recherche et de développement culturel (CRDC), dirigée par Jean Blaise, est allée chercher au cours de plusieurs voyages.

L'entrée dans l'année 1999 a été saluée par deux spectacles-événements. L'un ouvert à tous, en plein air, cours Saint-Pierre, entre le château des ducs de Bretagne et la cathédrale, avec la musique des Klez-

matics ; l'autre, en passant le canal, dans la Cité des congrès, vaisseau un peu froid qui a tangué et vibré sous les coups des boîtes à rythmes des musiques électroniques.

Le cours Saint-Pierre est illuminé par les flammes d'un appareillage de pots à feu et de braseros. Peu avant minuit, on y trouve, au jugé, 10 000 personnes. Avec ses rythmes impairs d'Europe de l'Est, les clarinettes et accordéons emportés et des voix en belle forme, les Klezmatics font reprendre aux spectateurs touchés par des envies de farandoles des « Bonne année ! » à tue-tête, avant d'entamer des airs où pointent aussi le jazz et l'Orient.

Nantes, qui a pris l'habitude de descendre dans la rue avec les spectacles de la troupe Royal de luxe, ne se retrouvait pas jusqu'à présent pour la Saint-Sylvestre en promenade nocturne dans la ville, comme le rappelle le maire Jean-Marc Ayrault (PS). Fin de siècle inaugure ainsi une autre tradition à venir. Des farandoles, il y en eut aussi Cité des congrès. Ouvert vers 0 h 30, le bâtiment a vite atteint sa capacité d'accueil autorisée, soit 5 500 personnes. Annoncée « complet » depuis plusieurs jours, la soirée a attiré un supplément de

public, qui avant de pouvoir acheter un billet devait attendre la sortie d'autres personnes. Ce système a provoqué des altercations et des mouvements violents. Les services de sécurité ont fait face, puis la police est intervenue. Ces incidents sont cependant restés inconnus de la plupart des participants à la nuit électronique, venus « s'explorer » la tête et les jambes le plus longtemps possible. A 9 heures, au soleil déjà chaud, les derniers danseurs quittaient tranquillement la Cité des congrès.

150 BPM

Dans le bâtiment, tandis que trois petites salles étaient ouvertes pour des prestations simultanées, le vaste hall était transformé en piste de danse. Sur des écrans étaient projetées les sempiternelles formes géométriques ou mouvantes héritées du psychédéisme des années 60. Fêtards de Nouvel An et habitués du circuit se croisent ; la house et la techno dominent. Le tempo ne varie guère des 150 bpm (battements par minute) à la grosse caisse électronique. L'effet lancinant brouille la perception des différents intervenants aux machines. C'est la négation de l'homme, effacé derrière la

musique, comme le prônent les plus puristes du mouvement.

Le recours aux mêmes types de son, à des basses systématiquement compressées, provoque une uniformité d'où émerge pour tant Oliver Chesler, qui zèbre le *beat* de traits rapides et désincarnés, et, surtout, Cajmere, qui, lui, se met en avant, joue sur des phrases presque swingantes, homme de scène charismatique.

Dans les autres salles, il y a plus de vie et de diversité. DJ Spooky conclut un duo avec le guitariste Arto Lindsay avec un remarquable *mixe* d'un solo de batterie et d'un piano ouvertement jazzy. Les six musiciens de Scarab mêlent tablas indiens, danseuse, claviers et batterie, dans un jeu d'improvisation qui n'oublie pas la joie du corps à bouger. DJ Wally mêle à son jeu un *beat* régulier d'effets de percussions. Le trompettiste Ben Neill lorgne franchement vers Miles Davis. DJ Soul Slinger enfin, né à Sao Paulo, traduit avec imagination les mouvements de la ville, à coups de cassures et d'arrêts foudroyants des séquences et des platines. Un point commun : tous sont ludiques.

Sylvain Siclier

Pom-pom parade à Montmartre

La Grande Parade de Paris, 1^{er} janvier, de 14 h à 15 h 30 à Montmartre. Organisateur : Raymond Marcellac, de FIP (France Internationale Parade).

Entre un croissant trempé dans le champagne et un Alka-Seltzer, il est 13 heures vendredi 1^{er} janvier. La Butte Montmartre est au balcon. En chemise de nuit, bonnet à pompon, doudoune ou costume trois pièces, les habitants du dix-huitième arrondissement guettent la Grande Parade. Deux mille artistes, musiciens, jongleurs et pom-pom girls du monde entier : un événement géant, comme les organisateurs le clament. Inspirée par la London Pride qui se déroule au même moment outre-Manche, cette carte de vœux fanfaronnante fait arriver par flots Parisiens et touristes toujours avides de flonflons, qui jâillissent des bouches de métro Anvers ou Pigalle. Blêmes comme un lendemain de fiesta, mais l'œil aux aguets derrière les lunettes de soleil.

A l'angle du boulevard Rochechouart et de la rue des Martyrs, des orchestres s'échauffent avant le coup de sifflet du départ. Le Greenville High School Marching Band du Michigan répète une ultime fois une délicate chorégra-

phie au cours de laquelle les joueurs échangent leur place en marchant, tandis qu'une de leurs « girls » fait si fort tourner son drapeau qu'elle manque estourbir sa voisine. Les risques du métier.

Pas question, en revanche, de chahuter pour les majorettes du groupe tchèque Tanecni Skupina. Serrées comme des poussins autour de leur *coach*, en cape bleue et toque blanche en tulle, elles semblent hésiter entre le rôle d'infirmière et de jeune mariée décalée. A des années-lumière du style sport rouge et blanc des *girls* de la Universal Dance Association, qui piaillent et rigolent à qui mieux mieux.

PEAUX DE BÊTE ET HAILLONS MÉDIÉVAUX

Mignonnes, explosives, elles brandissent leur pom-pom avec une bonne humeur contagieuse. « *We are the best of USA. We are going to rock Paris!* » (Nous sommes les meilleurs des Etats-Unis et nous allons tournerbouler Paris). Elles viennent du Tennessee, du New Jersey ou de Virginie. Elles ont auditionné pour entrer dans la troupe et ont appris la chorégraphie sur vidéo chez elles. C'est la première fois qu'elles se retrouvent ensemble pour danser. Pour le plaisir. Lors de la Parade, nos souris emportent le morceau. Sur un rock ultra-rapide, elles balancent tout à trac leur énergie en

youyoutant à pleins poumons. *Happy new year, Paris!* Voilà que les cornemuses écossaises déchirent l'air, harcelées par les trompettes arabes que matraquent des tambours. Il s'agit du groupe de percussionnistes Rurple Drum Skin, bande de sombres lascars en haillons médiévaux et peaux de bête. Leur pochade gothique post-apocalyptique détonne dans cette Parade bon enfant. L'un de ces fous d'Anglais à le visage percé de grosses aiguilles des sourcils aux lèvres. Un autre sort en douce sa flasque de whisky et avale une lampée. Défiler donne soif. Regarder aussi. Les terrasses des cafés serrent leurs tables. Les restaurants saturent. La boulangère de la rue des Abbesses n'a pas le temps de profiter des numéros. Cette année, le public a gros appétit. Sandwichs-frites, galettes, marons chauds, glaces, tout fait ventre. Surtout pour attaquer la grimpe jusqu'au Sacré-Cœur, dernière étape de la Parade. La plus difficile, tant la foule est compacte.

Le point de vue vaut l'effort. Ballets des drapeaux bleus et dorés, des petites filles arabes et des girl-scouts américaines, des Père Noël verts du Secours populaire français et des majorettes en jupettes. Pom-Pom Montmartre claque fort.

Rosita Boisseau

CORRESPONDANCE

Une lettre de l'Adami

A la suite de notre article à propos de la contestation d'un décret sur les sociétés de gestion de droits (*Le Monde* du 29 décembre), nous avons reçu de l'Adami, société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes, la mise au point suivante :

Depuis toujours l'action artistique et culturelle de l'Adami s'inscrit dans le respect scrupuleux de la loi. Le récent décret du 18 novembre 1998, dont *Le Monde* relaie une interprétation assurément tendancieuse, est, par définition, impropre à modifier la loi et aucune dérive n'est à entériner.

La transparence a toujours été la règle de conduite de l'Adami pour la totalité des projets subventionnés, qu'il concerne un administrateur ou non. Chaque année, l'as-

semblée générale est informée de la liste exhaustive des projets subventionnés par l'Adami. Par leur vote les associés ratifient cette liste.

En 1997, les projets dans lesquels un artiste administrateur pouvait avoir un intérêt direct ou indirect s'élevaient au nombre de trois, pour un montant total de 300 000 francs, soit 0,4 % des 649 projets aidés, et 0,7 % des 41,7 millions de francs engagés. En 1998, six projets intéressent directement ou non des artistes administrateurs, pour un montant de 520 000 francs, soit 0,6 % des 872 projets aidés et 0,7 % des 65,7 millions de francs engagés.

La loi et le bon sens veulent que l'action artistique de l'Adami, société d'artistes, bénéficie aux artistes, qu'ils soient ou non associés.

DÉPÊCHES

■ **ARTS** : le prêt d'une toile de la série des *Nymphéas*, de Monet, a été refusé par la Direction des musées de France pour une exposition qui ouvre en janvier à la Royal Academy, à Londres. Conservée au Musée de Caen, la toile, répertoriée comme MNR (œuvres d'art dont les propriétaires n'ont pas été retrouvés après 1945), est revendiquée par la famille du marchand Paul Rosenberg depuis sa présentation dans une exposition à Boston (*Le Monde* du 2 décembre 1998).

■ **VENTES** : les résultats de 1998. Les études parisiennes des commissaires-priseurs Tajan et Piasa ont dominé le marché de l'art en France pour 1998. Le premier a réalisé un chiffre d'affaires de 437 millions de francs, en 136 ventes. Le groupe Piasa atteint 353 millions de francs, en 91 ventes, dont celles consacrées à la succession Dora Maar. Il détient également la plus haute enchère réalisée à Paris en 1998 : 51,5 millions de francs pour *Choc de cavaliers arabes*, record mondial pour un tableau de Delacroix.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Animals de Michael Di Giacomo (Etats-Unis, 1 h 43).
Billy's Hollywood Screen Kiss de Tommy O'Haver (Etats-Unis, 1 h 32).
Holderlin de Nina Grosse (Allemagne, 1 h 30).
Je suis vivante et je vous aime de Roger Kahane (France, 1 h 35).
Piège à Hong Kong de Tsui Hark (Etats-Unis, 1 h 31).
Rencontre avec Joe Black de Martin Brest (Etats-Unis, 3 h 01).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

REPRISES

L'Autre de John Cromwell, avec Cary Grant, Carole Lombard. Américain, 1939, noir et blanc, copie neuve, inédit (1 h 34).
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60).
Les Contrebandiers de Moonfleet de Fritz Lang, avec Stewart Granger, Jon Witheley. Américain, 1955, copie neuve (1 h 23).
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5^e (01-43-54-51-60).
L'Homme qui en savait trop d'Alfred Hitchcock, avec Leslie Banks, Edna Best, Peter Lorre. Britannique, 1934, (1 h 25).
Action Ecoles, 5^e. Tél. : 01-43-29-79-89.
La Strada de Federico Fellini, avec Giulietta Masina, Anthony Quinn. Italien, 1954, noir et blanc (1 h 40).
Action Ecoles, 5^e. Tél. : 01-43-29-79-89 ; *Mac-Mahon*, 17^e. Tél. : 01-43-80-24-81.
West Side Story de Robert Wise et Jérôme Robbins, avec Natalie Wood, Richard Beymer, Russ Tamblyn, Rita Moreno, George Chakiris. Américain, 1960 (2 h 35).
Grand Action, dolby, 5^e (01-43-29-44-40).

FESTIVALS CINÉMA

Charlot revient
Les Temps modernes (1935) : le 2, à 17 h 20, 19 h ; *La Ruée vers l'or* (1925) : le 3, à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h ; *L'Emigrant* (1917) : le 4, à 14 h, 15 h 40, 17 h 20.
Action Ecoles, 23, rue des Ecoles, Paris 5^e. Tél. : 01-43-29-79-89.
Littérature et cinéma
Lolita (Stanley Kubrick, 1962) : le 2, à 17 h 30, 20 h 30 ; *La Nuit de l'iguane* (John Huston, 1964) : le 3, à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30 ; *Freud, passions secrètes* (John Huston, 1962) : le 4, à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h 30.
Grand Action, 5, rue des Ecoles, Paris 5^e. Tél. : 01-43-29-44-40.
Ernst Lubitsch
Ninotchka (1939) : le 2, à 16 h 05, 18 h 05, 20 h 05, 22 h 05 ; *Le Ciel peut attendre* (1943) : le 3, à 14 h 05, 16 h 05, 18 h 05, 20 h 05, 22 h 05 ; *To Be or not to Be* (1942) : le 4, à 14 h 05, 16 h 05, 18 h 05, 20 h 05, 22 h 05.
Reflet Médicis, salle Louis Jouvet, 3, rue Champollion, Paris 5^e. Tél. : 01-43-54-42-34.
J. L. Mankiewicz
Chaines conjugales (1949) : le 2, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *L'Aventure de Mme Muir* (1947) : le 3, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *On murmure dans la ville* (1951) : le 4, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
Action Christine, 4, rue Christine, Paris 6^e. Tél. : 01-43-29-11-30.
Yasujiro Ozu
Herbes flottantes (1959) : le 2, à 16 h 30, 18 h 50, 21 h 15 ; *Le Voyage à Tokyo* (1953) : le 3, à 13 h 30, 16 h 05, 18 h 45, 21 h 15 ; *Va d'un pas léger* (1930) : le 4, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
Saint-André-des-Arts I, 30, rue Saint-André-des-Arts, Paris 6^e. Tél. : 01-43-26-48-18.
Panorama du Western
Les Deux Cavaliers (John Ford, 1961) : le 2, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *L'Appât* (Anthony Mann, 1953) : le 3, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *La Chevauchée de la vengeance* (Bud Boetticher, 1959) : le 4, à 14 h, 16 h, 18 h, 22 h.
Action Christine, 4, rue Christine, Paris 6^e. Tél. : 01-43-29-11-30.
Jean-Daniel Pollet
L'Amour c'est gai, l'amour c'est triste (1968) : le 2, à 21 h 45 ; *Dieu sait quoi* (1995) : le 3, à 21 h 45 ; *Le Horla* (1966) : le 4, à 21 h 45.
L'Epée de Bois, 100, rue Mouffetard, Paris 5^e. Tél. : 08-36-68-07-52 (2,23 F/mn).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Ildebrando Biribó' ou Un souffle à l'âme
Ildebrando Biribó' fut le souffleur de la première mondiale de *Cyrano* de

Bergerac d'Edmond Rostand, le 28 décembre 1897 au Théâtre de la Porte-Saint-Martin. A la fin de la représentation, on le trouva mort dans son trou de souffleur.
Théâtre Herberot, 78bis, boulevard des Batignolles, Paris 17^e. M^o Villiers. Le 3, à 21 heures. Tél. : 01-44-70-06-69. 50 F.

Le Dernier Repas
de Fayt. Philippe Desandré (Henri Smith), Pascal Sausy (Victor), Philippe Le Chevalier, David Schavelzon (Jean), Jocelyne Carissimo (M^o Flesh), Akémi Souchay (piano), Bruno Gousset (direction), Serge Lipszyc (mise en scène).
Péniche Opéra, 200, quai de Jemmapes (canal Saint-Martin), Paris 10^e. M^o Jaurès. Le 2, à 21 heures ; le 3, à 17 heures. Tél. : 01-53-38-49-49. 150 F.

Orchestre Colonne
Musiques de films et de comédies musicales. Marie Zamora (soprano), Gilles Ramade (baryton), Didier Benetti (direction).
Opéra-Théâtre, place France, 91 Massy. Le 3, à 16 heures. Tél. : 01-60-13-13-13. De 80 F à 125 F.

Kayassine
avec la compagnie les Arts Sauts.
Espace chapiteau du Parc de la Villette, Paris 19^e. M^o Porte-de-la-Villette. Le 2, à 20 h 30 ; le 3, à 16 heures. Tél. : 08-03-07-50-75. 115 F et 140 F.

Muriel Robin
de Muriel Robin et Pierre Palmade, mise en scène de Roger Louret.
Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9^e. M^o Opéra. Le 2, à 20 h 30 ; le 3, à 17 heures. Tél. : 01-47-42-25-49. De 190 F à 270 F.

Kirk Lightsey Quartet
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^o Châtelet. Le 2, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. De 50 F à 100 F.

Jacques Haurigné
Ciné Théâtre 13, 1, avenue Junot, Paris 18^e. M^o Lamarck-Caulaincourt. Le 3, à 15 heures. Tél. : 01-42-51-13-79. De 50 F à 80 F.

Ricet Barrier
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2^e. M^o Sentier. Le 2, à 20 heures. Tél. : 01-42-36-37-27. De 80 F à 110 F.

Querido flamenco
Ranelagh, 5, rue des Vignes, Paris 16^e. M^o Muette. Le 2, à 21 h 15 ; le 3, à 18 heures. Tél. : 01-42-88-64-44. De 90 F à 120 F.

Opus 4
Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2^e. M^o Sentier. Le 2, à 22 heures. Tél. : 01-42-36-37-27. De 70 F à 90 F.

RÉSERVATIONS

Les Belles Nuits du Ramadan
avec l'Orchestre du Conservatoire de Beyrouth, Houria Aïchi, Fadela & Aïssa, Hassan Haffar et les Munshids d'Alep...

Café de la Danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11^e. Du 6 au 20 janvier. Tél. : 01-47-00-57-59. De 80 F à 130 F.

Claude Nougaro
Palais des Sports, 1, place de la Porte-de-Versailles, Paris 15^e. Le 15 janvier. Tél. : 01-44-68-44-68. De 150 F à 290 F.

Julien Clerc
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. Du 16 au 20 et du 25 au 28 janvier. Tél. : 01-49-52-50-50.

Hommage à Astor Piazzolla
par Michel Portal, Richard Galliano et l'Orchestre des concerts Lamoureux.

Salle Pleyel, 252, rue du faubourg Saint-Honoré, Paris 8^e. Le 17 janvier. Tél. : 01-45-61-53-00. De 90 F à 190 F.

DERNIERS JOURS

2 janvier : Cabaret citrouille, revue (et corrigée)

d'Achille Tonic et Ferdinand Leconte, mise en scène d'Achille Tonic. *Chapiteau Achille Tonic*, 43, quai d'Austerlitz, Paris 13^e. Tél. : 01-44-24-01-00. De 70 F à 130 F.

3 janvier : Fellag
Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10^e. Tél. : 01-46-07-34-50. De 70 F à 130 F.

4 janvier : Batekè
Véilleurs du monde, un atelier au Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, 293, avenue Daumesnil, Paris 12^e. Tél. : 01-43-46-51-61. 38 F.

Gustave Moreau (1826-1898)
Galeria nationales du Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 01-44-13-17-17. 50 F.

10 janvier : Millet, Van Gogh
Musée d'Orsay, 62, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 01-40-49-48-14. 40 F.

Dominique Gonzalez-Foerster, Pierre Huyghe, Philippe Parreno
Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 01-53-67-40-00. 27 F.

Lydie Arickx : les racines du chaos
Couvent des Cordeliers, 15, rue de l'Ecole-de-Médecine, Paris 6^e. Tél. : 01-43-29-39-64. 20 F.



JIA ZHANG KE : ●
JEUNESSE DU CINÉMA CHINOIS

EXORCISME STALINNIEN :
ENTRETIEN AVEC ALEXEI GUERMAN

SUE : PORTRAIT D'ANNA THOMSON

PAULO ROCHA :
TOUT L'OR DU FLEUVE

LES DIX MEILLEURS FILMS

NUMÉRO 531 - JANVIER 1999

CAHIERS DU CINÉMA

35 F - Chez votre marchand de journaux

SPECTACLES
Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel
3615 LEMONDE
2,23 F/mn

FILMS DE LA SOIRÉE

- 15.55 Certains l'aiment chaud** ■■■
Billy Wilder (Etats-Unis, 1959, N., 120 min). **Cinéoïtole**
- 16.30 Soupe au canard** ■■
Leo McCarey (Etats-Unis, 1933, N., v.o., 70 min). **Ciné Classics**
- 23.00 Et tournent les chevaux de bois** ■■
Robert Montgomery (Etats-Unis, 1947, N., v.o., 105 min). **Ciné Classics**
- 23.00 Le Docteur Jivago** ■■
David Lean (Etats-Unis, 1965, v.o., 195 min). **Ciné Cinémas**
- 23.00 L'Enquête de l'inspecteur Morgan** ■■
Joseph Losey (Etats-Unis, 1959, N., v.o., 90 min). **Cinéoïtole**
- 0.15 Planète hurlante** ■■
Christian Duguay (Etats-Unis, 1995, 105 min). **TSR**

- 0.30 La Rivière rouge** ■■■
Howard Hawks (Etats-Unis, 1948, N., 125 min). **Cinéoïtole**
- 0.35 La Passion Béatrice** ■■
Bertrand Tavernier (France - Italie, 1987, 140 min). **Cinéstar 1**
- 4.10 Tumultes** ■■■
Bertrand Van Effenterre (France - Belgique, 1989, 90 min). **Cinéstar 2**

GUIDE TÉLÉVISION

- DÉBATS**
- 17.10 Le Monde des idées.** Invité : Bernard Henry-Lévy. **LCI**
- MAGAZINES**
- 17.30 Envoyé spécial, les années 90.** Destins voilés. Invitée : Claire Brisset. **Histoire**
- 17.40 Courts particuliers.** Invité : Erick Zonca. **Paris Première**
- 19.00 T.V. + Spécial.** Le journal de l'année télé 98. **Canal +**
- 19.00 Histoire parallèle.** Semaine du 2 janvier 1949. A chaque régime son protocole. Invités : Michel Tatu ; Daniel Dayan. **Arte**
- 20.35 Planète animal.** Les royaumes de l'ours russe : surgi des flammes. **TMC**
- 20.45 Le Magazine de l'Histoire.** Spécial siècle barbare. Invités : Krystof Pomian ; Alain Besançon ; Dominique Borne ; Eric Vigne. **Histoire**
- 21.30 Planète Terre.** Le carnaval de Rio : samba, crime et corruption. **TMC**
- 21.45 Metropolis.** **Arte**
- 22.55 T'as pas une idée ?** Invitée : Paule Constant. **Canal Jimmy**
- DOCUMENTAIRES**
- 18.45 Pas de lunettes pour le tiers-monde.** **Planète**
- 18.45 Le Cinéma des effets spéciaux.** [1/2]. La guerre selon Hollywood. **Ciné Cinémas**
- 19.00 Le Temps des cathédrales.** Louis IX. **Odyssée**
- 19.40 Les Grandes Batailles du passé.** [9/28]. Morat, 1476. **Planète**
- 19.50 Wallenberg, autopsie d'une disparition.** **Odyssée**
- 20.00 Une vie de cirque.** **TV 5**
- 20.15 Comédie visuelle.** [1/2]. Un cours de Rowan Atkinson. **Arte**
- 20.35 Liste noire à Hollywood.** Les noms de la liste noire. **Planète**
- 20.45 L'Aventure humaine.** L'Égypte et la Vallée du Nil. **Arte**
- 20.50 Les Amants royaux.** **Odyssée**
- 21.35 La Quête du futur.** [18/22]. **Planète**
- 21.40 Tant que les cheminées fumeront.** **Odyssée**
- 22.00 Les Meilleurs moments des JO.** [1/10]. **Histoire**
- 22.00 La Légende de « My Way ».** **Canal Jimmy**
- 22.05 Jazz Collection.** [5/12]. Bill Evans 1929-1980. **Planète**
- 22.10 Chasseurs de papillons.** **Odyssée**
- 22.35 Toros de Camargue.** **Odyssée**
- 22.45 Tango Désirs.** **France 3**
- 23.00 Sans terre.** **Planète**
- 23.00 Les Empereurs romains.** [5/6]. Constantin (306-337) : sous le signe de la croix. **Histoire**
- 0.00 Corpus Christi.** [9/12]. Résurrection. **Histoire**
- SPORTS EN DIRECT**
- 20.00 Basket-ball.** All Star Game. **Eurosport**
- MUSIQUE**
- 18.30 Compay Segundo 1998.** **Mezzo**
- 18.55 Rachmaninov.** Gerhard Oppitz et Nicolas Economou jouent de transcription pour deux pianos des *Dances symphoniques* opus 45 n°s 1, 2 & 3. **Muzzik**
- 19.35 Gerhard Oppitz et Gottfried Schneider.** Augsburg 1985. **Muzzik**
- 20.00 Nicolas Economou.** *Mephisto Waltz*, de Liszt. **Mezzo**

- 20.30 Pelléas et Mélisande.** Opéra de Debussy. Par l'Orchestre et le Choeur de l'Opéra de Lyon, dir. John Eliot Gardiner. **Mezzo**
- 21.00 Concert de la Nativité au Vatican.** Enregistré en 1995. **Muzzik**
- 22.05 Rachid Taha.** Saint-Malo 1998. **Paris Première**
- 22.45 Charpentier et Schutz.** Par la Schola Cantorum Basiliensis, dir. René Jacobs. **Muzzik**
- 23.00 Andreï Gavrilov.** Quatre *Ballades*, de Chopin. **Mezzo**
- VARIÉTÉS**
- 20.55 Hymne à la voix.** **France 2**
- TÉLÉFILMS**
- 20.55 Le Matador.** Michel Vianey. **France 3**
- 22.10 Meurtres à répétition.** Paul Ziller. **Canal +**
- 22.30 Les Braconniers de Belledombre.** Philippe Triboit. **TV 5**
- 22.30 Napoléon et Joséphine.** Richard T. Heffron [1/3]. **TMC**
- 22.40 Les 92 minutes de M. Baum.** Assi Dayan. **Arte**
- COURTS MÉTRAGES**
- 0.00 Les Nuits de la pleine lune.** Sélection de courts métrages belges sulfureux. **Arte**
- 0.00 Rose.** Alain Berliner (1993). **TV 5**
- SÉRIES**
- 19.45 La Vie à cinq.** Visite parentale. **Téva**
- 20.05 3^e planète après le Soleil.** Dick on One Knee (v.o.). **Série Club**
- 20.40 Soirée spéciale «New York Undercover».** **13^{ème} Rue**
- 20.50 Le Caméléon.** La découverte. **M 6**

DIMANCHE 3 JANVIER

FILMS DU JOUR

- 18.00 Jerry chez les cinoques** ■■
Frank Tashlin (Etats-Unis, 1964, 90 min). **Cinéoïtole**
- 18.05 Soupe au canard** ■■
Leo McCarey (Etats-Unis, 1933, N., v.o., 65 min). **Ciné Classics**
- 20.30 Et tournent les chevaux de bois** ■■
Robert Montgomery (Etats-Unis, 1947, N., v.o., 105 min). **Ciné Classics**
- 20.35 La Rivière** ■■
Mark Rydell (Etats-Unis, 1984, 130 min). **TMC**
- 20.50 Le Cerveau** ■■
G. Oury (F, 1968, 120 min). **TF 1**
- 21.00 La Femme d'à côté** ■■■
François Truffaut (France, 1981, 105 min). **Paris Première**
- 21.00 Dune** ■■
David Lynch (Etats-Unis, 1984, 135 min). **Cinéstar 2**
- 22.13 L'Etrange Monsieur Victor** ■■
Jean Grémillon (France, 1938, N., 97 min). **13^{ème} Rue**
- 22.20 Aliens, le retour** ■■
James Cameron (Etats-Unis, 1986, v.o., 135 min). **Ciné Cinémas**
- 22.20 L'Insoutenable Légèreté de l'Être** ■■
Philip Kaufman (Etats-Unis, 1987, 170 min). **Cinéstar 1**
- 23.55 Docteur Mabuse, le joueur ; Tableau d'une époque** ■■■
Fritz Lang [1/2] (Allemagne, 1922, N., 105 min). **France 3**

- 0.05 Souvenirs perdus** ■■
Christian-Jaque (France, 1950, N., 120 min). **Ciné Classics**
- 0.35 Le Cercle des poètes disparus** ■■
Peter Weir (Etats-Unis, 1989, v.o., 130 min). **Ciné Cinémas**
- 0.40 Tumultes** ■■■
Bertrand Van Effenterre (France - Belgique, 1989, 90 min). **Cinéstar 2**
- 1.10 Tucker** ■■
Francis Ford Coppola (Etats-Unis, 1988, v.o., 110 min). **Cinéstar 1**
- 2.45 Providence** ■■■
Alain Resnais (France - Suisse, 1977, 105 min). **Ciné Cinémas**

GUIDE TÉLÉVISION

- DÉBATS**
- 12.10 et 0.10 Le Monde des idées.** Invité : Bernard Henry-Lévy. **LCI**
- 18.30 Grand Jury RTL-Le Monde-LCI.** Invité : Alain Richard. **LCI**
- MAGAZINES**
- 11.05 Droit d'auteurs.** Invités : Marc Lambron ; Michel del Castillo ; Nancy Huston ; Georges Charpak ; Christophe Nicholas ; Denise Genec. **La Cinquième**
- 14.05 Planète animal.** Les royaumes de l'ours russe. **TMC**
- 14.30 De l'actualité à l'Histoire.** La social-démocratie. Invités : Hans Stark ; John Crowley ; Didier Motchane. **Histoire**
- 15.30 Envoyé spécial, les années 90.** Destins voilés. Invitée : Claire Brisset. **Histoire**
- 15.35 Les Globe-trotteurs.** Invités : Alex Taylor ; Philippe Geluck ; Françoise Xenakis ; Valérie Expert. **France 2**
- 16.00 Le Sens de l'Histoire.** Fortunes de mer. Invités : Michel Josie ; Nelson Cazeils ; Jean Rechet. **La Cinquième**
- 19.00 1998, une année TF 1.** [2/2]. **TF 1**
- 20.45 De l'actualité à l'Histoire.** Les islams intégristes. Invités : Séverine Lebat ; Olivier Roy ; Farhad Khokhavar. **Histoire**
- 20.50 Zone interdite.** Têtes couronnées. **M 6**
- 21.45 Envoyé spécial, les années 90.** De Vesoul à Zagreb. Les dopés du sport. **Histoire**
- 23.00 Les Dossiers de l'Histoire.** Les anges noirs de l'utopie. **Histoire**
- 1.00 Metropolis.** **Arte**
- DOCUMENTAIRES**
- 17.20 La Face cachée d'Hollywood.** **Paris Première**
- 17.25 La Quête du futur.** [18/22]. Le plein d'énergie. **Planète**
- 17.35 Les Couples légendaires.** Juan et Evita Perón. **La Cinquième**
- 17.55 Jazz Collection.** [5/12]. Bill Evans 1929-1980. **Planète**
- 18.30 Les Empereurs romains.** [5/6]. Constantin (306-337). **Histoire**
- 18.35 Chasseurs des Îles Salomon.** Chasseurs d'œufs. **Odyssée**
- 19.00 Le Mystère Giono.** **Odyssée**
- 19.30 Corpus Christi.** [9/12]. Résurrection. **Histoire**
- 20.30 Cités et merveilles.** Phnom Penh. **Téva**
- 20.30 Le Temps des cathédrales.** Les nations s'affirment. **Odyssée**
- 20.35 Soirée thématique.** Les dauphins. **Arte**
- 21.55 Adieu et merci, Tonkin.** Mémoires de paix. **Odyssée**
- 22.35 Grand document.** Le Rêve de Gabriel. **RTBF 1**
- 23.30 Salsa opus 5.** [5/5]. Cuba : du rhum entre les oreilles. **Mezzo**
- 23.35 La Lugubre Gondole.** A propos de Franz Liszt. **Muzzik**
- 0.10 Robe d'un jour.** **Planète**
- SPORTS EN DIRECT**
- 13.00 Handball.** Ligue des champions masculine (8^e de finale). Veszprem - Montpellier. **AB Sport**
- 13.30 Saut à skis.** Tournée des 4 Tremplins : K115. **Eurosport**
- MUSIQUE**
- 18.40 Danses et rhapsodies.** par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Mariss Jansons. **Mezzo**
- 19.00 Haydn. Messe Lord Nelson à La Chaise-Dieu.** Par l'Ensemble vocal et instrumental de Lausanne, dir. Michel Corboz. **Arte**
- 19.10 Symphonies pour les soupers du Roy.** Œuvre de Delalande. Par l'Ensemble La Symphonie du Marais. **Muzzik**
- 20.30 Myung-Whun Chung dirige Fauré et Ravel.** Avec l'Orchestre symphonique de la Radio de Sarrebruck. **Mezzo**
- 21.00 Septeto Habanero 1998.** **Muzzik**
- 21.30 Requiem de Fauré.** Par l'English Chamber Orchestra et le Winchester Cathedral Choir, dir. Martin Neary. **Mezzo**
- 22.35 Brahms. Sonates pour alto et piano n° 1 et 2.** **Muzzik**

- THÉÂTRE**
- 22.30 Le Fils de l'amertume.** Pièce de Silmane Benaïssa. **TV 5**
- VARIÉTÉS**
- 23.00 Starmania, Miss Saigon, Notre-Dame de Paris.** **France 2**
- TÉLÉFILMS**
- 17.30 A deux pas du paradis.** Michel Vianey. **Téva**
- 17.35 Alliance fatale.** Peter Földy. **RTL 9**
- 18.25 La Guerre de l'eau.** Marc F. Voizard. **Festival**
- 20.30 Marie la louve.** Daniel Wronnecki. **Festival**
- 20.35 Les Montagnes bleues.** Paolo Barzman. **TSR**
- 20.40 Frontière du crime.** Yves Boisset. **13^{ème} Rue**
- 20.55 Le Monde de Ludovic.** Jean-Pierre De Decker. **Téva**
- 21.00 Le Boiteux.** Paule Zajdermann. **France 3**
- 22.30 Le Piège.** Michael Keusch. **Téva**
- SÉRIES**
- 18.05 Le Fugitif.** La vie n'est pas un rêve. **La Cinquième**
- 19.00 Stargate SG-1.** Portés disparus. **M 6**
- 19.00 Ally McBeal.** Silver Bells. Cro-Magnon. **Téva**
- 19.00 New York Undercover.** Enquête à haut risque. **13^{ème} Rue**
- 19.40 Happy Days.** Le feu chez Arnold. **Série Club**
- 20.05 3^e planète après le Soleil.** Same Old Song and Dick (v.o.). **Série Club**
- 20.05 Zorro.** Le secret de la Sierra. **Disney Channel**
- 20.15 Bob et Margaret,** ensemble pour le pire. Un cambriolage d'expert. **Arte**
- 20.30 Townies.** The Kiss (v.o.). **Série Club**
- 21.00 Seinfeld.** La grenouille (v.o.). **Canal Jimmy**
- 21.15 Docteur Katz.** Bystander Ben (v.o.). **Série Club**
- 21.30 Dream On.** C'est la faute au nouveau patron. **Canal Jimmy**
- 22.10 Oz.** Peine capitale (v.o.). **Série Club**
- 22.30 Derrick.** Une journée à Munich. **France 3**
- 23.30 Twin Peaks.** Episode pilote (v.o.). **Série Club**
- 23.30 New York Police Blues.** Quand la haine tue (v.o.). **Canal Jimmy**

NOTRE CHOIX

- **0.45 Planète**
Le Journal de Pyongyang
Cinéaste australienne, Solrun Hoaas a été invitée à Pyongyang, en Corée du Nord, pour la quatrième édition du Festival de films des pays en voie de développement, au début de 1994. Elle y est revenue à l'automne de la même année, trois mois après la mort du dictateur Kim Il-Sung, puis une nouvelle fois en septembre 1996. Les images de cet étonnant *Journal* croisent constamment les champs de ces trois périodes, comme pour mieux en révéler la pérennité politique et sociale - la famine étant venu s'ajouter au désastre. Le système de la tyrannie est en effet demeuré verrouillé dans toutes les ramifications de son appareil avec l'avènement du fils du « *Grand et Vénéré Leader* », Kim Jong Il, omniprésent jusqu'au moindre rouage de la société, comme son général de père. Quoique la réalisatrice soit parvenue à filmer certaines séquences à la dérobée, la majeure partie de cette édifiante chronique - commentaire non compris - a reçu l'assentiment officiel ; puisque enfin on pouvait donner à voir et à comprendre à une interlocutrice occidentale (guide et interprète incontournable) les multiples facettes d'une « République démocratique » idéale, toute dévouée au bien commun et à l'épanouissement de chacun. A l'instar de tous les régimes dictatoriaux, l'arsenal tyrannique s'incarne dans l'outrance de la représentation et de la répression. Rien de vraiment surprenant, donc, quant au sinistre classicisme de ce schéma, appliqué version Corée du Nord. Mais on reste défait face au raffinement de la machinerie d'endoctrinement à tous les étages et tous les âges. Accablant. - *Val. C.*
★ Rediff. : dimanche 2 à 20 h 35.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1**
- 18.05 Sous le soleil.**
19.05 Melrose Place.
19.55 Bloc modes.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Spécial Vidéo Gag.
23.00 Hollywood Night. Sous l'œil du témoin. Téléfilm. Shuky Levy.
0.25 TF 1 nuit, Météo.
0.40 Embarquement porte n° 1. Moscou.
- FRANCE 2**
- 18.20 1 000 enfants vers l'an 2000.**
18.25 Jack Reed.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Hymne à la voix.
23.20 Nous c'encre Nous... en 1999 !
0.55 Journal, Météo.
1.15 Paris-Dakar.

FRANCE 3

- 18.20 Questions pour un champion.**
18.50 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Des cerises sur le gâteau.
20.35 Tout le sport.
20.38 Le Journal du Dakar.
20.55 Le Matador. Téléfilm. Michel Vianey.
22.20 Météo, L'Euro, mode d'emploi.
22.30 Soir 3.
22.45 Tango Désirs.
23.35 Lido Bravissimo.
0.35 New York District. Le monde du silence.

CANAL +

- En clair jusqu'à 19.00
- 18.25 Toonsylvania.**
18.50 Flash infos.
19.00 T.V. + Spécial.
► En clair jusqu'à 20.35
- 20.04 Jean-Luc et Faipassa.**
20.10 Les Simpson.
20.34 Samedi comédie.
20.35 H. Une vie de chien.
21.00 Blague à part. [7/20]. Couples.
21.25 Spin City. La compétition.
21.45 South Park. La mère de Cartman est toujours folle du cul.
22.10 Meurtres à répétition. Téléfilm. Paul Ziller.
23.40 Surprises.

NOTRE CHOIX

- **13.30 France 3**
Au cœur de la Route du rhum
Des derniers préparatifs avant le départ, dans le port de Saint-Malo, à l'arrivée à Pointe-à-Pitre, ce document de Nicolas Raynaud revient sur les grands moments de la dernière Route du rhum grâce aux images filmées par les navigateurs eux-mêmes et à celles des caméramen de « Thalassa » embarqués sur *Océan Alchimist*, le bateau d'Olivier de Kersauzon affrété par France-Télévision. Plongé au cœur de la course, on suit le quotidien des skippers rythmé par le vent et les embruns, les petits ou gros bobos et les vacances radio qui les relie à la terre. Un récit original, bien scandé, sans commentaire, qui donne toute la dimension humaine et sportive de cette épreuve remportée pour la deuxième fois par Laurent Bourgnon. - *D. Py*

- **22.13 13^e Rue**
L'Etrange Monsieur Victor
A Toulon, un commerçant honorable sert de receleur à une bande de cambrioleurs. Il tue un de ses complices, laisse accuser du meurtre son voisin le cordonnier, et cache celui-ci après son éviction du bague. Sur un fait divers criminel dans le goût des années 30, le réalisme quotidien de Jean Grémillon s'impose par une sorte de simplicité fondamentale où la vie, les réactions humaines, les rapports psychologiques prennent le pas sur la construction dramatique. Un grand rôle insolite pour Raimu. - *J. S.*

- **1.10 Cinéstar 1**
Tucker
Après la seconde guerre mondiale, un ingénieur bicolore américain conçoit l'idée d'une automobile à la ligne révolutionnaire. Son prototype inquiète les grands de l'industrie automobile. Réalisé par Francis Ford Coppola d'après une histoire vraie. L'envers du « rêve américain » et un généreux dynamisme rappelant les comédies de Capra. - *J. S.*

- **2.45 Ciné Cinéma I**
Providence
Dans une maison appelée « Providence », un vieil écrivain se sent mourir. En manipulant les membres de sa famille, il rêve peut-être aux personnages de son dernier roman. Sur un scénario de l'écrivain britannique David Mercer, une œuvre étrange, superbe, où les mouvements de caméra, la construction dramatique, le jeu décalé d'interprètes prestigieux (John Gielgud, Dirk Bogarde, Ellen Burstyn) font passer constamment d'un mince élément de réalité à l'imaginaire. - *J. S.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1**
- 13.20 Walker, Texas Ranger.**
14.10 Un tandem de choc.
15.05 Rick Hunter, inspecteur choc.
16.00 Pensacola.
16.50 Medicopter 117.
18.30 30 millions d'amis.
18.55 L'Euro en poche.
19.00 1998, une année TF 1.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Le Cerveau ■■
Film. Gérard Oury.
22.50 Ciné dimanche.
23.00 Les Nuits de Harlem ■
Film. Eddie Murphy.
0.50 TF 1 nuit, Météo.
1.05 Conversion de Clovis.
- FRANCE 2**
- 13.30 Vivement dimanche.**
15.35 Les Globe-trotteurs.
16.35 Envoyé spécial musique.
18.05 Parcoures olympique.
18.10 Stade 2.
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 Vivement dimanche prochain.
19.55 L'Euro.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Les Quatre Filles du docteur March ■
Film. Gillian Armstrong.
23.00 Starmania, Miss Saigon, Notre-Dame de Paris.
0.50 Journal, Météo.
1.10 Paris-Dakar.
1.35 Le Corbusier.

FRANCE 3

- 13.30 Au cœur de la Route du Rhum.**
14.25 Tiercé.
14.45 Le Père célibataire. Téléfilm. Paul Schneider.
16.15 Premières apparitions.
17.10 La Piste du Dakar.
17.45 Va savoir.
18.18 et 23.38 L'Euro, mode d'emploi.
18.20 Le Mag du dimanche.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Bol d'air.
20.10 Des cerises sur le gâteau.
20.35 Consomag.
20.40 Le Equipe du Dakar.
21.00 Le Boiteux. Téléfilm. Paule Zajdermann.
22.30 Derrick. Une journée à Munich.
23.30 Météo, Soir 3.
23.55 Cinéma de minuit. Cycle Mabuse et Lang.
23.56 Docteur Mabuse, le joueur ■■■
Film. Fritz Lang [1/2].

CANAL +

- 14.45 L'Éléphant blanc.** Téléfilm. Gianfranco Albano [1 et 2/2].
17.55 et 19.35 Flash infos.
18.00 Drôles de pères. Film. Ivan Reitman.
► En clair jusqu'à 20.35
- 19.45 Ça cartoon.**
20.35 Big Night ■
Film. Stanley Tucci et Campbell Scott.
22.20 L'Équipe du dimanche.
0.50 City of Crime ■
Film. John Irvin.
2.25 Le Comédien. Film. Christian de Chalonge.
4.00 Les Guerriers de l'ombre. Téléfilm Christian de Chalonge.
5.00 La Course au jouet. Film Brian Levant.

ARTE

- 19.00 Histoire parallèle.** Semaine du 2 janvier 1949.
19.45 Météo, Arte info.
20.05 Le Dessous des cartes.
20.15 Comédie visuelle. [1/2].
20.45 L'Aventure humaine. L'Égypte et la Vallée du Nil.
21.45 Metropolis.
22.40 Les 92 minutes de monsieur Baum. Téléfilm. Assi Dayan.
0.00 Les Nuits de la pleine lune. *The Bloody Olive. Snuff Movie. Lili et le loup. Casting. La Malédiction du docteur Schnitzel. La Vie intérieure. Nicky the Stripper. WWWW !! Adoration. La Fée sanguinaire.*

1.50 Le Singe, cet homme !

M 6

- 18.50 Zorro.**
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Zorro.
20.40 Ciné 6.
20.49 La Trilogie du samedi.
20.50 Le Caméléon. La découverte.
21.35 The Sentinel.
De l'ombre à la lumière.
22.25 Profiler.
Le glaive de la vengeance.
23.15 Visions de meurtre. Téléfilm. Michael Rhodes.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.00 Nouveau répertoire dramatique.** *Le Cercle des menteurs*, de Jean-Claude Carrière.
22.35 Opus. Accord à cœur.
0.05 Le Gai Savoir. Jean-Pierre Pater.

FRANCE-MUSIQUE

- 19.30 La Chauve-Souris.** Opérette de J. Strauss fils. Donnée par le Choeur et l'Orchestre du Metropolitan Opéra de New York, dir. Patrick Summers.

23.07 Présentez la facture.

RADIO-CLASSIQUE

- 20.00 Les Soirées.** Concert. Johan Heinrich Schmelzer, compositeur. Œuvres de Castello, Schmelzer, Legrenzi, Froberger, Reincken, Vejvanovskij, Biber.
22.00 Da Capo. Œuvres de Stamitz, Reger, Brahms, Vanhal, Hindemith, Casella, Persichetti.

LA CINQUIÈME/ARTE

- 13.30 Les Lumières du music-hall.** Julien Clerc.
14.00 Les Volcans.
15.00 Lonely Planet. [19/26].
16.00 Le Sens de l'Histoire. Fortunes de mer.
17.35 Les Couples légendaires. Juan et Evita Perón.
18.05 Le Fugitif.
19.00 Maestro. La Messe Lord Nelson à La Chaise-Dieu.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Bob et Margaret, ensemble pour le pire.
20.35 Soirée thématique. Les dauphins.
20.40 Flipper le dauphin : Aventures en Floride ■
Film. James B. Clark.
22.10 Soldats des mers.
23.00 Sexe et pouvoir chez les dauphins.
23.35 Opération Grand Bleu.
0.00 Lost in Music. Rap & Fils.
1.00 Metropolis. Starck System. Sauver Assise. Henri Michaux. Derrière la page - Grégoire Korganow. Lucien Bodard.

M 6

- 13.25 La Planète des singes.**
17.05 Mister Biz.
19.00 Stargate SG-1.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.50 Zone interdite. Têtes couronnées.
22.40 Météo, La Minute Internet.
22.45 Culture pub. Spécial nouvel an.
23.15 Casting torride. Téléfilm. Eric Gibson.
1.15 Sport 6.
1.30 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 18.35 Culture physique.**

M. Pasqua présentera une liste aux européennes avec l'ambition de « ratisser large »

L'ancien ministre perturbe la stratégie de l'opposition et du chef de l'Etat

DE FAÇON SYMBOLIQUE, c'est au lendemain de la naissance de l'euro que Charles Pasqua, rompant la traditionnelle trêve des confiseurs, a annoncé, vendredi 1^{er} janvier, sa décision – attendue – de conduire une liste aux élections européennes du 13 juin, au nom de la défense de « la souveraineté, de l'histoire et de la personnalité de la France ». De façon tout aussi significative, le sénateur RPR des Hauts-de-Seine a annoncé son initiative au lendemain de la publication, par le *Journal officiel*, de la convocation du Congrès, le 18 janvier, pour ratifier le traité d'Amsterdam.

« En choisissant cette voie [parlementaire], le président de la République déroge à l'esprit des institutions de la V^e République », estime M. Pasqua. Interrogé sur TF 1, l'ancien ministre de l'intérieur, qui réclamait depuis de longs mois un référendum, a accusé le chef de l'Etat de « déposséder, par le biais d'un décret, les Français de leur possibilité de s'exprimer », « une prérogative constitutionnelle que le général de Gaulle leur avait reconnue ». Stigmatisant « une ratification en catimini », M. Pasqua a regretté que Jacques Chirac, lors de ses vœux aux Français, n'ait pas justifié son choix : « Cela relève d'une certaine désinvolture, et le mot est faible », a-t-il poursuivi, soulignant que le président de la République a pourtant déclaré que le « premier devoir de tout responsable » est de « donner la parole » aux Français.

En se présentant aux élections européennes, M. Pasqua veut apparaître comme fidèle à ses « convictions ». Lors du référendum sur le traité de Maastricht, en 1992, il avait mené bataille, notamment aux côtés de Philippe Séguin, ac-

tuel président du RPR, pour le « non ». Il perturbe ainsi la stratégie de son mouvement et celle de M. Chirac qui souhaitent l'unité de l'opposition pour cette échéance.

« EXCELLENTE NOUVELLE »

M. Pasqua n'a pas encore précisé les contours de sa liste. Mais il entend « ratisser le plus large possible ». Son premier allié devrait être Philippe de Villiers. Celui-ci a d'ailleurs immédiatement salué l'« excellente nouvelle » que constitue l'initiative de M. Pasqua et évoqué « la constitution d'une liste commune » avec le Mouvement pour la France, dont il est le président. « Il faut qu'un grand courant souverainiste s'ouvre (...) à tous ceux qui sont attachés à la nation française », a ajouté le député de Vendée.

Mais l'ancien ministre de l'intérieur ne souhaite pas « se situer seulement à droite » et caresse le rêve de drainer le « non » de

gauche au traité de Maastricht. Il préférerait, ainsi, confier la deuxième place de sa liste à un homme proche des chevènementistes. Il a appelé à le rejoindre « tous ceux qui ont, sur la souveraineté nationale, sur la place de la France en Europe et dans le monde, les mêmes sentiments » que lui. Son mouvement, Demain la France, a multiplié, durant les derniers mois, les appels aux « Républicains de l'autre rive », par exemple ceux qui se retrouvent dans la Fondation Marc-Bloch. En septembre 1998, l'ancien ancien commissaire au Plan et membre de Demain la France, Henri Guaino. la France, rêvait d'une liste d'intellectuels antimaastrichtiens où se côtoieraient l'écrivain Max Gallo et quelques autres figures du « non » de gauche à Maastricht.

Enfin, M. Pasqua songe aux électeurs du Front national, déboussolés par le combat que se livrent aujourd'hui leurs dirigeants,

Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret. « Parmi les électeurs du FN, il y a beaucoup d'anciens électeurs de notre sensibilité, a-t-il expliqué. Ils auront le choix et préféreront peut-être voter pour nous. C'est ce que je souhaite ».

À soixante et onze ans, M. Pasqua s'engage donc dans un de ses derniers grands combats, où, admet-il, il n'a que « des ennuis à attendre, des coups à prendre ». L'ancien ministre a déjà pris ses distances avec le mouvement présidé par Philippe Séguin. En décembre 1998, il a quitté son poste de conseiller politique du RPR : « Je reste membre du mouvement. Je suis gaulliste. Je l'ai toujours été, je le suis depuis la guerre. je n'ai jamais changé et je ne changerai jamais », avait-il alors déclaré dans nos colonnes (*Le Monde* du 5 décembre 1998). La question de son appartenance au RPR est désormais posée. Et sa rupture avec M. Chirac consommée.

DÉPÊCHES

■ **SAINT-SYLVESTRE : trente-sept personnes, essentiellement des jeunes, ont été tuées** dans des accidents de la route au cours de la nuit du nouvel an, selon le Centre national d'information routière. Une vingtaine de personnes avaient été tuées sur la route lors de la Saint-Sylvestre précédente. Les accidents les plus graves se sont produits en Haute-Garonne et en Haute-Savoie.

■ **Plus d'une centaine de voitures ont été incendiées** dans plusieurs villes de France pendant la nuit de la Saint-Sylvestre. A Strasbourg, le bilan des incidents s'établit à quarante-trois véhicules brûlés. Vingt-trois personnes ont été interpellées, et trois placées en détention. Une vingtaine de voitures ont été détruites dans le Haut-Rhin, (dont onze à Mulhouse), seize à Rouen, treize à Nantes, une dizaine au Havre et six à Bordeaux. En région parisienne, les pompiers sont intervenus une douzaine de fois dans les Yvelines, dans l'Essonne et en Seine-Saint-Denis.

■ **PRESSE : Têlêrama et La Vie fêtent les 100 ans de leur fondateur, Georges Hourdin**, né le 3 janvier 1899. C'est en 1945 que Georges Hourdin et Ella Sauvageot créent *La Vie catholique illustrée*, proche des dominicains, qui va donner naissance à une exception française : un groupe de presse catholique, détenu et dirigé par des laïcs, sans lien direct avec l'Eglise. Homme de combats, ami d'Hubert Beuve-Méry, Georges Hourdin est un chrétien engagé qui ne cesse de faire entendre sa voix sur les prêtres-ouvriers, le dialogue entre chrétiens et communistes, le mariage des prêtres, etc. Ce qui vaudra quelques tensions entre le groupe et le Vatican.

Le tour du monde en solitaire émaillé d'incidents

Le bateau d'Isabelle Autissier a heurté une baleine

SI LES MARINS ne croisent plus que très rarement des sirènes, leur parcours est souvent parsemé de rencontres fortuites. Ainsi vendredi 1^{er} janvier, sur l'Around Alone, la course à la voile autour du monde en solitaire par escales, les « fortunes de mer » ont contrarié les parcours de Mike Golding, Marc Thiercelin et Isabelle Autissier.

Le skipper britannique a été le plus malchanceux. Alors qu'il doublait par l'ouest le cap Nord de la Nouvelle-Zélande, avant de redescendre la côte est vers Auckland, il a heurté un récif de corail qui a éventré son monocoque. Pataugeant dans 40 cm d'eau, il a déclenché sa balise de détresse. Un bateau de pêche est venu à son secours et l'a remorqué vers la baie de Tom Bowling. Une équipe de techniciens a été hélitreuillée à bord du *Team, Group 4* pour aider le marin à réparer.

Mike Golding ne devrait pas être éliminé : le règlement de la course prévoit qu'une embarcation peut être remorquée sur moins de 10 milles (18,5 km). Cette avarie est en revanche un coup très dur : Golding était en tête au classement général provisoire de l'épreuve et pouvait compter garder plus d'une journée de navigation de mer d'avance sur ses poursuivants. « Je suis dévasté, mes rêves partent en lambeaux », a-t-il confié à ses proches.

Quelques minutes plus tard, Marc Thiercelin (*Somewhere*) annonce avoir heurté un objet métallique, expliquant ainsi pourquoi son monocoque avait considérablement ralenti, et laissant la troisième place à Isabelle Autissier. Il a affalé ses voiles et réparé pendant deux heures son gouvernail endommagé dans le choc. La course s'affole pendant que Giovanni Soldini met enfin pied à terre à Auc-

kland, bouclant en vainqueur la deuxième étape, parcourue depuis Le Cap (Afrique du Sud) en 27 jours et 5 heures.

Golding en détresse, l'avenir semble appartenir à Isabelle Autissier, qui est surprise par cette « incroyable série d'événements ». Sur *PRB*, la navigatrice semble avoir des ailes. Après cinq jours d'une belle remontée au prix d'efforts sans relâche, elle entend bien grignoter encore son retard et, pourquoi pas, prendre la tête du classement général. Elle a même un ange gardien : Giovanni Soldini. « Quand j'ai passé *Le Cap*, j'ai envoyé un message à Isabelle, raconte-t-elle. J'ai senti la terre et donc le danger. Il n'est pas facile de naviguer près des côtes. On est très fatigués. Il y a beaucoup de courants et des rochers. J'en ai vu un au dernier moment, j'ai juste eu le temps de virer au nord ».

GOUVERNAIL DE SECOURS

Las ! Isabelle Autissier n'a pu éviter le choc de son bateau avec une baleine qui s'était aventurée par là. Le gouvernail est endommagé, elle navigue tant bien que mal avec celui de secours, ce qui l'a contraint à ralentir sa vitesse de quelques nœuds. On n'a pas de nouvelles du mammifère marin, qui n'est pas le premier à être percuté – ou à percuter – un bateau en course.

Freinée une première fois à cause de la défaillance d'un vérin de sa quille mobile, alors qu'elle était en tête de la course, contraint de faire une escale de neuf heures en Tasmanie pour réparer le rail de grand-voile, Isabelle Autissier semble, cette fois, avoir perdu la place qu'elle avait reprise la veille à Marc Thiercelin. L'arrivée des deux Français était prévue samedi 2 janvier en soirée.

Bénédicte Mathieu

En 1998, le PMU n'a pas souffert de la concurrence du Mondial

AVEC 34,972 MILLIARDS DE FRANCS en 1998, le PMU, organisme collecteur de paris hippiques en France, a connu une progression de son chiffre d'affaires de 1,17 % sur 1997. Ce résultat, qui frôle la barre symbolique des 35 milliards de francs – atteinte en 1992 et 1996 –, satisfait Bertrand Belinguier, qui, depuis mai 1997, préside un groupe d'intérêt économique (GIE) dont le conseil d'administration est composé, pour moitié, de représentants de la tutelle (ministères de l'intérieur et de l'agriculture) et, pour moitié, des dirigeants des sociétés de courses. En juin-juillet, la courbe des enjeux, en hausse sensible jusqu'à l'été, a été moins affectée qu'on ne pouvait le craindre par l'effet de la Coupe du monde de football.

Mais 1999 ne s'annonce pas sous de très heureux auspices. Bercy traîne les pieds pour payer la moitié des investissements de modernisation qui devraient dépasser 2 milliards de francs (projet Pégase, 0,3 milliard d'euros). En outre, la concurrence de la Française des jeux et des machines à sous dans les casinos s'accroît pour le PMU : chacun des trois types de jeux draine maintenant autour de 35 milliards de francs par an (5,34 milliards d'euros). Le fait que Pégase ne puisse être achevé avant 2001 ou 2002 bloque tout projet de lancement de nouveaux jeux hippiques.

Tirage du Monde daté samedi 2 janvier : 401 279 exemplaires

1 - 3

NOUVEL ELDORADO


PRINTEMPS
par amour des femmes

Ouverture le samedi 2 janvier
jusqu'à 20 h 30
au Printemps Haussmann

Ouverture exceptionnelle
le dimanche 3 janvier aux
Printemps Italie, Nation, Parly et Vélizy.

*Sur présentation du ticket de caisse dans un délai de 30 jours après achat.

GUCCI
collection automne/hiver

- soldes -

a partir du 2 janvier 1999

paris 2 rue du faubourg st honoré, 8^{ème} - ouverture exceptionnelle dimanche 3 janvier

paris galeries lafayette - haussmann, 9^{ème}

strasbourg 3 rue de la mesange